

SWISS - ASEAN

Goodwill - Mission II

20. 2. - 4. 3. 1978



Thailand

Malaysia

INHALTSVERZEICHNIS

Resultate und Schlussfolgerungen	gelb
Daten von Thailand und Malaysia sowie Warenverkehr Schweiz-ASEAN	weiss
Liste der schweizerischen Delegation	blau
Programm	rot
Gesprächsnotizen Thailand	grün
Gesprächsnotizen Malaysia	lachs
Branchenberichte	weiss
Pressemitteilungen und Presseecho	gelb
Ländernotizen von Thailand und Malaysia	grün
Verzeichnis der Dokumentationen	lachs

Thailand,

Resultate und Schlussfolgerungen

Die schweizerische Wirtschaft ist dank der Tätigkeit unserer Welt-handelsfirmen, die ihre Niederlassungen in Bangkok z.T. bereits im letzten Jahrhundert gegründet haben, in Thailand sehr gut eingeführt. Der Dienstleistungssektor - namentlich die beratenden Ingenieure - ist bei der Erschliessung des Thai Marktes ebenfalls sehr aktiv.

Die Regierung bemüht sich, im Rahmen der Wirtschaftsplanung neue Arbeitsplätze zu schaffen, gleichzeitig aber durch die Dezentralisierung der Industrie den starken Bevölkerungszustrom nach Bangkok aufzufangen.

Für die schweizerische Exportwirtschaft ergeben sich Verkaufsmöglichkeiten im Infrastrukturbereich und bei den Ausrüstungsgütern. Im Bereich der Konsumgüter dürften nur Spitzenprodukte neben der regionalen Konkurrenz (Japan, Hong Kong, z.T. Nachbarländer) bestehen können.

Thailand will seine Produkte vermehrt auch in der Schweiz absetzen. Die Delegation hat die Marktverhältnisse in unserem Land, die sich aus dem freien Zugang für die weltweite Konkurrenz ergeben, dargelegt, gleichzeitig aber auch die mögliche Hilfestellung (OSEC, Welthandelsfirmen) erwähnt.

An die schweizerische Wirtschaft geht auch der Ruf nach vermehrten Investitionen in Thailand. Der Know-how-Transfer (Technik, Management, Export), der die Investitionen begleitet, ist gefragt.

Die schweizerische Mischkreditofferte wurde zögernd entgegengenommen. Das unserer bisherigen Praxis entsprechende Vertragswerk wird von den Thais als zu kompliziert empfunden. Eine Vereinfachung (Zusammenlegung des Regierungs- und des Bankenabkommens) wird zur Zeit geprüft.

Malaysia,

Resultate und Schlussfolgerungen

Der zahlungsfähige malaysische Markt verdient eine stärkere Beachtung seitens der schweizerischen Wirtschaft. In Gesprächen mit verschiedenen Staatsstellen (Eisenbahnen, Kommunikationswesen) wurde der gute Ruf der schweizerischen Produkte hervorgehoben. Jedoch wird bemerkt, dass die Verkaufstätigkeit unserer Industrie im Vergleich vor allem zur japanischen, aber auch zur europäischen Konkurrenz (Frankreich, BRD) zu wenig aggressiv sei. Unsere Produkte müssen besser bekannt gemacht werden.

Verkaufsmöglichkeiten bestehen im Bereich der Investitionsgüter wie auch der Konsumgüter. Dienstleistungen (beratende Ingenieure) sind ebenfalls gefragt, wobei schweizerische Gesellschaften namentlich auf ihrem angestammten Sektor des Kraftwerkbaus gute Chancen haben.

Der Export nach Malaysia geht noch teilweise über Zwischenhändler in Singapur. Die Regierung in Kuala Lumpur fördert jedoch den direkten Warenverkehr. Dies gilt namentlich auch für den Export. Allerdings werden malaysische Produkte teilweise (Kautschuk, Zinn) über europäische Rohwarenbörsen verkauft. Die schweizerischen Einkäufer haben wenig Interesse, diese etablierten Kanäle zu umgehen.

Auch Malaysia wünscht in vermehrtem Masse schweizerische Investitionen. Die Enge des Lokalmarktes und die Industriepolitik (vermehrte Beteiligung der Bumiputras) bilden ein gewisses Hindernis, das durch andere Vorzüge (hohe Lebensqualität) nicht immer wettgemacht werden kann.

Das schweizerische Transferkreditangebot (reiner Bankenkredit) wurde positiv aufgenommen. Das Finanzministerium zeigte sich am Kredit interessiert, muss aber den schweizerischen Abkommensentwurf noch mit den übrigen betroffenen Ministerien prüfen.

COMMENTAIRES SUR LA "SWISS ASEAN GOODWILL MISSION"
du 20 février au 5 mars 1978

La seconde étape de la Swiss Asean Goodwill Mission, dont les buts étaient les mêmes que ceux de la première, a atteint les objectifs souhaités.

Je ne reviendrai pas sur les commentaires généraux exposés dans mon rapport du 2 décembre qui restent valables pour cette mission. Je me permettrai d'ajouter que, dans la période qui a suivi le passage de la mission en Indonésie, notre ambassade a dû répondre à un nombre important de demandes de renseignements émanant d'entreprises locales. Les informations les plus recherchées portaient sur le nom de fournisseurs suisses pouvant livrer un produit spécifique, les possibilités d'utilisation du crédit de transfert, noms d'importateurs suisses et possibilités d'exportations de produits locaux vers notre pays.

Afin de ne pas laisser se refermer trop rapidement les portes ouvertes par cette mission, des actions de "follow up" devront être entreprises sans trop tarder. Sans vouloir entrer dans les détails d'organisation de ces différentes mesures, je me permets d'exposer ci-dessous quelques idées qui pourraient être considérées. Certaines de ces propositions sont déjà en cours de réalisation par l'OSEC.

Les actions envisagées peuvent se subdiviser en trois groupes: en Suisse, dans les pays de l'ASEAN et la création d'un comité permanent.

- 2 -

EN SUISSE

En premier lieu je chercherai, par des journées d'information, à intéresser et à renseigner les maisons suisses sur le potentiel des débouchés qu'offrent les pays membres de l'ASEAN.

En complément, il serait bon de rappeler les accords qui unissent notre pays à ceux de cette région et les moyens qu'ont nos autorités et le secteur bancaire pour le financement des exportations.

Ces journées d'informations devraient être patronnées par l'OSEC et suivies d'entretiens individuels. Cette première action devrait pouvoir être entreprise au plus tôt (juin 1978 par exemple).

Dans une deuxième période, début 1979, on pourrait envisager d'organiser un séminaire s'étalant sur un à deux jours pendant lesquels seraient présentés de façon plus détaillée les pays de l'ASEAN. Certains sujets pourraient être traités par des conférenciers de la région.

Je n'oublierai pas, comme cela se fait généralement, l'organisation de journées d'informations sur un pays particulier qui sera l'hôte du Comptoir suisse (Indonésie 1979, éventuellement Malaisie 1980).

./.

- 3 -

DANS LA REGION

Deux formes d'actions principales peuvent être envisagées: l'envoi de délégations spécialisées, l'organisation de foires suisses ou participation à des foires régionales spécialisées dans un secteur d'activité particulier.

En premier lieu il serait souhaitable qu'une mission groupant un nombre limité de participants, sous la direction de l'OSEC par exemple, visite chacun des pays afin d'évaluer de façon plus précise son potentiel comme débouché de produits suisses.

Cette mission ne devrait couvrir qu'un nombre restreint de secteurs d'activités. Leur choix devra être discuté avec les associations professionnelles qui détermineront les priorités.

Dans une deuxième phase, des voyages d'informations groupant des hommes d'affaires venant d'un seul secteur d'activité pourront être organisés dans un ou deux pays de la région. Cette forme de voyage de promotion semble avoir été retenue par un certain nombre de pays industrialisés. A titre d'exemple, lors de notre séjour à Kuala Lumpur, j'ai rencontré des membres d'une délégation française qui groupait des industriels dont l'activité touchait au bois. Cette délégation se composait d'importateurs, de scieurs, de fabricants de panneaux, de fabricants de meubles, de vendeurs d'ameublement, etc.

Dans certains cas, il pourrait être envisagé d'organiser, dans les villes où la délégation séjourne, une mini exposition traitant du secteur d'activité bien défini.

./.

- 4 -

D'une façon plus générale, il serait souhaitable qu'une exposition sectorielle suisse puisse être organisée dans la région prochainement. L'OSEC prévoit de mettre sur pied une telle manifestation dans le courant de 1979 aux Philippines. Des expositions similaires devraient aussi être organisées dans les autres pays de l'ASEAN car leur impact est purement national.

En complément, l'organisation de stands suisses, groupant les exposants de notre pays, dans l'enceinte d'expositions internationales spécialisées se déroulant dans la région, permettrait d'atteindre également les clients potentiels des autres pays.

En ce qui concerne les initiatives émanant de maisons privées d'organiser des foires, je crois personnellement qu'il faut soutenir ces manifestations pour autant qu'elles soient suffisamment représentatives et ne coïncident pas avec d'autres manifestations officielles déjà prévues.

CREATION D'UN GROUPEMENT D'INTERETS SUISSE-ASEAN

L'idée est d'avoir un organisme qui ferait office de centre d'information régional, coordonnerait l'invitation de personnes-clés en Suisse, représenterait les intérêts suisses auprès de la Chambre de Commerce de l'ASEAN. Il est évident que les activités susmentionnées ne pourront être entreprises que si des participations financières de sociétés privées peuvent être considérées.

./.

- 5 -

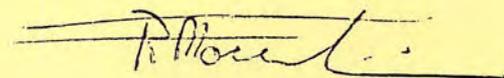
Comme solution pratique au centre d'information, je verrais le financement par cet organisme d'un employé local dans chacun des pays de l'ASEAN dans lesquels les ambassades ne sont pas dotées d'un employé expérimenté traitant uniquement des affaires commerciales. Cette personne serait à même de recueillir des informations sur les entreprises locales et serait appelée à conduire des actions spéciales.

Une autre activité de cet organisme pourrait être de proposer des voyages d'informations en Suisse à des personnes de la région occupant des positions avec responsabilités. Ceci pourrait compenser un peu les actions qu'offrent nos pays concurrents dans ces marchés.

Bien que la Chambre de Commerce de l'ASEAN ne se trouve à ce jour qu'à l'état embryonnaire, il serait utile d'avoir déjà maintenant un groupement ayant des contacts réguliers avec elle. Ceci nous permettrait d'avoir connaissance des efforts que l'industrie privée de ces différents pays entreprend pour essayer de rationaliser leur centre de production et augmenter les échanges entre eux.

Je ne saurais terminer sans attirer votre attention sur le fait que ces actions de "follow up" devraient être coordonnées si nous voulons obtenir les meilleurs résultats.

Jakarta, le 18 mars 1978.



R.D. Forestier

Daten der besuchten ASEAN-Staaten

	<u>Thailand</u>	<u>Malaysia</u>
1. Oberfläche	514'000 km ²	332'648 km ²
2. Einwohner	41,9 Mio	12,5 Mio
3. Bruttosozialprodukt		
- 1974 zu Marktpreisen	12'670 Mio US \$	7'910 Mio US \$
- 1974 pro Kopf	310 US \$	680 US \$
- Zuwachsrate 1965-74 p.K.	4.3 %	3.8 %
4. Aussenhandel		
- Importe 1976 in Mio US \$	4'233	4'604
- Exporte 1976 in Mio US \$	3'520	6'367
5. Handel mit der Schweiz		
- Schweiz. Importe 1977 in Mio Fr.	60,2	33,4
- Schweiz. Exporte 1977 in Mio Fr.	77,5	43,3
6. Währung		
- Reserven Ende 1976 in Mio US \$	1'893	2'472
- Aussenschuld Ende 1976 in Mio US \$	3'608	2'849

Warenverkehr Schweiz - ASEAN

	1974	1975	Veränderung	1976	Veränderung	1977	Veränderung
	Mio Fr.	Mio Fr.		Mio Fr.		Mio Fr.	
<u>Malaysia</u>							
- Export	47,9	35,6	./. 26 %	28,5	./. 20 %	43,3	+ 52 %
- Import	18,6	16,3	./. 12 %	21,0	+ 29 %	33,4	+ 59 %
<u>Thailand</u>							
- Export	76,9	83,9	+ 9 %	59,5	./. 29 %	77,5	+ 30 %
- Import	50,5	39,6	./. 22 %	47,3	+ 19 %	60,2	+ 27 %
<u>Indonesien</u>							
- Export	89,2	79,5	./. 11 %	79,8	--	79,2	--
- Import	59,1	48,3	./. 18 %	73,5	+ 52 %	97,0	+ 32 %
<u>Philippinen</u>							
- Export	54,5	64,3	+ 18 %	62,7	./. 2 %	73,9	+ 18 %
- Import	14,8	31,4	+ 112 %	22,3	./. 29 %	29,4	+ 35 %
<u>Singapur</u>							
- Export	154,4	149,4	./. 3 %	141,8	./. 5 %	199,3	+ 41 %
- Import	31,6	35,8	+ 13 %	42,9	+ 20 %	46,4	+ 8 %
<u>ASEAN</u> Export	422,9	412,7	./. 2 %	372,0	./. 10 %	473,2	+ 27 %
Import	174,6	171,4	./. 2 %	207,0	+ 21 %	266,4	+ 29 %
<u>Welt</u> Export	35'353,1	33'429,7	./. 5 %	37'014,8	+ 11 %	42'158,5	+ 14 %
Import	42'929,4	34'267,8	./. 20 %	36'871,2	+ 8 %	43'026,1	+ 17 %

SWISS ASEAN GOODWILL-MISSION II

Thailand/Malaysia

20. Februar bis 4. März 1978

Vertreter des Bundes

Prof. Dr. Klaus Jacobi
Botschafter; Delegierter des
Bundesrates für Handelsverträge
Delegationsleiter

Kurt Schärer
Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements

Vorort des Schweizerischen
Handels-und Industrie-Vereins

Dr. E. Luk Keller
Vizepräsident des Vororts;
Präsident des Verbandes
schweizerischer Transit-und
Welthandelsfirmen; Präsident
des Verwaltungsrates der
Eduard Keller AG

Dr. Peter Hutzli
Sekretär des Vororts

Schweizerische Zentrale für
Handelsförderung

Fürsprecher Mario Ludwig
Direktor der Schweizerischen
Zentrale für Handelsförderung

BranchenvertreterMaschinenindustrie:

Max Schälchlin
Direktor der AG Brown, Boveri
& Co.

Dr. Albert Sommer
Sekretär des Vereins schwei-
zerischer Maschinen-Industrieller

Chemische Industrie:

Dr. Walter A. Werner
Direktor der Hoffmann-La Roche
& Cie. AG

Banken

C. Walter Fessler
Generaldirektor der Schwei-
zerischen Kreditanstalt

Uhrenindustrie:

Giuseppe Bertola
Präsident des Verwaltungsrates
der Société Suisse pour
l'Industrie Horlogère S.A. (SSIH)

Beratende Ingenieur-
Gesellschaften

Dr. Heinz Albers
Direktor der Elektrowatt
Ingenieurunternehmung AG

Nahrungsmittelindustrie:

Samuel Senn
Direktor der Nestlé SA

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Programm Thailand

(* = Delegationsspitze)

Montag, 20. Februar 1978

- 14.30 Pressekonferenz
 Oriental Hotel
- 15.30 Delegationssitzung
 Oriental Hotel, Embassy Room
- 18.00 Empfang auf der Residenz des Schweizerischen
 Botschafters mit Vertretern schweizerischer
 Geschäftsinteressen in Thailand

Dienstag, 21. Februar 1978

- 08.30 Besuch der Delegation bei Deputy Primeminister
 Sunthorn Hongladarom, Government House
- 10.00* Besuch bei Mr. Norawat Suwan, Acting Director
 General of the Export Services Center,
 Office of Business Economic Department,
 Sriyaek Kokngow, Rajdamnern Avenue
- 10.00 Mr. Prakob Visalvej, Secretary General
 Office of Food and Drug Committee,
 Ministry of Public Health
 Bangkhunprom
- 10.00 Mr. Varee Phongvej,
 Managing Director of Industrial Finance
 Corporation of Thailand
 1770 New Petchburi Road
- 10.00 Mr. Wanchai Wimolvanich,
 Deputy Director General of Promotion,
 Tourist Organization of Thailand,
 Rajdamnern Nok Avenue
- 10.00 Ministry of Communications
- 10.00 Besuch Cosmo Dial Co. Ltd.,
 66 Sukhumvit Soi 97

- 2 -

- 11.00* Mr. Deja Boonchuchuy,
Deputy Secretary General,
Board of Investment,
Rajdamnern Avenue
- 11.30 Mr. Kraisri Chatikavanich,
Deputy Director General,
Fiscal Policy Office
Ministry of Finance,
Grand Palace
- 14.00 Sitzung mit Board of Trade and Association
of Thai Industries,
Board of Trade,
Rajbopit Road

Donnerstag, 23. Februar 1978

- 09.10* Mr. Suphat Sutatum,
Minister of Finance,
Ministry of Finance,
Grand Palace
- 10.00* Mr. Prok Amaranand,
Deputy Minister of Commerce,
Sanam Chai Road
- 11.15* Mr. Boonying Nandhabiwat
Deputy Minister of Industry,
Ministry of Industry,
Rama VI Road
- 11.40* Mr. Snoh Unakul,
Governor of the Bank of Thailand
Bank of Thailand,
Bangkhunprom Palace,
anschliessend Luncheon in Bank of Thailand
- 09.30 Mr. Somnuk Sriplang
Director of Agricultural Economics Division,
Ministry of Agriculture & Cooperative,
Rajdamnern Avenue
- 09.30 Mr. Anant Kutawat,
Director of International Department,
Bank of Thailand,
Bangkhunprom

- 3 -

- 10.00 Mr. Samnao Chulkarak
Acting Director of Industrial Economic and
Planning Division,
Office of the Under-Secretary of State,
Ministry of Industry,
Rama VI Road
- 11.30 Minister of Public Health
- 14.00 Plenary Meeting
Ministry of Foreign Affairs
Saranrom Palace
- 18.30 Reception given by Deputy Minister of Foreign
Affairs, Ministry of Foreign Affairs,
Saranrom Palace

Freitag, 24. Februar 1978

- 09.30 Call on Director General of ASEAN-Thailand
M. R. Thep Devakula,
Ministry of Foreign Affairs
- 10.00 Call on Deputy Minister of Foreign Affairs
Mr. Wongse Polnikorn
Ministry of Foreign Affairs
- 10.45 Discussion with Mr. Kraisri Chatikavanich,
Deputy Director General,
Ministry of Finance
- 13.00 Luncheon auf der Residenz des
Schweizerischen Botschafters
- 16.00 Press Conference,
Hotel Oriental

Swiss ASEAN Goodwill - Mission II

Programm Malaysia

(* - Delegationsspitze)

Sonntag, 26. Februar 1978

19.30 Dinner hosted by the Penang Development Corporation

Montag, 27. Februar 1978

09.00 Briefing by the Penang Development Corporation

10.00 Visit Free Trade Zone

11.20 Departure for Kuala Lumpur

15.00 Visit Precima

Sungei Way Free Trade Zone, Shah Alam Industrial Zone
+ MARA Technology Institute

20.30 Meeting with Swiss businessmen

Dienstag, 28. Februar 1978

09.00 Briefing by FIDA on manufacturing (fine mechanics,
electronics, watch making)

10.00* Courtesy call on Deputy Minister of Trade and Industry,
y.B. Encit Lew Sip Hon

10.30 Economic briefing by EPU at National Operations Room

15.00* Call on Governor of Bank Negara

15.00 Telecommunications

15.00 Ministry of Health, Pharmaceutical services and
medical services

16.30 Discussion on transfer credit with Datuk Wong Yoke Meng,
Deputy Secretary General of the Treasury

19.30 Reception by Swiss Ambassador

Mittwoch, 1. März 1978

10.00 Visit to Executive Director of Malaysian International
Chamber of Commerce and Industry

10.00 Visit to General Manager of Malaysian Railways

11.00* Call on Secretary General of Ministry of Foreign Affairs

11.45 Meeting with Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)

- 2 -

13.00 Lunch hosted by FMM
14.45* Call on Deputy Prime Minister
15.30* Signing of Agreement on Mutual Promotion and Protection
of Investments
15.00 Visit to National Electricity Board
15.00 Visit to Ministry of Agriculture
16.30 Discussion with Bankers organized by ASEAMBANKERS
17.30 Press Conference, Hotel Hilton
20.00 Buffet-Dinner hosted by the Secretary General of the
Ministry of Trade and Industry

SARAWAK - Group

Donnerstag, 2. März 1978

Call on Yang Dipertua Negeri, Governor

Freitag, 3. März 1978

- Call on Deputy Chief Minister, Datuk Sim Kheng Hong
- Briefing on Economic Development at State Development
Operations Room
- Lunch hosted by NESTLE
- Dinner hosted by Diethelm

Samstag, 4. März 1978

- Visit to Cement Manufacturers Sarawak Sdn. Bhd.
- Visit to Geological Survey Institute
- Visit to Sarawak Museum

- 3 -

SABAH - GroupDonnerstag, 2. März 1978

- Visit to Tuaran Agriculture Station
- Dinner given by State Government

Freitag, 9. März 1978

- Briefing by State Development Officer in State Operations Room
- Courtesy call on Chief Minister, Datuk Harris
- Meeting with Chief Minister and State Government officials
- Visit Industrial area in Labuan
- Dinner given by Chamber of Commerce

Samstag, 4. März 1978

- Visit Sabah Foundation
- Visit Ministry of Communications and Public Works
- Lunch offered by representative of F.E. Zuellig Ltd.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Dienstag, 21. Februar 1978, 08.30 Uhr

Vorsprache der Delegation bei Deputy Prime
Minister Sunthorn Hongladarom

Botschafter Jacobi erläutert die Ziele der Goodwill Mission. Namentlich glaubt er ein Interesse der ASEAN-Staaten zu sehen, ihre Handelsbeziehungen zu diversifizieren und von der heutigen Konzentration auf Japan und die USA wegzukommen. Sunthorn betont, dass die zwischenstaatlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Thailand immer gut waren. Er weist insbesondere auf das gute Verhältnis des Königshauses zur Schweiz hin. Der König besuchte die Schulen in der Schweiz, und die Königmutter weilt zur Zeit zur Erholung in der Schweiz. Sämtliche ASEAN-Länder sind potentiell gute Märkte für die Schweiz. Die Thai Wirtschaft ist grundsätzlich sehr solid. Letztes Jahr trat allerdings eine Dürre ein und die daraus resultierende schlechte Ernte brachte einen Einkommensverlust. Die Weltbank und die Asiatische Entwicklungsbank schätzen die Kreditwürdigkeit Thailands gut ein und sie sind zu neuen Krediten bereit. Die wirtschaftliche Zuwachsrate betrug in den vergangenen Jahren stets 6 - 7 Prozent. Die Kaufkraft der Bevölkerung nimmt zu. Sunthorn anerkennt die gute Qualität der schweizerischen Produkte. Er betont die Schwierigkeiten der Regierung, die Bevölkerung vom Zustrom nach Bangkok abzuhalten. Die Regierung bemüht sich aber jetzt, die Schulen auf dem Land zu verbessern. 75 Prozent der Thai Bevölkerung leben auf dem Land und beziehen ihr Einkommen aus der

Landwirtschaft. Der Nordostteil des Landes ist am ärmsten. Dort lebt ein Drittel der Bevölkerung des Landes. Die Bauern sind nur während 7 - 8 Monaten für die Reiswirtschaft beansprucht und wissen nicht, was sie während der restlichen vier Monate arbeiten sollen. Die Regierung bemüht sich, Ersatzprodukte zu finden, die während der übrigen vier Monate angebaut werden können. Auch wird versucht, mit Bewässerung und Diversifikation eine Verbreiterung der landwirtschaftlichen Basis zu erreichen. Botschafter Jacobi anerkennt die Kreditwürdigkeit Thailands. Die Schweiz ist denn auch bereit, Thailand einen Kredit zu offerieren. Er soll zum Ankauf schweizerischer Investitionsgüter, die für die landwirtschaftliche Entwicklung gebraucht werden, dienen. Der Kredit wird z.T. von der schweizerischen Regierung, z.T. von den Banken zu günstigen Konditionen finanziert. Die Details des Kredites werden mit dem Finanzministerium besprochen. Die Schweiz will nicht Preise, sondern ihre gute Qualität verkaufen. Ausschlaggebend bei den schweizerischen Offerten sind die bekannte Qualität, die Zuverlässigkeit, die Ersatzteillieferungen zu normalen Preisen und der Service. Botschafter Jacobi wünscht, dass der bilaterale Handel zunimmt. Die thailändischen Geschäftsleute sollen auch den schweizerischen Markt erforschen, wo Qualität ein sehr wichtiger Verkaufsfaktor ist. Der Zugang ist völlig frei für industrielle Produkte. Im Rahmen des allgemeinen Präferenzsystems bestehen zudem keine Einfuhrzölle für industrielle Produkte mit Ausnahme der Textilien und Lederschuhe. In diesem Zusammenhang ist auch hervorzuheben, dass unter dem schweizerischen Präferenzsystem keinerlei mengenmässige Beschränkungen bestehen. Die Schweiz unterstützt den Freihandel und verdient beinahe 50% des Bruttosozialproduktes im Ausland. Botschafter Jacobi weist noch auf die Schwierigkeiten in den Verhandlungen über ein Handelsabkommen und ein

Investitionsschutzabkommen hin. Er legt die Gründe dar, aus denen die Schweiz die von den Thais bis heute eingenommene Haltung nicht akzeptieren kann. Angesichts des Interesses der thailändischen Regierung an ausländischen Investitionen ist es uns schwer verständlich, warum Thailand nicht zu einer Lösung Hand bietet, wie wir sie bereits mit Indonesien, Malaysia und Singapur erzielen konnten. Wir würden es begrüßen, wenn Sunthorn die schweizerische Haltung bei den massgebenden Thai Stellen unterstützen könnte. Sunthorn erklärt, dass in Thailand keine Nationalisierungen stattfinden werden. Die Regierungen seien immer Anhänger der freien Marktwirtschaft gewesen. Botschafter Jacobi erwähnt abschliessend, dass die Schweiz gerne bereit sei, ihre Erfahrungen auf dem Gebiete der wirtschaftlichen Integration der ASEAN als Gruppe oder ihren einzelnen Mitgliedstaaten zur Verfügung zu stellen.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Dienstag, 21. Februar 1978, 10.00 Uhr

Besuch beim Thailand Export Services Centre (Department of Commercial Relations)

Acting Director General: Mr. Norawat Suwan

Das Export Services Centre von Thailand wurde 1972 gegründet. Es ist kein eigentliches Departement, und seine Aufgaben sind gegenüber dem Aussenhandelsdepartement wie folgt aufgeteilt:

- a) Department of Foreign Trade: befasst sich mit dem Export der traditionellen Güter Thailands, insbesondere der Agrarprodukte, überwacht Produktion und Versorgung in diesen Produkten, sowie deren Exporte, legt Normen fest für die betreffenden Rohstoffe, ist zuständig für Lizenzvergaben, Importe von Rohstoffen sowie für allfällige Kontingentierungen.
- b) Export Services Centre: Dienstleistungsbetrieb, der vor allem thailändischen Geschäftsleuten und Exporteuren zur Seite stehen muss in ihren Anstrengungen, Exporte zu steigern und zu diversifizieren. Durch Forschung wird die Qualität der neuen Exportgüter verbessert; Dokumentationsstelle, Marktforschung, Exportberatung, Ausbildungszentrum, Qualitätsüberwachung (Warentests), Werbung und Public Relations, Beteiligung an Messen und Ausstellungen (durchschnittlich werden 18 - 20 ausländische Messen beschickt). Entsendung von Handelsdelegationen (vorgesehen sind Missionen nach dem Mittleren Osten, der EWG, der westlichen Hälfte der USA). Ständige Exportzentren mit Ausstellungsräumen werden unterhalten in Frankfurt a.M., Sydney, New York City; weitere sind vorgesehen in Los Angeles und Brüssel.

Die schweizerische Delegation wies darauf hin, dass die Schweiz weniger daran interessiert sei, Rohstoffe einzuführen, als Halbfertigprodukte und Fertigprodukte. Sie offerierte dem Export Services Centre ihre Unterstützung, insbesondere diejenige der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung (SZH), in ihren Anstrengungen, den schweizerischen Markt besser kennenzulernen. Insbesondere wird die SZH das Centre mit einer ausführlichen Dokumentation über die Schweiz und die schweizerische Wirtschaft versorgen.

SWISS ASEAN GOODWILL-MISSION II

Bangkok, Dienstag, 21. Februar 1978, 11.00 Uhr

Unterredung mit Decha Boonchoochuay, Deputy Secretary General,
Board of Investment

Botschafter Jacobi umreisst einleitend das Ziel der schweizerischen Goodwill-Mission. In absoluten Zahlen gesehen ist die Schweiz hinter den USA, Grossbritannien und den Niederlanden der viertgrösste Investor im Ausland. Die Schweiz ist bestrebt, die Investitionen im Ausland durch den Abschluss von Investitionsschutzabkommen zu sichern, wodurch gleichzeitig auch die Investitionsfreudigkeit der Industrie gefördert wird. Die Schweiz hat bis jetzt 30 Investitionsschutzabkommen abgeschlossen und wird anlässlich der jetzigen Mission zwei weitere (mit Malaysia und Singapore) unterzeichnen. Die Gespräche über ein Investitionsschutzabkommen mit Thailand sind seit längerer Zeit im Gange. Vorläufig bieten sich aber zwei Hauptschwierigkeiten: Die Definition der schweizerischen Gesellschaft und die Frage des freien Gewinn- und Kapitaltransfers.

Deputy Secretary General: Der Investment Promotion Act (B.E. 2520) vom 4. Mai 1977 sieht in Section 37 den freien Kapital- und Zins-transfer in ausländischen Währungen vor. Thailand kann sich dies erlauben, weil es über gute Devisenreserven verfügt. Das Gesetz sieht allerdings vor, dass die Bank of Thailand bei Schwierigkeiten in der Zahlungsbilanz diesen Transfer einschränken kann.

Für jede Investition in Thailand braucht es eine schriftliche Genehmigung. In dieser Urkunde werden alle Bedingungen genau festgehalten; diese können später nicht abgeändert werden. Auch eine spätere Gesetzgebung wird nicht retroaktiv wirken können, weshalb sich die Situation für den Investor nicht verschlechtern kann. Durch eine Verschärfung der Gesetzgebung werden nur die Neuinvestoren betroffen.

Botschafter Jacobi betont, dass im Investitionsschutzabkommen ein Vorbehalt, welcher die nachträgliche Aenderung der Bedingungen ermöglicht, für die Schweiz nicht akzeptierbar ist. Eine derartige Klausel findet sich in keinem anderen Investitionsschutzabkommen, welches die Schweiz abgeschlossen hat. Die Schweiz hat lieber kein Abkommen als ein schlechtes.

Im weiteren führt er aus, dass die Schweiz dem Grundsatz des "National Treatment" grosse Bedeutung beimisst. Dies bedeutet, dass ausländische Investitionen gleich behandelt werden wie die inländischen.

Von thailändischer Seite wird bestätigt, dass Thailand keinen Unterschied macht zwischen inländischen und ausländischen Investitionen. Dies im Gegensatz z.B. zu den Philippinen oder Südkorea. Hinsichtlich der ausländischen Investitionen steht Japan an der Spitze, vor den USA, Taiwan und Grossbritannien.

Bezüglich der Förderung der ausländischen Investitionen führt die thailändische Delegation folgendes aus:

Aufgrund des Investment Promotion Act kann das Board of Investment für Investitionen (inländische oder ausländische) besondere Anreize gewähren (incentives), sofern gewisse Bedingungen erfüllt sind. Section 16 des Gesetzes umschreibt die Voraussetzung folgendermassen

"Section 16. The activities which are eligible for investment promotion by the Board are those which are important and beneficial to the economic and social development, and security of the country, activities which involve production for export, activities which have high content of capital, labour or service or activities which utilize agricultural produce or natural resources as raw materials, provided that in the opinion of the Board, they are non-existent in the Kingdom, or existent but inadequate, or use out-of-date production processes."

Gewicht wird vor allem darauf gelegt, dass durch die Investitionen die Exporte gefördert oder Importe substituiert werden, dass einheimische Produkte verwendet werden (Agrarprodukte) und dass es sich um eine arbeitsintensive Produktion handelt.

Vergünstigungen für Investitionen sind zum Beispiel:

- Steuerbefreiung bis 8 Jahre und andere Erleichterungen bei Steuern und Abgaben
- Befreiung von Einfuhrzoll und der Warenumsatzsteuer (Business taxes) auf Gegenständen und Rohmaterialien, welche für den Reexport notwendig sind.
- Bevorzugte Erteilung von Arbeitsbewilligungen an ausländische Experten, welche für die Investition notwendig sind.

Ausländische Investoren sollten sich mit dem Board of Investment in Verbindung setzen zur Regelung der Einzelheiten. Dieses wird auch behilflich sein, einen thailändischen Partner zu finden.

Für schweizerische Unternehmungen, welche mit Thailand ins Geschäft kommen möchten, bildet das Board of Investment von Thailand eine ganz besonders wichtige Amtsstelle. Sie untersteht nicht etwa einem einzelnen Ministerium, sondern direkt dem Sekretariat des Ministerpräsidenten.

Im Februar 1978 wurden in Thailand fünf neue Industriezweige ausgewählt, welche in der Industrialisierung des Landes während der nächsten drei bis fünf Jahre Priorität haben sollen, nämlich

1. Cellophan und Cellophanfolien
2. Zündhölzer (für den Export)
3. Computerisierte Röntgenapparate
4. Künstliche Blumen und Bäume (für Export)
5. Porzellan- und Keramikspezialitäten.

Während des Aufenthaltes der Delegation in Thailand kündigte das Board of Investment an, dass seit anfangs Februar 1978 folgende Unterstützungsgesuche im Gesamtbetrag von rund zwei Milliarden Schweizerfranken (20'000 Millionen Baht) unterbreitet worden seien:

- Ausbau der Zementindustrie, insbesondere durch folgende Gesellschaften:

- Thai Lana Cement Co. Ltd.
- Cement Sathapana Co. Ltd.
- United Thai Cement Co. Ltd.
- Southern Cement Co. Ltd.
- Thai Cement Industry Co. Ltd.
- Mah Boonkrong Cement Co. Ltd.
- Siam Cement Co. Ltd.
- Siam City Cement Co. Ltd.
- Jalaprathan Cement Co. Ltd.

- Hotelbau in der Yala Provinz durch die Thai Hotel Co. Ltd.
- Fabrik für Kühlschrankschrankkompressoren durch Thai Toshiba Electric Industries Co. Ltd.
- 240 Autobuskarosserien durch Siam Fuji Car Co. Ltd.
- Fisch- und Fruchtkonservenfabrik durch Unicord Investment (Thailand) Co. Ltd.
- Draht- und Kabelwerk durch Thai Arrow Product Co. Ltd.
- Papierfabrik ("tissue paper") mit einer Jahreskapazität von 3000 Tonnen
- Schiffswerft mit einer Kapazität von fünf Schiffen pro Jahr, durch die Thai Seri Seafood Co. Ltd.
- Fabrik zur Herstellung von 300'000 sog. "computer games" pro Jahr, durch Thai Electronic Marketing Co. Ltd.
- Spital mit 250 Betten in Bangkok, durch Wongwianyai Hospital Co. Ltd.

- Tiefkühlanlage mit 5'000 Tonnen Kapazität, durch Siam Cold Storage Co. Ltd.
- Hühnerfutterfabrik mit Jahreskapazität von 143'040 Tonnen, durch Bangkok Livestock Processing Co. Ltd.

Zur selben Zeit wurden auch folgende zwei Projekte angekündigt: 1. Bau eines neuen internationalen Flughafens in Bangkok; 2. Tiefseehafen in Laem Chabang. Nähere Angaben über diese beiden Projekte finden sich in Form von Zeitungsausschnitten im Anhang zu diesem Bericht. Im übrigen ist auf die hervorragende Dokumentation des Board of Investment hinzuweisen, die im beiliegenden Literaturverzeichnis aufgeführt ist.

An weiteren Investitionsprojekten, welche für schweizerische Unternehmungen von Interesse sein könnten, wurden folgende genannt:

Nahrungsmittelindustrie

Verarbeitung von Palmöl, Ananas, tiefgefrorene Crevetten, Gemüse, tropische Früchte.
(Zuständigkeit: Director of Agricultural Economics, Ministry of Agriculture and Cooperatives, Bangkok)

Industriesiedlungen
Sodafabrik
Kunstdüngerfabriken
Eisen- und Stahlindustrie

(Zuständigkeit: Planning Division, Ministry of Industry, Bangkok)

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Dienstag, 21. Februar 1978, 14.00 Uhr

Sitzung mit Vertretern des Board of Trade und der Association of Thai Industries

Die Gesprächspartner der schweizerischen Delegation an dieser Sitzung waren alles Unternehmer des privaten Sektors sowie Funktionäre der beiden privatwirtschaftlichen Organisationen "Board of Trade" und "Association of Thai Industries". Das Board of Trade ist gewissermassen der wirtschaftliche Spitzenverband Thailands; seine Funktionen sind ähnlich derjenigen einer nationalen Handelskammer. Er gruppiert die einzelnen regionalen Handelskammern, bei denen die Mitgliedschaft obligatorisch ist, die Fachverbände, die Unternehmungen des öffentlichen Sektors sowie die Genossenschaften. Das Board of Trade ist ein beratendes Organ. Es wird regelmässig von der Regierung konsultiert. Die schweizerischen Delegationsmitglieder hatten Gelegenheit, einzeln ihre verschiedenen Branchen vorzustellen. In der anschliessenden Diskussion kamen dann insbesondere folgende Punkte zur Sprache:

ASEAN: Die langfristigen Aussichten sind gut. Zollreduktionen* vorgenommen. Gegenseitige Präferenzvereinbarungen bestehen für einzelne Sektoren, wie z.B. für Bestandteile der Automobilindustrie. Rund zehn Branchenverbände wurden gegründet, um gemeinsam das Marktpotential besser zu erschliessen.

*wurden auf 71 Positionen vorgenommen.

Kaderschulung: Die schweizerische Delegation wies auf die Möglichkeiten hin, welche schweizerische Unternehmungen auf dem Gebiet der Kaderschulung und der Vermittlung von Spezialkenntnissen bieten könne, insbesondere im Sektor der Investitionsgüterindustrie.

Uhrenindustrie: Die schweizerischen Einkäufe von Uhrenbestandteilen aus Thailand sind wertmässig höher als die schweizerischen Direktexporte von Uhren nach Thailand.

Chemische und pharmazeutische Industrie: Thailand scheint an einer lokalen Produktion von Pharmazeutika interessiert zu sein. Ein staatlicher Pharmabetrieb besteht bereits. Daneben gibt es 147 Fabrikationsbetriebe der chemischen Industrie.

Nahrungsmittel: Die Unternehmungen der schweizerischen Nahrungsmittelindustrie sind an Ananas aus Thailand interessiert. Sie kommen auch als potentielle Investoren in Thailand in Frage.

Bekleidungsindustrie: In Thailand bestehen 23 Fabriken der Bekleidungsindustrie, welche zusammen pro Jahr fünf Millionen Dutzend Stücke herstellen. Als Exportmärkte haben Priorität die EWG, USA, die Schweiz etc. Es ist nicht bekannt, wer der schweizerische Importeur ist.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Donnerstag, 23. Februar 1978, 09.10 Uhr

Besuch beim Finanzminister von Thailand, S.E. Suphat Sutatum

Nach der Darlegung von Zweck und Ziel der Swiss-ASEAN-Goodwill-Mission erläutert Botschafter Jacobi die schweizerische Kreditofferte: Erfasst wird ein gesamtes Liefervolumen von 60 Millionen Schweizerfranken. Davon sind die 15% Anzahlung abzuziehen (9 Mio.), womit sich das Kreditvolumen auf 51 Millionen beziffert. Der Kredit ist zum Bezug von Kapitalgütern aus der Schweiz bestimmt. Auch Dienstleistungen können eingeschlossen werden, sofern sie im Zusammenhang mit der Lieferung von Kapitalgütern erbracht werden. Der Kredit soll der Entwicklung Thailands dienen. Es wird an der thailändischen Regierung sein zu entscheiden, ob sie den Kredit für ein Programm oder ein Projekt verwenden will. Wenn möglich sollte er aber nicht für ein einziges Projekt allein bestimmt sein.

Der Finanzminister führt dazu folgendes aus:

Die Verwaltung wird einige Zeit benötigen, um Pläne für die Benützung des Kredites auszuarbeiten, da verschiedene Ministerien konsultiert werden müssen. Die Tatsache, dass es sich um einen gebundenen Kredit handelt, verursacht gewisse Schwierigkeiten, da bei Projekten immer eine öffentliche Ausschreibung erfolgt, wobei der günstigste Anbieter zum Zuge kommt. Angesichts des hohen Preisniveaus schweizerischer Erzeugnisse und Dienstleistungen wird es schwierig sein, dass eine schweizerische Offerte berücksichtigt und der Kredit verwendet werden kann. Bei einem ungebundenen Kredit, wie sie Japan gewährt, würde diese Schwierigkeit dahinfallen.

Demgegenüber führt die schweizerische Delegation aus, dass Käufe in der Schweiz verschiedene Vorteile bieten (Qualität, Know-how, Einhalten der Lieferfristen, After Sale Service usw), was einen etwas höheren Preis rechtfertigt. Zudem sind die Konditionen der schweizerischen Kreditofferte sehr günstig und liegen sogar unter den ADB-Sätzen. Dieser Faktor ist bei der Preiskalkulation zu berücksichtigen.

Der Finanzminister weist auf die günstigen Möglichkeiten für Beratende Ingenieurunternehmungen in Thailand hin, insbesondere auf dem Gebiet der Schifffahrt, der Eisenbahn und des Bauwesens. Grosse Projekte bestehen auch im Gesundheitswesen und bei der Geburtenkontrolle. In 20 Provinzen sind Spitäler geplant und ganz allgemein ein Ausbau des Gesundheitswesens.

Die Verschuldung Thailands beträgt eine Milliarde US-Dollars. Sie ist relativ niedrig; der Schuldendienst beansprucht lediglich 3% der Deviseneinkünfte.

Abschliessend betont Botschafter Jacobi, dass die Schweiz die Auffassung der Skandinavier und Holländer nicht teile, wonach nur die ärmsten Länder in den Genuss von bevorzugten Krediten kommen sollten. Auch die fortgeschritteneren Entwicklungsländer sollten von Zeit zu Zeit Kredite zu besonders tiefen Sätzen erhalten.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Donnerstag, 23. Februar 1978, 10.00 Uhr

Sitzung mit dem stellvertretenden Handelsminister von Thailand,
Mr. Prok Amaranand

Nach der Erläuterung von Zweck und Ziel der Swiss-ASEAN Goodwill Mission sowie der verschiedenen schweizerischen Angebote durch die schweizerische Delegation, drehte sich das Gespräch vor allem um folgende Punkte:

Der stellvertretende Handelsminister unterstrich, dass die bereits allzu lange währenden Verhandlungen über ein Handelsabkommen zwischen Thailand und der Schweiz raschmöglichst zum Abschluss gebracht werden sollten. Falls die von Thailand geforderte Klausel hinsichtlich der Handelsflotte (diskriminierende Behandlung der auf ausländischen Schiffen eintreffenden Güter) eine Schwierigkeit biete, so müsse diese unter allen Umständen überwunden werden. Sie dürfe kein Hindernis für den Abschluss eines Handelsabkommens bilden. Hinsichtlich des GATT, so sei Thailand bereits assoziiertes Mitglied und nehme durch Beobachter an allen Verhandlungen teil. Ein voller Beitritt Thailands zum GATT stehe bevor. Die besonderen Abmachungen zwischen Thailand und den USA beinhalteten lediglich, dass USA-Bürger in Thailand nicht anders oder schlechter behandelt werden dürfen, als Angehörige von anderen Drittländern, die in Thailand leben. Diese Vereinbarung bilde kein Hindernis im Abschluss eines Handelsabkommens mit der Schweiz. Ein wichtiges Ausführprodukt von Thailand sei Tapioka, das als Viehfutter verwendet werde. Die Schweiz habe bisher ihr aus Thailand stammendes Tapioka vornehmlich aus Drittländern eingeführt, insbesondere der Bundesrepublik Deutschland und der Niederlande. Eine Direkteinfuhr von Tapioka wäre zu begrüßen.

Der stellvertretende Handelsminister drückte auch die Hoffnung aus, vermehrt Produkte der thailändischen Textilindustrie nach der Schweiz zu exportieren. Darauf erwiderte die schweizerische Delegation, dass der schweizerische Markt bereits überflutet sei von Textileinfuhren aus verschiedenen Niedrigpreisländern in Asien. Zudem seien die Ansprüche der schweizerischen Konsumentenschaft sehr hoch hinsichtlich Qualität und "Design". Eine Anpassung der thailändischen Produktion, falls eine solche überhaupt möglich sein sollte, würde sich angesichts der Kleinheit des schweizerischen Marktes wohl kaum lohnen. Anders verhalte sich die Lage hinsichtlich der klassischen thailändischen Seide, für die in der Schweiz sicher ein Markt besteht. Was die billigeren Produkte der thailändischen Textilindustrie betreffe, so könnten die schweizerischen Transit- und Welthandelsfirmen eventuell mit-helfen, dieselben in Drittländern vermehrt abzusetzen.

SWISS ASEAN GOODWILL-MISSION II

Bangkok, Donnerstag, 23. Februar 1978, 11.15 Uhr

Gespräch mit dem stellvertretenden Minister für Industrie
von Thailand, Mr. Boonying Nandhabiwat

Der stellvertretende Industrieminister führte aus, dass es der Industrialisierungspolitik von Thailand entspreche, insbesondere die Klein- und Leichtindustrien zu fördern. Zudem werde alles getan, um die Entwicklung der Landwirtschaft durch zunehmende Mechanisierung sowie der Verarbeitung landwirtschaftlicher Produkte zu fördern. Es könne im jetzigen Zeitpunkt noch nicht gesagt werden, ob die schweizerische Kreditofferte eher für Projekte des staatlichen Sektors oder für solche des privaten Sektors verwendet werde.

Der stellvertretende Industrieminister stimmte der schweizerischen Delegation bei, dass der Abschluss eines Investitionsschutzabkommens zwischen Thailand und der Schweiz wünschenswert wäre. Dabei müsse unter anderem der freie Transfer von Gewinnen ebenfalls gewährleistet sein.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Donnerstag, 23. Februar 1978, 11.40 Uhr

Unterredung mit dem Governor der Bank of Thailand, Mr. Snoh Unakul

Anwesend sind auch der Deputy Governor und der Leiter der Auslandsabteilung.

Herr Botschafter Jacobi erläutert einleitend den Zweck der Delegation; die Schweiz würde den Abschluss eines Handelsabkommens mit Thailand begrüßen. Der Vorbehalt des Freundschaftsvertrages mit den USA wie auch die von Thailand geforderte Schifffahrtsklausel bieten aber Schwierigkeiten. Beim Investitionsschutzabkommen liegt die Schwierigkeit darin, dass sich Thailand vorbehält, die Transfermöglichkeiten später einzuschränken. Die Schweiz hat eine derartige Klausel nie akzeptiert; andererseits ist ihr bekannt, dass Grossbritannien sie hingenommen hat.

Governor Unakul hat Verständnis für die Anliegen der Schweiz; er hat seine Leute angewiesen, das Problem zu prüfen. Die schweizerische und die thailändische Fassung scheinen ihm aber nicht weit voneinander. Massgebend für die Investitionen ist der Investment Promotion Act, welcher eine sehr liberale Regelung vorsieht.

Herr Dr. E. Luk Keller dankt im Namen der in Thailand tätigen Schweizerfirmen für die langjährige ausgezeichnete Zusammenarbeit und das gute Klima.

Der Governor bestätigt die guten Beziehungen Thailands mit der Schweiz; das Klima ist oft wichtiger als die materiellen Zahlen.

Dr. E. Luk Keller weist auch auf das Problem der Arbeitsbewilligungen für Ausländer hin. Bei Neuinvestitionen ist es vielfach notwendig, zuerst ausländische Fachleute einzusetzen, bis lokale Arbeitskräfte eingearbeitet sind. Die Erteilung von Arbeitsbewilligungen an Ausländer ist deshalb oft eine Voraussetzung für die Investition. Im Laufe der Zeit können dann die ausländischen Arbeitskräfte nach und nach abgebaut werden. Ein Musterbeispiel hierfür ist die heute allein durch Thailänder geführte Papierfabrik.

Herr Botschafter Jacobi betont die Notwendigkeit, dass der ausländische Investor genau die Bedingungen kennt, unter denen er arbeiten kann; er muss auch die Gewissheit haben, dass die Bedingungen nicht zu seinem Nachteil geändert werden. Im übrigen reinvestieren die Schweizerfirmen ihre Gewinne in der Regel und transferieren sie nicht vollständig nach Hause.

Im Text des Investitionsschutzabkommens ist auch vorgesehen, dass die Bedingungen im Certificate festgelegt werden. Diese Bedingungen müssen aber sehr früh bekannt sein, damit sich eine ausländische Firma überhaupt an die Investition heranwagt.

Herr Generaldirektor Fessler weist auf die Nebenwirkungen des Investitionsschutzabkommens hin. Die Schweiz sucht gegenwärtig Gelegenheit für Kapitalanlagen. Auch andere Länder sind an Thailand interessiert. Die Schweizerbanken könnten deshalb ihren Klienten Thailand empfehlen.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Donnerstag, 23. Februar 1978, 14.15 Uhr

Besprechung im Aussenministerium

Nachdem Generaldirektor Chuay Kannawat seine Kollegen vom Aussen-, Finanz-, Handels- und Industrieministerium sowie vom Board of Investment vorgestellt hat, orientiert Botschafter Jacobi über die Ziele der Mission. Er unterstreicht, dass die Schweiz der freien Marktwirtschaft verbunden ist und weist auf die Unterschiede der europäischen Wirtschaftsorganisationen (EWG, EFTA) hin. Wir betrachten die ASEAN als Bestandteil der freien westlichen Welt. Obschon Thailand einen aufnahmefähigen Markt darstellt, ist die Goodwill-Mission nicht als reine Exportförderungsaktion zu interpretieren. Botschafter Jacobi erläutert im weiteren die Details der schweizerischen Transferkreditofferte an Thailand.

Generaldirektor Chuay erachtet den Zeitpunkt für den Besuch der schweizerischen Goodwill-Mission als sehr opportun. Thailand sah seit längerer Zeit dem Besuch einer schweizerischen Wirtschaftsmission entgegen. Er rät, die Details des Transferkreditabkommens mit dem Finanzministerium zu besprechen.

Die thailändischen Vertreter erläutern, dass ihre Wirtschaft nicht direkt in die Industrieproduktion diversifizieren kann. Es sei deshalb besonders wichtig, Märkte für die Agrarprodukte zu erschliessen. Besonders aktuell sei der Zugang für tropische Orchideen und Fisch aus Thailand. Thailand würde es begrüessen,

wenn das schweizerische allgemeine Präferenzensystem erweitert würde, um den Marktzugang für thailändische Agrarprodukte zu erleichtern.

Botschafter Jacobi erinnert daran, dass die Schweiz im Rahmen des GATT in jüngster Zeit gewisse zusätzliche Konzessionen für tropische Produkte zugestanden hat. Die restlichen Anträge Thailands werden im Rahmen der laufenden GATT-MTN zu prüfen sein.

Während Herr Senn den thailändischen Exporteuren von Agrarprodukten empfiehlt, das Marketing in der Schweiz zu verbessern, erinnert Dr. Keller an die Funktion der schweizerischen Welt-handelsfirmen bei der weltweiten Verteilung der thailändischen Produkte. Herr Bertola schliesslich weist darauf hin, dass auf dem Gebiet der Uhren und Uhrenteile die bilaterale Bilanz zugunsten von Thailand ausfällt.

Botschafter Jacobi erwähnt abschliessend, dass die Schweiz den Abschluss eines Handelsabkommens und eines Investitionsschutzabkommens sehr begrüessen würde. Generaldirektor Chuay fügt bei, dass aus thailändischer Sicht auch die Unterzeichnung eines Doppelbesteuerungsabkommens den zwischenstaatlichen Wirtschaftsbeziehungen zusätzliche Impulse geben könnte.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Freitag, 24. Februar 1978, 09.30 Uhr

Besuch beim ASEAN-Sekretariat in Thailand (Ministry
of Foreign Affairs) Mr. R. Thep Devakula

Das Generalsekretariat der ASEAN befindet sich in Jakarta, doch verfügt jedes einzelne Mitgliedland über ein eigenes nationales Sekretariat, das jeweils dem betreffenden Aussenministerium eingegliedert ist. Die ASEAN hat bis jetzt in der Verwirklichung ihrer Freihandelszone ein pragmatisches Vorgehen bevorzugt. Bilaterale Aktionen stehen immer noch im Vordergrund. Anlässlich des Besuches der schweizerischen Delegation in Südostasien sprach Präsident F. Marcos von den Philippinen seine Enttäuschung aus, dass die Verwirklichung der ASEAN-Freihandelszone nicht rascher vorwärts gehe. Vorgesehen ist u.a., dass jedes Mitgliedland durch die ASEAN ein Grossprojekt übertragen erhalten soll, Thailand eine grosse Sodafabrik, deren Produktion insbesondere in der Glasindustrie verwendet werden soll.

Mit der EG in Brüssel unterhalten die ASEAN-Mitgliedländer relativ enge Beziehungen. Es finden auch regelmässige Zusammenkünfte in Brüssel statt. Der Leiter der schweizerischen Delegation empfahl den thailändischen Behörden, jeweils in der Schweiz einen Zwischenhalt zu machen, wenn sie sich nach Brüssel begeben, um an den Konsultationen mit den EG teilzunehmen. Diese Einladung wurde mit grossem Interesse entgegengenommen. Solche bilaterale und periodische Kontakte seien zweckmässiger, als die etwas formellen Sitzungen von sogenannten "Gemischten Kommissionen".

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Freitag, 24. Februar 1978, 10.00 Uhr

Besprechung im Aussenministerium

Mr. Wongse Polnikorn, stellvertretender Aussenminister, dankt für den Besuch der schweizerischen Delegation. Die Schwerpunkte der thailändischen Aussenpolitik liegen zur Zeit in der Normalisierung der Beziehungen zu Laos, Vietnam und Kambodscha. Thailand wünscht gute diplomatische und Handelsbeziehungen mit allen Ländern zu unterhalten, unabhängig von deren wirtschaftlichen und politischen Systemen. Die thailändische Regierung ist bereit, ausländischen Investoren Garantien gegen Verstaatlichung zu geben. In der Gestaltung der Nord-Süd-Beziehungen arbeitet Thailand mit der Gruppe der Entwicklungsländer zusammen. Im Verlauf der letzten drei Monate konnten in den Beziehungen zu den drei kommunistischen Nachbarländern Fortschritte erzielt werden. Hinsichtlich der Zusammenarbeit mit der Schweiz legt Thailand Wert auf den gegenseitigen Nutzen.

Botschafter Jacobi unterstreicht, dass die Schweiz realistischere Weise als Kleinstaat keine Weltpolitik ausüben kann. Unsere Aussenpolitik ist weitgehend identisch mit unserer Aussenwirtschaftspolitik.

Dr. Keller dankt der Thai-Regierung für die anhaltend gute Behandlung, die sie der schweizerischen Geschäftswelt zuteil werden lässt.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Bangkok, Freitag, 24. Februar 1978, 10.45

Besprechung mit Mr. Kraisri Chatikavanich,
Deputy Director General, Fiscal Policy Office,
Ministry of Finance

Botschafter Jacobi erläutert das Ziel des Thailand offerierten Mischkredites. Neben dem zwischenstaatlichen Rahmenabkommen, das auch die Bundestranche deckt, ist ein Bankenabkommen zwischen der thailändischen Regierung und dem Bankenkonsortium erforderlich. Der Lieferwert beträgt Fr. 60'000'000.--. Nach Abzug der Anzahlung von 15% (Fr. 9'000'000.--) bleibt ein Kreditbetrag von Fr. 51'000'000.--. Davon werden Fr. 12,75 Mio vom Bund und Fr. 38,25 Mio vom Bankenkonsortium bereitgestellt. Die Exportrisikogarantie wird zum gesetzlichen Höchstsatz von 95% gewährt.

Generaldirektor Fessler erklärt die Konstruktion des Zinssatzes der Bankentranche mit den beiden möglichen Varianten

- a) 5-jährige Finanzierung mit Roll-over, oder
- b) Durchfinanzierung für 10 Jahre.

Botschafter Jacobi gibt zu verstehen, dass der Zins der Bundestranche 0,75% im Jahr betragen werde.

Mr. Kraisri deutet an, dass die Identifizierung eines geeigneten Projektes Schwierigkeiten bereiten könnte. Die Unterzeich-

- 2 -

nung von zwei Abkommen bildet für Thailand eine Novität. Für das Two-step-Lending besitzt das Finanzministerium keine Vollmacht.

Botschafter Jacobi erwähnt, dass der Einschluss von reinen Dienstleistungen nur möglich sei, wenn dafür die Kreditrückzahlungsfrist auf 5 Jahre reduziert werde.

Weiteres Vorgehen: die Schweiz wird versuchen, die Rechtsinstrumente zu vereinfachen und dem Thai-Finanzministerium darauf einen entsprechenden neuen Entwurf unterbreiten.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Penang, Montag, 27. Februar 1978, 08.45 Uhr

Besprechung mit der Penang Development Corporation (PDC)

Penang lebte früher vom Zwischenhandel. Der Freihandelsstatus wurde nach der Unabhängigkeit Malaysias aufgehoben. Der Staat wurde dadurch zur Industrialisierung gezwungen. Anfänglich konzentrierte sich die lokale Industrie auf die Importsubstituierung. Das heutige Konzept sieht vor, die Schwerindustrie auf dem Festland anzusiedeln und die Penang-Insel für die Leichtindustrie zu reservieren. Seit 1960 wurden 100 Fabriken mit 50'000 Arbeitsplätzen erstellt. Nach 1972 entstand eine Free-Trade-Zone, die auf die Exportproduktion beschränkt ist. Heute stehen in der Free-Trade-Zone 33 Fabriken mit 28'000 Arbeitern. Die integrierte Regionalplanung schliesst auch den Bau zweier neuer Städte (je eine auf der Insel und auf dem Festland) ein. 1978 ist der Bau von 2800 Häusern für niedrige und mittlere Einkommen vorgesehen. Die Nord- und Südküste der Insel ist für die Entwicklung des Tourismus reserviert. Eine geplante Brücke soll die Insel mit dem Festland verbinden. Von den 28'000 Arbeitskräften in der Free-Trade-Zone sind 201 Ausländer in leitender Stellung tätig.

Der Mindestlohn erreicht 4 malaysische Dollar im Tag. Mit den Zusatzleistungen erhöht er sich für den Arbeitgeber auf 6 Dollar im Tag. Das für den Fabrikbau erforderliche Land kann gemietet (lease) werden. Die Miete beträgt Dollar 1.60 pro square

- 2 -

foot für 60 Jahre. Dazu kommt eine jährliche Gebühr von Dollar 700.-- per acre.

Das Durchschnittsalter der lokalen Bevölkerung liegt unter 25 Jahren. Die kleinste Firma (Raymac) in der Free-Trade-Zone beschäftigt 82, die grösste (National Semi-Conductor) 3900 Arbeiter.

Während neuen Industriefirmen der mit verschiedenen Vorteilen verbundene Pionierstatus gewährt wird, sind ähnliche Vorzugsbedingungen für Hotels nicht vorgesehen.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Montag, 27. Februar 1978, 16.00 Uhr

Besuch beim Institute of Technology Mara (ITM)

Die schweizerische Delegation wird empfangen von Mr. Tahir, Deputy Director des Mara-Institutes und Mrs. Aishah, Head of the Hotel and Catering School. Das ITM wurde 1967 gegründet und besteht aus einem modernen, universitätsähnlichen Komplex ausserhalb von Kuala Lumpur. Daneben verfügt es über vier weitere regionale Zentren. Das ITM offeriert drei- bis Vierjahreskurse zur beruflichen Weiterbildung ab 18 Jahren. Das Studium führt nicht zu einem akademischen Titel, sondern zu einem Diplom. Es bestehen Pläne, später auch akademische Titel verleihen zu können. Alles in allem gibt es 80 Diplome, vor allem auf den folgenden Gebieten:

- Ingenieure (verschiedene Richtungen)
- Architekten
- Angewandte Wissenschaft
- Kunst und Kunsthandwerk
- Buchhaltung
- Kaufmännische Lehre
- Oeffentliche Verwaltung und Recht
- Sekretariatskurse
- Sprachkurse
- Elektronische Datenverarbeitung
- Hotel- und Gastgewerbe etc.

Die Unterrichtssprache ist englisch.

Das Institut Mara umfasst gegenwärtig 6'500 Studenten, mit den Aussenstationen 8'500. Ein Drittel der Studenten ist weiblich, 20% stammen aus dem Ausland. Es gibt keine

Aufnahmeprüfung, sondern jede Bewerbung wird durch persönliche Interviews einzeln bewertet.

Eine Besonderheit des Institute of Technology Mara ist die Tatsache, dass an dieser vollumfänglich von der Regierung (Ministry of Education) finanzierten Schule nur Studenten malayischer Herkunft eingeschrieben werden können, die sog. "Bumiputras" .

Der Unterricht am Institut ist auf die praktische Arbeit ausgerichtet. Der Ausbildungsgang umfasst in der Regel ein Jahr Praktikum. Das Institut arbeitet auch mit der University auf Ohio und der University of Kentucky zusammen.

Das Institut besitzt eine spezielle Hotelfachschule, in welcher auch dreimonatige Kurzlehrgänge erteilt werden. Das Interesse an dieser Hotelschule ist sehr rege. Angesichts der grossen Nachfrage werden viele Studenten sogar vorzeitig in die Praxis übernommen. Gegenwärtig umfasst die Hotelfachschule 315 Studenten. Das Institut verfügt über ein 12 Zimmer umfassendes Musterhotel und eine Musterküche zur praktischen Ausbildung.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Dienstag, 28. Februar 1978, 10.00 Uhr

Audienz beim stellvertretenden Minister für Handel und Industrie von Malaysia, Y.B. Encik Lew Sip Hon

Die schweizerische Delegation erläuterte zuerst Zweck und Ziel der Swiss-ASEAN Goodwill Mission sowie der verschiedenen schweizerischen Vorschläge. Der Minister äusserte dann seine grosse Genugtuung über die bevorstehende Unterzeichnung des Investitionsschutzabkommens zwischen beiden Ländern. Dieses wird eine solide Grundlage für eine Vertiefung und Erweiterung der gegenseitigen Handelsbeziehungen schaffen, und dem schweizerischen Investor die erwünschte Sicherheit geben. Es bestehe noch sehr viel Spielraum für eine Ausweitung schweizerischer Investitionen in Malaysia. Ein grosser Teil der schweizerischen Importe aus Malaysia werde über Drittländer eingeführt. Erfreulich sei, dass der Anteil der malaysischen Exporte von Halbfertigfabrikaten und Fertigfabrikaten im Ansteigen sei. Malaysia prüfe gegenwärtig eine Beteiligung am Comptoir Suisse in Lausanne im Jahre 1980.

Die Delegation wies darauf hin, dass zur Erschliessung des schweizerischen Marktes eine genaue Kenntnis desselben sowie der schweizerischen Ansprüche und Konsumgewohnheiten notwendig sei. Die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung könne in diesem Zusammenhang hilfreiche Dienstleistungen erbringen.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Dienstag, 28. Februar 1978, 10.45 Uhr

Briefing in der Economic Planning Unit
durch Datuk, Dr. Arshad Ayub,
Generaldirektor

Die Informationen der EPU, die das Nervenzentrum der malaysischen Wirtschaftsplanung bildet, sind für den an der Entwicklung der malaysischen Wirtschaft interessierten Leser von grösster Wichtigkeit. Die Ausführungen von Datuk Arshad, der ein Jahr an der IMEDE in Lausanne verbracht hat, sind nachstehend in extenso wiedergegeben:

BRIEFING TO THE SWISS ASEAN GOODWILL-MISSION
ON 28.2.1978 AT THE NATIONAL OPERATIONS ROOM

The socio-economic development programme of the country is based on two prong objectives of the New Economic Policy (NEP) formulated in the Second Five-Year Development Plan in 1970. The two prong objectives are:

- (i) to eradicate poverty among all Malaysian races which consist of Malays and other indigenous groups, Chinese and Indian; and
 - (ii) to restructure Malaysian society so that the identification of race with economic function and geographical location is eliminated.
2. The country is now in the midway of implementing the Third Malaysia Plan, aiming at the two mentioned objectives.

Poverty eradication

3. The first prong objectives - poverty eradication - has been given top priority in the preparation of our Plan. There are wide inequalities in the distribution of income despite the fact that

- 2 -

Malaysia has relatively high per capita income of US\$ 700/- by standard of developing countries ¹⁾.

4. About 50 % of households were poor in 1970 with the bulk of them being farmers (rubber smallholders, fishermen, padi cultivators) concentrating in the agricultural sector of the rural areas. The plan target calls for a reduction in the overall incidence of poverty from 44 % in 1975 to 34 % in 1980 and 17 % in 1990. A wide range of programme has been designed and being implemented aimed at increasing the productivity hence income of the poor households. These include the provision of water supply, marketing services, extension work, credit facilities and replanting scheme complemented with new land development in the rural and undeveloped areas and the expansion of productive based - employment in the manufacturing and services sectors for the poor in the urban areas. While the Government is playing major role in the attack of poverty especially in the rural and agricultural development, the private sector is being encouraged to develop enterprise, especially the small-scale and labour intensive industries wherever the comparative advantages for doing so are evident.

Restructuring society

5. Over and above the need that to ensure the poor are provided with sufficient opportunities and to participate in and benefit from the economic growth, the Government seeks as well, through the second prong objective - the restructuring society - a fairer distribution of economic activities in the field of employment and ownership and management of wealth of this country.
6. With respect to ownership of wealth, the position in 1970 was very bad. Of the total share capital in limited companies, the Malays held 2,4 % compared to 34,4 % by other Malaysian and some 63 % by foreigners.

1) In Asia, Malaysia ranks third after Japan and Singapore.

- 3 -

There was a slight improvement in the holding of their share in 1975 as shown in the table. It is the objective of the Government that by 1990, Malaysians should own 70 % of the total wealth in the corporate sector inclusive of 30 % by Malays. The Ministry of Trade and Industry, FIC supplemented by the industrial coordination Act and various incentives would make the achievement of this restructuring goal possible.

7. With respect to employment, the Malays were concentrated in the lower productivity agricultural and services sectors which accounted for 67 % of total employment in the sector compared to 33 % for non-Malays. In the non-agricultural sector, non-Malays accounted for more than 50 % with Malays being under-represented in the manufacturing and commercial sectors especially at the higher level of employment. The objective of the New Economic Policy with respect to employment is that, by 1990, employment in all sectors and at all levels will reflect the racial composition of the population. This will require an increase in the share of employment of the Malays and other indigenous groups in manufacturing, construction and services; an increase of the share of the Chinese in agriculture and of the Indian in manufacturing and services.

The role of economic growth

8. The fulfillment of the NEP objectives require a sustained or even rapid growth of the economy so as to provide expanding opportunities for eradication poverty and removing the wide racial imbalances in the society. This distributive goals of NEP, therefore, must depend on accelerated growth so that no particular group experiences any loss or feels any sense of deprivation in the process. This is possible because Malaysia has ample resources and human endowment - the recent discoveries of oil and gas, the 34 million acre of land suitable for agriculture and its young and adaptable people dominating the work force.

9. There was some improvements achieved in the past. The GDP in real terms during 1970 - 1975 grew by 7,4 % per annum, well above the target set of 6,8 % per annum. The principal sources of growth were manufacturing and government services which consisted of 10 % and 7,5 % of the GDP respectively. The agriculture accounted for only 6 % of the GDP. In 1976, the GDP in real term grew by 12 %, almost 8 % in 1977 compared to TMP target of 8,5 % per annum. Factors underlying the TMP target are:

- (i) rapid growth in export earnings from rubber, palm oil, timber and petroleum as well as manufactured goods. Rubber is still one of the most important crop in terms of foreign exchange earnings and incomes for the largest group of workers and smallholders in the country;
- (ii) a strong growth of private sector investment. During 1970 - 1975, private investment grew by 7,2 % per annum, besides experiencing world wide recession 1975. The private investment recovered, though slower than expected in 1976 (4) and 1977 (8,2 %) and hopefully to grow by 10 % per annum on the whole during 1976 - 1980. Believing that the role of private investment is crucial in the attainment of the overall objectives of the TMP, the Government has made major modifications on policies of vital interests to the private sector in order to help creating favourable investment climate in the country. It should be noted that private investors are being called upon to invest some \$ 27 billion, in addition to public expenditure of \$ 18,6 billion, in current prices over the period 1976 - 1980, 15 % of which is targetted to come from foreign investment. The most important sector for investment is in manufacturing where the investment required from the private sector is estimated to account for about 40 % of the total private investment; and
- (iii) major roles being undertaken by the Government through its programmes in rural development, low cost housing, social and physical infrastructure, urban development - to help stimulate the growth momentum of private investment.

- 5 -

10. The growth of the economy will have significant impact on the employment situation. Employment grew by 3,3 % per annum during 1970 - 1975 while unemployment rate declined from 7,4 % in 1970 to 7,0 % in 1975. The manufacturing sector registered the highest rate of growth (6,6 % per annum) followed by transport and government services, security and construction. The agriculture sector registered the slowest rate of growth (1,6 % per annum) but it is still the largest employer of labour accounting for 50 % of the total employment in 1975. In 1976, employment grew at 3,3 % and 3,5 % in 1977 and the majority of jobs continued to be provided for by the agriculture sector. The total employment which is projected to grow by 3,5 % during 1976 - 1980 has been attained 1977.
11. The unemployment rate declined during 1970 - 1975 from 7,4 % to 7,0 % in 1975. The unemployment rate declined marginally in 1976 (6,8 %) and 1977 (6,7 %) compared to the target of 6,1 % by 1980. However with the modification of certain policies especially matters pertaining to promotion of industrial activities, more employment opportunities could be generated and eventually the country's full employment target in 1990 could be achieved.
12. Lastly, I would like to call upon you to explore the opportunities that this country could provide through active participation in our economic activities so that we could learn your advanced technical knowhow which could help to accelerate the growth momentum of our economy. We would like also to have more favourable trade rather than aid to help us to achieve our national objectives.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Dienstag, 28. Februar 1978, 15.10 Uhr

Vorsprache beim Governor der Bank Negara
(Malaysische Zentralbank), Tan Sri Ismail

Botschafter Jacobi erläutert die Ziele der Goodwill-Mission und dankt Tan Sri Ismail für sein Mitwirken beim Zustandekommen des Investitionsschutzabkommens mit Malaysia. Hinsichtlich der schweizerischen Transferkreditofferte unterstreicht er die günstigen Zinskonditionen, die nur dank einer besonderen Anstrengung unserer Exportrisikogarantie und des Bankenkonsortiums möglich waren.

Tan Sri empfiehlt, die Einzelheiten des Kreditabkommens mit dem Finanzministerium zu besprechen.

Generaldirektor Fessler gibt ergänzende Erklärungen zur Konstruktion des Zinssatzes und weist namentlich auf die beiden möglichen Varianten (5 Jahre mit Roll-over oder 10-jährige Durchfinanzierung) hin.

Auf eine entsprechende Bemerkung von Tan Sri Isamil entgegnet Botschafter Jacobi, dass, im Vergleich zu Private placements, bei schweizerischen Banken die angebotenen Zinssätze des Transferkredites tiefer und dessen Laufzeit länger seien; unsere Kreditofferte hebe sich von den Zinskonditionen der Weltbank und der Asiatischen Entwicklungsbank vorteilhaft ab.

Botschafter Jacobi erklärt sich bereit, die schweizerischen Integrationserfahrungen im Rahmen eines Gedankenaustausches der

- 2 -

malaysischen Regierung zur Verfügung zu stellen. Die laufenden Kontakte zwischen Malaysia und der EWG könnten zum Anlass genommen werden, einen entsprechenden Informationsaustausch in Bern einzuleiten.

Tan Sri Ismail unterstützt diese Idee und empfiehlt, sie auch mit dem Handelsminister zu erläutern.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Dienstag 28. Februar 1978, 16.30 Uhr

Besprechung mit dem Deputy Secretary General
of the Treasury, Datuk Wong Yoke Meng

Botschafter Jacobi erläutert die Einzelheiten der schweizerischen Transferkreditofferte. Um die günstigen Konditionen zu erreichen, ist es erforderlich, dass Malaysia in einem zwischenstaatlichen Abkommen die Kapitalrückzahlungen und Zinszahlungen garantiert. Der gebundene Kredit kann auf malaysischer Seite im privaten oder staatlichen Sektor als Projekt- oder Programmkredit verwendet werden.

Generaldirektor Fessler legt die Konstruktion des Zinssatzes dar und macht auf die beiden Optionen (5 Jahre mit Roll-over oder 10-jährige Durchfinanzierung) aufmerksam.

Datuk Wong erklärt sich bereit, die schweizerische Kreditofferte zu prüfen. Die Tatsache, dass neben dem reinen Bankenabkommen ein zwischenstaatliches Regierungsabkommen abgeschlossen werden muss, dürfte aus seiner Sicht keine Schwierigkeiten bereiten.

Botschafter Jacobi weist abschliessend noch darauf hin, dass beide Seiten an einem raschen Abschluss der Kreditverhandlungen und der baldigen Vertragsunterzeichnung interessiert sein dürften.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Mittwoch, 1. März 1978, 10.00 Uhr

Besuch bei der Malaysian International Chamber of Commerce and Industry

Wie in andern ASEAN-Ländern gibt es in Malaysia verschiedene Handelskammern. Die Malaysian International Chamber of Commerce and Industry gruppiert die im Lande angesiedelten ausländischen Unternehmungen. Die Kammer wurde 1974 reorganisiert. Sie umfasst heute 300 Mitgliederfirmen, die vor allem in Westmalaysia tätig sind. Die grösste Zahl der Mitgliederfirmen stammt aus Grossbritannien, gefolgt von den USA, Japan, Europa. Die anderen Kammern sind die chinesische, die malayische und die indische. Viele Gesellschaften sind Mitglied von zwei oder sogar drei Handelskammern. Alle zusammen bilden die von der Regierung unterstützte "National Chamber of Commerce and Industry", die jedoch mehr eine koordinierende Funktion ausübt.

Im Gespräch mit der schweizerischen Delegation wurden vor allem folgende Punkte behandelt:

Die nationale Wirtschaftspolitik: Sie ist seit einigen Jahren in Kraft und strebt die Förderung der malayischen Bevölkerungsschicht an, die zu 30 % an der Volkswirtschaft des Landes teilhaben soll. Weitere 30 % soll ausländischem Kapital vorbehalten sein und der Rest den übrigen Bevölkerungsschichten. An Kapital mangelt es nicht, und es stehen zahlreiche Investitionsfonds zur Verfügung, wie z.B. "Federal Land Development Fund", der dem Ministry of Land and Mines untersteht.

Ausländische Arbeitskräfte: Deren Anstellung unterliegt gewissen Beschränkungen. Gesuche zur Erteilung von Arbeitsbewilligungen für Ausländer sollten eingereicht werden, wenn das Investitionsprojekt bei der Regierung angemeldet wird. Die schweizerische Firma Diethelm AG beschäftigt in Malaysia insgesamt 480 Mitarbeiter, wovon vier Ausländer, alle in Chefpositionen; die deutsche Firma Behn Meyer & Co beschäftigt 420 Mitarbeiter in Malaysia, wovon sieben Ausländer, ebenfalls alle in Chefpositionen.

Messen und Ausstellungen: Frankreich organisierte vor kurzem eine Industrieausstellung in Malaysia; vorgesehen sind Ausstellungen aus Grossbritannien, Australien, Neuseeland, vor allem im Investitionsgütersektor. Solche Ausstellungen, wie überhaupt jede Form der Markterschliessung in Malaysia, dürfe nicht allzu hohe Ansprüche an die Besucher stellen. Eine Ausstellung wie z.B. die Swisasean in Singapur (Januar 1978) wäre für Malaysia fast zu "sophisticated". Ausländische Anstrengungen auf dem Ge-

biet der Exportförderung nach Malaysia sollten sich an ein sektorielles Zielpublikum richten, und auf ganz bestimmte Branchen bezogen sein, wie z.B. die Holzverarbeitende Industrie, die landwirtschaftliche Industrie etc. Bei der Durchführung von technischen Vorträgen und Seminarien stelle sich die Sprachschwierigkeit, indem die Englischkenntnisse der lokalen Bevölkerung doch noch nicht so gut seien, um technische Vorträge zu verstehen.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Mittwoch, 1. März 1978, 11.00 Uhr

Unterredung mit dem Secretary General des Aussenministeriums, Datuk Zakaria b. Hj. Mohd. Ali

Herr Botschafter Jacobi erläutert einleitend den Zweck der Swiss-Asean-Goodwill-Mission. Er hebt hervor, dass die Schweiz die gemässigte Haltung Malaysias im Club der 77 zu würdigen weiss.

Der Secretary-General zeigt sich erfreut über den Besuch der schweizerischen Wirtschaftsmission und begrüsst namentlich die Unterzeichnung des Investitionsschutzabkommens. Die Regierung Malaysias legt grosses Gewicht auf die Verwirklichung des Wirtschaftsplanes. Malaysia hat eine freie Wirtschaft und anerkennt die Rolle, welche der private Sektor bei der Entwicklung des Landes spielt. Dies gilt auch für ausländische Gesellschaften. Der Ministerpräsident Malaysias hat dies am Gipfeltreffen der Asean-Staaten ausdrücklich festgehalten.

Herr Botschafter Jacobi betont, dass das Gipfeltreffen von Kuala Lumpur das eigentliche Signal für die schweizerische Goodwill-Mission gegeben hat. Die Schweiz schätzt die Asean-Staaten nicht nur wegen der Unterstützung der freien Wirtschaft, sondern betrachtet sie auch als Pfeiler der freien Welt.

Es ist für die Asean-Staaten wichtig zu wissen, dass Europa nicht der EWG gleichgesetzt werden darf. Die Schweiz hat mit der EWG wohl ein Freihandelsabkommen abgeschlossen, sie hat aber ihre treaty-making power gewahrt. Die Schweiz hat einige Erfahrung in den Integrationsbestrebungen. Sie hat deshalb Verständnis für die Bemühungen der Asean-Gruppe; auch die Asean-Staaten werden ja kaum eine Zollunion anstreben.

Mr. Ali bestätigt, dass Malaysia eine gemässigte Linie einschlägt. Die politische und wirtschaftliche Zukunft wird nur zu meistern sein, wenn eine Zusammenarbeit unter allen Ländern stattfindet. Malaysia tendiert vor allem auf ein wirtschaftliches Wachstum, wozu stabile Verhältnisse notwendig sind. Diese sind aber nur durch eine Kooperation zu erreichen.

Was die Integrationsbestrebungen innerhalb der Asean-Gruppe betrifft, so wird dies noch einige Zeit erfordern, bis ein Freihandel erreicht ist. Die Schwierigkeiten bei gemeinsamen Projekten sind nun aber überwunden. Malaysia befürwortet ein schrittweises Vorgehen.

Botschafter Jacobi erwähnt den Malaysia offerierten Kredit. Darüber hinaus wird die Schweiz den Asean-Ländern den kumulativen Ursprung gewähren. Die Schweiz betreibt traditionell eine liberale Handelspolitik. Dies ist für uns eine Notwendigkeit, werden doch 47 % des Brutto-sozialproduktes im Ausland verdient. Im letzten Jahr hat der Handel zwischen der Schweiz und Malaysia um 55 % zugenommen. Viele Importe aus Malaysia erscheinen aber nicht in der schweizerischen Zollstatistik, da sie über Drittländer geleitet werden. Die Schweiz ist am Import von eigentlichen Rohmaterialien nicht interessiert, wohl aber an Halbfabrikaten.

Der Secretary-General betont abschliessend, dass Malaysia an ausländischen Investoren interessiert sei und in dieser Hinsicht auch gute Erfahrungen mit der Schweiz gemacht habe.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Mittwoch, 1. März 1978, 11.45 Uhr

Besuch bei der Federation of Malaysian Manufacturers

Bei dieser Organisation handelt es sich um den Dachverband der Unternehmungen des privaten Sektors. Im Gespräch mit der schweizerischen Delegation wurden insbesondere folgende Punkte hervorgehoben:

Die Vorteile der Freihandelszonen, welche für exportorientierte Unternehmungen viele Anreize bieten. Der ausländische Investor hingegen, der primär für den malaysischen Binnenmarkt produzieren will, muss sich ausserhalb einer Freizone etablieren.

Die Schwierigkeit, im Dienstleistungssektor genügend ausgebildete Arbeitskräfte zu finden. Dabei sind ausgebildete Akademiker (Ingenieure) leichter zu finden als Meister und Mechaniker.

Die Erfolge der chemischen Industrie, die vor allem auf den Gebieten Agrochemikalien, Farbstoffen und Kunststoff zu finden sind.

Die Notwendigkeit, bei ausländischen Investitionen folgende Faktoren zu berücksichtigen: Schaffung von Arbeitskräften, Verarbeitung lokaler Rohstoffe, Aufnahme einer Produktion, die sich für den Export eignet.

Im Export Malaysias nach der Schweiz sind folgende Faktoren zu berücksichtigen: Arbeitsintensive Produktion, um den Vorteil der komparativen Kosten auszuwerten, leichtes Gewicht der Exportgüter, um die Frachtkosten zu reduzieren, geringes Volumen, Zugschnitt der Güter auf schweizerische Normen und Bedürfnisse.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kuala Lumpur, Mittwoch, 1. März 1978, 16.30 Uhr

Besuch der Association of South-East Merchant Bankers
(Aseambankers)

Aseambankers ist eine Vereinigung inländischer und ausländischer Banken, an der u.a. auch die Schweizerische Bankgesellschaft beteiligt ist. Das Bankensystem in Malaysia ist gut ausgebaut und alle Dienstleistungen sind erhältlich. Die Lokalbanken nehmen im Ausland nur selten Anleihen auf, da im Lande selber genügend Finanzquellen vorhanden sind. Die Konditionen entsprechen jeweils der internationalen Praxis. Ausländische Investoren können Kredite in Malaysia bis zu 6 Millionen Schweizerfranken erhalten, wobei noch Ausnahmen möglich sind. Ob dabei jeweils eine Garantie des Mutterhauses verlangt wird, hängt von Fall zu Fall ab. Wichtig sind hier vor allem die persönlichen Kontakte. Im allgemeinen wird auch kein Unterschied gemacht, ob die Investition in einer Zollfreizone erfolgt oder nicht. Dagegen wird darauf geachtet, dass es sich um Investitionen handelt, die nicht von einem Tag auf den andern wieder verschwinden.

Swiss ASEAN Goodwill-Mission II

Kota Kinabalu (Sabah), Donnerstag, 2.3. - Samstag, 4.3.1978

Besprechungen in Kota Kinabalu und Umgebung

Im Rahmen des Besuches im ostmalaysischen Gliedstaat Sabah besuchte die Delegation am Donnerstagnachmittag die Tuaran Agriculture Station. Am Freitagvormittag wurde die Delegation nach einem kurzen Briefing im State Operations Room vom Chief Minister, Datuk Harris, zu einer Aussprache empfangen. Am Freitagnachmittag wurde die Industriezone von Labuan besucht. Schliesslich galt eine Besichtigung am Samstagvormittag dem im Bau befindlichen neuen Verwaltungsgebäude der Sabah Foundation. In sämtlichen in Sabah mit Offiziellen und Privaten geführten Gesprächen kam zum Ausdruck, wie sehr der Besuch einer schweizerischen Mission in der etwas abseits des üblichen Reiseprogramms liegenden Ostprovinz geschätzt wurde.

Der Besuch der landwirtschaftlichen Forschungsanstalt in Tuaran war in doppelter Hinsicht aufschlussreich. Zum einen war erkennbar, welche grosse Anstrengungen Sabah zur Optimierung der landwirtschaftlichen Produktion unternimmt. Die bisherige und noch für Jahre anhaltende Abhängigkeit von der Holzproduktion soll zugunsten einer Diversifizierung des Anbaus (besonders Kakao) gelockert werden. Andererseits ging aus den geführten Gesprächen, der Herkunft der für die Forschungsarbeiten verwendeten Produkte und der in der Anstalt arbeitenden Forscher klar hervor, dass unsere Konkurrenten auf dem Gebiet der Agrochemikalien offenbar Randmärkte wie Sabah, die aber

- 2 -

doch ein nicht zu vernachlässigendes Zukunftspotential aufweisen, intensiv bearbeiten. Das Marketing Japans schliesst auch die befristete Entsendung japanischer Forschungsmitarbeiter ein. Der Leiter der Tuaran-Forschungsanstalt zeigte sich an einer engeren Zusammenarbeit mit der schweizerischen Industrie sehr interessiert.

Der unvoreingenommene Besucher wird die Ziele des Chief Minister von Sabah, Datuk Harris, gleichsetzen mit dem Willen, die Wirtschaft durch den raschen Ausbau von Landwirtschaft und Industrie auf ausgewogenere Füsse zu stellen. Bisher war die Abhängigkeit von der Holzproduktion sehr ausgeprägt. Neuerdings wird auch Erdöl "off shore" gefördert.

Im Rahmen des Briefings im State Operations Room wurde uns auf gekonnte Weise in kurzer Zeit ein Ueberblick über die Entwicklungsvorhaben in Sabah vermittelt. Der Anteil Sabahs an den geplanten Auslagen des Third Malaysia Plan 1976 - 80 beträgt 7,8% oder malaysische Dollars 142,3 Millionen. Davon sind 69,3% für wirtschaftliche Projekte, 18,8% für das Sozialwesen, 6,4% für die Verwaltung und 5,5% für die innere Sicherheit vorgesehen. Die Aufteilung innerhalb der wirtschaftlichen Projekte ist wie folgt: 26,8% für Landwirtschaft und Rural Development, 0,1% für die Prospektion von Bodenschätzen, 2,2% für Handel und Industrie, 0,3% für Feasibility Studies, 24,2% für das Transportwesen (Schwergewicht auf Strassen und Brücken), 4,5% für das Kommunikationswesen (primär Telekommunikation) und 11,1% für die Utilities (vor allem Elektrizität).

Datuk Harris unterstrich im Rahmen des Empfanges der Delegation sein persönliches Interesse an der dynamischen Entwicklung der Wirtschaft von Sabah. Sein junges und begeistertes Mitarbeiter-team verstärkt diesen Eindruck. Offenbar legt der Chief Minister

Wert darauf, dass er und seine politische Partei mit dem wirtschaftlichen Aufstieg Sabahs identifiziert werden. Er äusserte den allgemeinen Wunsch, dass sich die schweizerische Industrie - auch im Rahmen von Joint Ventures - stärker als bisher in Sabah engagiere. Auf dem Gebiet der Infrastrukturprojekte bieten sich unseren beratenden Ingenieuren und Anlagenexporteuren bei der Erstellung von Elektrizitätswerken gute Geschäftsmöglichkeiten.

Für die Besichtigung der Industriezone von Labuan (Insel) stellte uns die Provinzregierung eine Beechcraft zur Verfügung. Der Rundflug erlaubte eine gute Uebersicht über die bereits realisierten und noch geplanten Anlagen auf Labuan. Besonders offenkundig traten aus der Luft die SHELL-Erdölpumpstation sowie die Aufschüttungen für das Aluminiumwerk und den Bau einer Getreidemühle (Lieferant Gebr. Bühler AG., Uzwil) zutage. Persönlich besichtigen konnten wir schliesslich ein hochmodernes und sehr grosses Sägewerk, die SHELL-Pumpstation und eine Palmkernölraffinerie.

Die Sabah-Foundation wurde 1966 gegründet. Ihre Einnahmen bestehen aus beträchtlichen Holzkonzessionen für Land, das der Staat der Foundation übertragen hat. Ziele der Stiftung sind die Schaffung von Arbeitsplätzen, der Ausbau des Erziehungswesens, die Förderung einer gleichmässigeren Einkommensverteilung und die Unterstützung karitativer Organisationen. Vorsitzender der Sabah-Foundation ist Datuk Harris, der Chief Minister. Wir hatten Gelegenheit, das im Bau befindliche neue Verwaltungsgebäude der Stiftung ausserhalb Kota Kinabalus zu besichtigen. Es handelt sich um einen 30-stöckigen Rundbau, dessen Fertigstellung für Mitte 1978 vorgesehen ist. Die Baukosten betragen malaysische Dollars 35 Millionen. Die Zufahrt

von Kota Kinabalu wird über eine neue, ebenfalls im Bau befindliche Küstenautobahn erfolgen. Die gesamte Anlage mit Zufahrt macht einen grosszügigen Eindruck. Obschon Welten zwischen dem neuen Bürokomplex und den unweiten Fischerhäusern in Form von Pfahlbauten liegen, stört die Anlage die Umgebung kaum. Im Vergleich zu dem am Horizont sichtbaren Mount Kinabalu nimmt sich die von Menschenhand gebaute Anlage doch wieder bescheiden aus. Immerhin ist beizufügen, dass dieser Prestigebau mit seiner Spezialkonstruktion vom Vorgänger von Datuk Harris, dem umstrittenen und einen aufwendigen Staatshaushalt führenden Tun Mustapha, in Angriff genommen wurde.



SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT
IN MALAYSIA

KUALA LUMPUR, 6. März 1978
P. O. Box 2008

Ref. 512.01 - E/mb

Handelsabteilung
Eidgenössisches Volks-
wirtschaftsdepartement

3003 B e r n

Politische Direktion II
Eidgenössisches Politisches
Departement

3003 B e r n

Besuch in Sarawak
(Swiss-ASEAN Goodwill Mission II)

Herr Botschafter,

Im Rahmen der obligaten Höflichkeitsbesuche der Missionschefs in Kuala Lumpur, war ich seit einiger Zeit eingeladen worden, dem Staatschef von Sarawak meine Aufwartung zu machen. Ich habe das Protokoll ersucht, diese Visite zeitlich mit der Goodwill Mission in den ASEAN-Ländern zu kombinieren, welchem Wunsche stattgegeben wurde. Ich begab mich deshalb vom 2. bis 4. März 1978 nach Kuching. Botschafter Klaus Jacobi hat mir gleichzeitig die Leitung der zweiten Gruppe der Goodwill Mission (Dr. Heinz Albers (Beratende Ingenieure), Giuseppe Bertola (Uhrenindustrie), Dr. Peter Hutzli (Vorort), R. Forestier (Handelsrat, Jakarta), Max Schälchlin* (Maschinenindustrie), Samuel Senn (Nahrungsmittelindustrie) anvertraut, während er sich gleichzeitig mit der andern Hälfte nach Sabah begab.

Erster Tag

Eine Motorpanne des Kursflugzeuges der materialmässig dezimierten MAS hat den Start um fünf Stunden verzögert. Die peinliche Wartezeit auf dem Flugplatz Subang wurde teilweise zu einer Diskussion über die politische Lage in Südostasien benützt. Mittlerweile hatte der Protokollchef von Sarawak, Abdul Rahman Pet, sein Besuchsprogramm in aller Eile umgestellt. Kaum waren wir mit einer fünfstündigen Verspätung, nach einem problemlosen Flug mit kurzem Zwischenhalt in Singapur, in Kuching angekommen, begab sich die Gruppe in feierlichem Tenue in den Gouverneurspalast. Vom gastfreundlichen Holiday Inn (unter Schweizer Management), wurden wir zur Fähre gegenüber dem Palast gebracht, wo wir ein Boot zur Ueberfahrt des Sarawak Flusses bestiegen, um hernach in tropisch feuchter Nachmittagshitze den sanften Hügel zu erklimmen, auf dem früher die legendären Rajah Brook wie absolutistische Monarchen ihren Hof hielten.

*hat zufolge der Unsicherheit über die Durchführung des Programmes auf die Reise nach Sarawak verzichtet.

Das Gespräch mit dem Yang Dipertua Negeri, dem Staatschef (der Titel Gouverneur ist vor kurzem abgeschafft worden), war freundlich, fast herzlich. Er begrüßte die Goodwill Mission und gab uns zu verstehen, dass er die Geste der Schweiz gegenüber Sarawak zu schätzen wisse. Nach der Audienz verblieb uns vor dem Sonnenuntergang genügend Zeit, um eine Autofahrt auf dem grosszügig angelegten Strassennetz in den Dschungel, der die Stadt umgibt, zu unternehmen. Die kleine Reise führte uns gleich in das wohl heikelste Problem Sarawaks: die Organisation des Inlandtransportes.

Für den grössten Gliedstaat der malaysischen Föderation mit 48 000 Quadratmeilen und nur 1,1 Millionen Einwohnern (Bevölkerungszuwachsrate: 2,6 %) bestand 1976 ein Strassennetz von nur 956 Meilen, wovon ein minimaler Teil asphaltiert war. Der dritte Malaysische Fünfjahresplan (1976-80) sieht einen Ausbau von 600 Meilen vor. Dafür sind 210 Millionen Ringgit budgetiert (1 R = ca. -.85 Fr.). Die Küstenschifffahrt ist primitiv, während die täglichen Flugverbindungen nur unter drei der sechs wichtigsten urbanen Zentren: Kuching (Einzugsgebiet von 190 000 Einwohnern), Sibü (83 000), Miri (25 000), Sarikei (90 000), Simanggang (40 000) und Bintulu (12 000) einigermaßen gewährleistet sind.

Zum Nachtessen empfing uns der stellvertretende Landesministerpräsident, Datuk Sim Kheng Hong. Er ist auch zuständig für die Finanzen und die Entwicklungsprojekte. Zusammen mit den Gattinnen der Gastgeber, welche die Verwaltung und die Wirtschaftskreise umfasste, zählte die Tafel etwa fünfzig Teilnehmer. Sie bot uns Gelgenheit, die Goodwill Mission vorzustellen. Im Namen der Gastgeber ergriff ein talentierter junger Politiker das Wort und begeisterte die Schweizergruppe durch einen, echte Freundlichkeit ausstrahlenden Willkommensgruss, welcher eine wirkliche Einladung an die schweizerische Wirtschaft zur Mitwirkung am Ausbau des Potentials dieses Landes darstellte.

Zweiter Tag

Den Höflichkeitsbesuch beim stellvertretenden Landesministerpräsidenten konnten wir frühmorgens am 3. März nachholen. Der Chief Minister selber war im Mittleren Osten, wo er sich zu einer Werbereise für arabische Investierungen aufhielt. Das Verwaltungsgebäude von Kuching steht auf einer sanften Anhöhe, die vor einigen Jahren noch unerschlossener Dschungel war. Das Gebäude ist auf viele Meilen hin sichtbar, denn es hat zwanzig Stockwerke und an regnerischen Tagen, wie wir es erfuhren, ragt das mit dem malaysischen Halbmond und dreizehnspeitzigem Stern gezielte Dach aus den schweren Degenwolken heraus. Der sympathische Datuk Sim zeigte Wohlgefallen an der regen Diskussion, die sich unvermittelt bei diesem Höflichkeitsbesuch auslöste und zweifellos bei beiden Partnern den angestrebten Goodwill schaffte. Die Quartzuhr, die von Forestier unter den "gwunderigen" Augen der Versammlung um eine halbe Stunde vorgestellt werden musste, um sich nach der östlicheren Lage von Borneo zu richten, hat als Gastgeschenk ihren Zweck erfüllt; der weise Politiker zeigte sich mit einem jovialen chinesischen Lächeln sehr befriedigt.

Wenn in diesen ungewohnten Landen der Augenschein und der unmittelbare Kontakt mit den Menschen das wahre Geschehen und die effektiven Werte am leichtesten zu vermitteln vermögen, so ist doch die visuelle Demonstration, wie sie anlässlich von Konferenzen in den "Operation Rooms" der Zentralregierung und der Gliedstaaten organisiert wird, eine Erleichterung zum Verständnis der Wirtschaftsvorgänge; gewiss ist dabei das Frag- und Antwortspiel das beste Mittel zur Vertiefung der Information. Jedenfalls hat Encik Talib Zulpilig, Principal Assistant Secretary der State Planning Unit von Sarawak mit seinem Vortrag viel dazu beigetragen, dass die Verhältnisse in seinem Staat besser verstanden werden. Die Schweizer Gruppe hat diese Gelegenheit benützt, um eine pragmatische Diskussion über die Möglichkeiten der Zusammenarbeit zu führen. Die Bedürfnisse Sarawaks und die Fähigkeiten der Schweizer Exportindustrie sind genau untersucht worden.

Sarawak exportierte 1976 für 2,22 Milliarden Ringgit hauptsächlich folgende Waren:

Nahrungsmittel	156	Millionen R.	(Gummi, Palmenöl, usw.)
Basisstoffe	426	"	" (<u>Holz</u> , Antimon, Gold)
Erdöl	1,532	"	"
Fabrikate	60	"	" (Verarbeitetes Holz)

Bei einem Import von 1,06 Milliarden R (Erdölprodukte, Nahrungsmittel, Maschinen, Chemikalien, usw.) ergab sich für 1976 ein Ueberschuss in der Handelsbilanz von 1,15 Milliarden R. Sarawak hat somit an die positive Handelsbilanz der Föderation Malaysia von drei Milliarden annähernd ein Drittel beigetragen.

Neben dem Ausbau des Strassennetzes konzentriert sich der Bund auf den Ausbau der Landwirtschaft im Rahmen der Bekämpfung der Armut. Ferner soll die soziale Infrastruktur, welche wie wir beim Besuch eines Longhouses feststellten - sehr hintanhinkt, durch den Bau von Billigwohnungen, Spitälern und Schulen verbessert werden.

Aufmerksamkeit verdienen aber die grosszügigen Entwicklungsprojekte des Staates zur Erstellung einer Industriezone in Bintulu und zum Bau einer Anlage von Wasserkraftwerken in den Bergen im Mittelteil des Landes.

In Bintulu, eine kleine Hafenstadt in der Mitte der Küste Sarawaks, soll in zehn bis zwanzig Jahren ein Tiefseehafen mit einer riesigen Industriezone entstehen. Beschlossen ist bereits der Bau einer Erdgasverflüssigungsanlage zur Ausbeutung eines der grössten Erdgaslager der Welt vor der Küste. Aus dem privaten Sektor sind daran die Firmen Shell International Gas und Mitsubishi mit je 17 1/2 % an der LNG-Anlage im Werte von 2,4 Milliarden R beteiligt. Der restliche Anteil gehört der staatlichen Petronas. Bekanntlich sind

die Transporter für das Flüssiggas in französischen Werften im Bau und werden mindestens zwei Jahre vor der Fertigstellung der Verflüssigungsanlage (1981) geliefert werden, was natürlich zu politischen Komplikationen führen wird. Vorgesehen ist auch der Bau der Amoniak-Düngerfabrik, ein Projekt der ASEAN-Länder, ferner einer Papiermasse- und Papierfabrik, eines Stahlwerkes und anderer Unternehmen. Eine australische Beraterfirma soll einen Masterplan besorgen. Zurzeit prüft die Zentralregierung in Kuala Lumpur die Schaffung eines Konsortiums für das gesamte, sog. Miri Long Lama Bintulu Triangle Project.

In indirektem Zusammenhang mit dem Bintulu Masterplan steht das Angebot von Reynolds Metal Inc. mit der Regierung von Sarawak ein Aluminiumwerk in Bintulu zu errichten. Die nötige Energie würde man von einem monumentalen Elektrizitätswerk beziehen, das durch stufenweise Ausnützung der Wasser des Rajang Flusses gebaut würde. Die Hauptstation sollte an die Rapids von Pelagus zu stehen kommen und eine Kapazität von 1'400 Megawatt haben. Die totale Kapazität des Rajang Rivers wird auf 11'000 Megawatt geschätzt. Die Konstruktionsprobleme werden als gering eingestuft, besonders weil der Rajang River für grosse Tonnage bis Kapit begangbar, das ca. 60 Meilen von der wichtigsten Baustelle entfernt ist. (Die Umweltschutzfrage wird zwar als gering bezeichnet, doch sollen in dieser Gegend nach Forschungen einer dänischen Ethnologin mehrere kleinere Stämme seltener Kulturen hausen).

Das sog. Pelagus Projekt hat grosse Hoffnung nicht nur für die 120 Meilen entfernte Anlage von Bintulu erweckt, sondern auch für die Planer in Westmalaysia. Eine englische Beraterfirma behauptet, dass es möglich wäre, mittels eines Unterwasserkabels sehr billige Elektrizität in das besser bevölkerte Peninsular Malaysia zu transportieren. Vom Gouverneur der Zentralbank habe ich erfahren, dass vor allem die Gegner der Nuklearenergie für eine solche Lösung eintreten. Ich habe ihm von der Skepsis der schweizerischen Fachleute Kenntnis gegeben.

Diese Pläne greifen ziemlich weit in die Zukunft. Doch wenn man die Ueberschüsse der Handelsbilanz betrachtet und die jugendliche Dynamik der Economic Planning Unit und der anderen, für die wirtschaftliche Entwicklung zuständigen Organe in Betracht zieht, lohnt es sich sicher, wenn die durch die Goodwill Mission geschaffenen Beziehungen unterhalten und ausgebaut werden. Es gilt die Ausschreibungen zu verfolgen, welche in den Tageszeitungen veröffentlicht und auch der Botschaft zur Verfügung gestellt werden. Ferner haben sich auch die anwesenden Vertreter der Handelskammer von Sarawak und des Handelsministeriums für Auskünfte zur Verfügung gestellt. Interessenten wird aber geraten, an Ort und Stelle Korrespondenten zu ernennen.

Zum Mittagessen wurde die Schweizer Gruppe vom Nestlé-Vertreter eingeladen. Das Treffen bot Gelegenheit zu Gesprächen mit erfahrenen Kaufleuten, welche die Zukunftsaussichten relativ optimistisch beurteilen. Ob sich im Nahrungsmittelsektor schweizerische Investitionen lohnen, wird von der Entwicklung in den kommenden Jahren abhängen, in

denen die Bevölkerungszahl wohl zunimmt, eine Vermögensverteilung jedoch noch nicht gesichert scheint, so dass der Anstieg der Kaufkraft der Masse noch problematisch bleibt.

Ein Beispiel für das tiefe Gefälle zwischen der modernen Zivilisation in Kuching und den Longhouses im Kampung Benuk wurde uns am Nachmittag geboten. Solch primitive Verhältnisse geben zu bedenken! Am Abend sassen wir zu Gast beim Vertreter von Diethelm, der uns mit einflussreichen Politikern zusammenbrachte. Einer davon, dem wir von der Freiheitsliebe der Schweizer als Ansporn zur Arbeit sprachen, wandelte dieses Thema ab: Er gab seinem Bedauern darüber Ausdruck, dass die Zivilisation den höchsten Genuss der Freiheit der Dayaks zerstörte, die darin bestand, dass der Mensch sich in aller Ungezwungenheit der freien Liebe hingeben konnte!

Dritter Tag

Am letzten Tag unseres Sarawak-Besuches begaben wir uns zuerst zur Zementfabrik. Der Managing Director, Amin Satem, führte uns durch die von Holderbank geplante Anlage mit einer Produktionskapazität von 200 000 t jährlich. Sie wurde als gemeinsames Unternehmen mit dem Staat Sabah gebaut. Dieser hat seinerseits die Errichtung der Müllereianlage auf der Insel Labuan, welche von Bühler Uzwil erstellt wird, übernommen. Wir trafen im Zementwerk die beiden Landsleute W. Schatzmann und H.R. Schmucki, Ingenieure der Firma Holderbank, die eben für eine weitere Beratung eingetroffen waren. Das Werk macht einen guten Eindruck. Die Apparaturen sind vom dänischen Unternehmen F.L. Smith geliefert worden, das den südostasiatischen Markt zu 80 % beherrscht. Eine gewisse Enttäuschung darüber, dass die Produktion zufolge der Verwendung von allzu unterschiedlicher Qualitäten von Klinker aus Japan und Korea unbefriedigend ist, war nicht zu verkennen. Eine bessere Zulieferung von Rohstoffen könnte die Probleme lösen. Das geplante Klinkerwerk von Perak dürfte zur Verbesserung der Produktion beitragen. Es ist zu hoffen, dass die Expertise von Holderbank auch dort beansprucht wird, und so zu der gewünschten Koordination der Zementfabrikation beiträgt. Im Zusammenhang mit dem Pelagus Projekt ergeben sich hier interessante Proportionen.

Da wir in der Presse lasen, dass in Sarawak ein neues Mineral entdeckt wurde, besuchten wir schnell das Institut des Geological Survey von Kuching. Dasselbst war das schweizerische Zusammenarbeitsprojekt für die Erstellung eines Altersbestimmungslaboratoriums des Gesteins von Frau Prof. Jäger in Ipoh gut bekannt und wir wurden herzliche empfangen. Der Direktor des Institutes übergab uns eine Probe des neuen Minerals Sarabauite ($\text{Ca Sb}_{10} \text{O}_{10} \text{Sb}$) zur Uebermittlung an Frau Prof. Jäger. Weder die Ausbeutungsmethoden noch die Verwendung sind bis jetzt geprüft worden.

Vor dem Abflug nach Singapur besuchten wir das Sarawak Museum, wo wir von den Kuratoren Tuton Kaboy und Joseph Ingai geführt wurden. Die Ehrfurcht vor der Vergangenheit, die überall in diesem Museum zu spüren ist, lässt vermuten, dass die Zukunft mit nicht minder Aufmerksamkeit in Angriff genommen wird. Aus dieser Warte bleibt nach Aussagen

eines Mitgliedes der Mission der Besuch weiterfristig wertvoll und die schweizerischen Beziehungen zu Sarawak ausbaufähig.

Ich lege für die Handelsabteilung die Originale der Presseartikel über die ASEAN Mission II bei, sowie drei Exemplare "Guide for investment in Sarawak", die zwar veraltet sind, aber nützliche Adressen und Hinweise enthalten.

Ich versichere Sie, Herr Botschafter, meiner vorzüglichen Hochachtung.

Der Schweizerische Botschafter:


(P. S. Erni)

Beilagen: erw.

Kopie an: Verwaltungsdirektion, EPD



Stampfenbachstrasse 85 Telex 53 111 osec ch
 CH-8035 Zürich Telegramme Exportofis
 ☎ 01/60 22 50 PC 80-4299

Schweizerische Zentrale für Handelsförderung
 Office suisse d'expansion commerciale
 Zürich und Lausanne

1. Das handelspolitische Klima

Wie Indonesien, Singapur und die Philippinen bekennen sich auch Thailand und Malaysia mit Ueberzeugung zu einem System der freien Marktwirtschaft. Auch in diesen Ländern wird die private Initiative in der wirtschaftlichen Entwicklung der beiden Länder gefördert.

Sehr deutlich ist der Wille beider Länder, von der Abhängigkeit gegenüber Japan und den USA loszukommen und sich vermehrt in ihren aussenwirtschaftlichen Beziehungen an Westeuropa anzunähern.

Gegenüber der Freihandelszone ASEAN verhalten sich sowohl Thailand wie Malaysia positiv, was sie jedoch nicht daran hindert, vorderhand ihre aussenwirtschaftlichen Beziehungen ebenso sehr auf bilateraler Basis zu fördern.

Grundsätzlich ist die Einstellung gegenüber der Schweiz positiv und es besteht auch eine Bereitschaft, schweizerische Investoren aufzunehmen und mit schweizerischen Unternehmungen eine Zusammenarbeit anzustreben. In diesem Zusammenhang wird aber immer wieder darauf hingewiesen, dass alle Offerten im internationalen Vergleich konkurrenzfähig sein müssten. Es muss noch viel geschehen, um die Geschäftsleute in Thailand und Malaysia davon zu überzeugen, dass es sich lohne, für schweizerische Produkte und Dienstleistungen einen etwas höheren Preis zu bezahlen.

2. Geschäftsmöglichkeiten

Für schweizerische Unternehmungen scheinen sich in Thailand und Indonesien insbesondere auf folgenden Gebieten konkrete Geschäftsmöglichkeiten zu bieten:

- Verarbeitung einheimischer Rohstoffe, insbesondere Holz- und Agrarprodukte
- Ausbau der Infrastruktur
- Ausbau der Industrie, insbesondere der Leichtindustrie
- Ausbau des Tourismus.

Nähere Angaben über konkrete Projekte finden sich auf Seiten 9-11, 15-20, 27-28 sowie in Beilage 5.7. (Pressenotiz).

3. Messen und Ausstellungen

Die klassische Form der Messen und Industrieausstellungen, die ein umfassendes Leistungsangebot präsentieren, sind im gegenwärtigen Zeitpunkt zur Erschliessung von Märkten wie Thailand und Malaysia weniger geeignet. Anlässlich des Aufenthaltes der Schweizer Delegation in Bangkok fand dort eine als "internationale Maschinenausstellung" bezeichnete Veranstaltung statt, auf einem kleinen, mitten in der Stadt gelegenen Gelände. Diese Ausstellung hatte jedoch nur eine schwache Ausstrahlung und konnte erst mit 14tägiger Verspätung eröffnet werden, weil die Maschinen nicht rechtzeitig eingetroffen sind. Das potentielle Käuferpublikum in Thailand und Malaysia muss auf andere Art und Weise angesprochen werden.

Falls Ausstellungen geplant würden, so müssten diese auf sektorielle Basis gestellt werden und sich an ganz bestimmte Branchen richten, z.B. landwirtschaftliche Maschinen, Holzverarbeitende Industrie, Verarbeitung von Leder, etc.

Die Durchführung von technischen Vorträgen und Seminarien ist ebenfalls problematisch, nicht zuletzt wegen der Sprachschwierigkeiten, da die Englischkenntnisse doch nicht so gut sind, wie man meinen könnte. Bei den potentiellen Kunden in Thailand und Malaysia fehlt eine gut ausgebildete, sprachkundige Mittelschicht, wie man sie an Messen, Ausstellungen, technischen Vorträgen und Seminarien gut ansprechen kann. Somit sind die zur Erschliessung der Märkte von Thailand und Malaysia einzusetzenden Marketinginstrumente besonders sorgfältig auszuwählen und auf die jeweiligen speziellen Bedürfnisse auszurichten.

4. Schlussfolgerungen

Zieht man eine Bilanz der von der Swiss-ASEAN Goodwill Mission 1977/78 auf ihren beiden Etappen gemachten Erfahrungen, so kommt man zum Schluss, dass die fünf ASEAN-Mitgliederländer (Indonesien, Singapur, Philippinen, Thailand und Malaysia) unter den sogenannten neuen Märkten für die schweizerische Exportwirtschaft interessante Möglichkeiten bieten. Diese Märkte sind eine echte Alternative, insbesondere zu den Märkten im Nahen und Mittleren Osten. Zwar sind auch hier keine spektakulären Resultate zu erwarten. Doch scheinen die Voraussetzungen für schweizerische Lieferungen günstig zu sein, nicht zuletzt deshalb, weil die potentiellen Aufträge und

Projekte in ihren Dimensionen eher der Kapazität schweizerischer Unternehmungen angepasst sind, als dies in anderen Ländern der Fall ist.

Günstig für die Schweiz dürfte sich auch die Tatsache auswirken, dass in diesen Ländern Ruhe und Ordnung herrscht, und sich sowohl die Regierung wie die Geschäftswelt konsequent auf den Boden eines freien, marktwirtschaftlichen Systems stellt.

16. März 1978
D/ML-es

11.4.1978 / 53(392) So/PI

SWISS-ASEAN GOODWILL-MISSION

THAILAND & MALAYSIA

20. Februar bis 4. März 1978

Bericht der VSM-Delegierten

Dipl. Ing. ETH Max Schälchlin
 Direktor der BBC Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie und
 Dr. Albert Sommer
 Sekretär des Vereins Schweizerischer Maschinen-Industrieller

Die ASEAN-Goodwill-Mission nach THAILAND und MALAYSIA war eine sehr wertvolle Aktion, und dank der guten Vorbereitungen durch die diplomatischen Missionen der Schweiz in den beiden Ländern konnte eine Vielzahl von Kontakten hergestellt werden, die uns manche Einblicke ins Wirtschaftsleben und in die Marktverhältnisse für schweizerische Erzeugnisse vermittelten. Ebenso ermöglichte uns die Reise, den Informationsstand über unsere Maschinen- und Apparateindustrie abzuschätzen.

In beiden Ländern wurde immer wieder auf den teuren Schweizerfranken hingewiesen. Immerhin zeigte man sich, wie aus den nachfolgenden Ausführungen hervorgehen wird, an einzelnen Erzeugnissen und technischen Entwicklungen unserer Industrie interessiert. Sollten die schweizerischen Kreditofferten (je 51 Mio SFr.) von THAILAND und MALAYSIA angenommen werden, so dürften sich gerade für die Maschinen- und Apparateindustrie etliche Absatzchancen verbessern.

1. THAILAND

Die Regierung scheint gemäss den Worten des Deputy Prime Ministers Sunthorn Hongladarom entschlossen zu sein, die Provinz zu entwickeln und den Bevölkerungszustrom nach der Hauptstadt zu vermindern. Sie fördert die Industrialisierung und hofft, dass die inländische Produktion pro Jahr um 10 % erhöht werden kann. Gleichzeitig soll aber auch die Landwirtschaft entwickelt werden, wobei man mit einer Produktionszunahme um 5 % p.a. rechnet. Massgebend ist der 4. Fünfjahresplan, 1977 - 1981. Priorität hat im Rahmen dieser Richtlinien die exportorientierte Industrie.

- 1.1 Das BOARD OF INVESTMENT wurde 1959 aufgrund der Investment Promotion Act gegründet, welche u.a. neuen Privatbetrieben den Schutz vor Nationalisierungen garantiert und den Schutz vor Importprodukten gleicher Art durch hohe Zölle oder völlige Unterbindung der Einfuhren ermöglicht. Steuerbefreiungen bzw. Steuerreduktionen, höhere Abschreibungen, die zollfreie Einfuhr von Maschinen und Ausrüstungen für Joint-Ventures sind weitere Anreize, welche das Gesetz ermöglicht. Das BOARD OF INVESTMENT behandelt alle Industrialisierungsprojekte, die zusammen mit ausländischen Partnern ausgearbeitet werden.

Grundsätzlich wünscht man Partnerschaftsunternehmen mit Thai-Beteiligung. Für gewisse Industrien ist aber auch voller ausländischer Besitz möglich. Ausländisches Kapital, Dividenden, Lizenzgebühren etc. sind frei transferierbar.

Zur Ansiedlung neuer Industrien sind Investment Promotion Zones geschaffen worden oder in Ausführung, in denen die nötige Infrastruktur bereitgestellt wird. Die 10 Industrieentwicklungszonen verteilen sich über das ganze Land.

- 1.2 Die INDUSTRIAL FINANCE CORPORATION OF THAILAND (IFCT) wurde durch Sondergesetz 1959 gegründet. Aktionäre sind private in- und ausländische Handelsbanken, Versicherungen, Unternehmungen und natürliche Personen. Die IFCT soll die Errichtung neuer privater Industriebetriebe durch in- und ausländische Kapitalbeteiligung fördern. Sie selbst gewährt mittel- und langfristige Kredite und dient Interessenten auch als Beraterin. Die IFCT finanziert jedoch keine Unternehmungen, an denen die Regierung selbst mit mehr als einem Drittel am Aktienkapital beteiligt ist.
- 1.3 Die Liste förderungswürdiger Projekte in der Industrie und andern Sektoren (Stand 1.12.1977) sieht u.a. Investitionen im Maschinenbau und der elektrotechnischen Industrie, in der chemischen Branche sowie zur Förderung von Bodenschätzen vor (beim VSM erhältlich).
- 1.4 Das private BOARD OF TRADE zählt in- und ausländische Handelskammern in THAILAND, Fachverbände, Genossenschaften, aber auch Staatsbetriebe zu seinen Mitgliedern. Diese Spitzenorganisation ist als ständiges Konsultationsorgan der Regierung in allen Wirtschaftsfragen zu betrachten.

Anlässlich des Treffens mit diesem Board und der ASSOCIATION OF THAI INDUSTRIES haben wir vorgeschlagen, die verschiedensten Zusammenarbeitsmöglichkeiten zwischen schweizerischen und thailändischen Produktionsbetrieben im Rahmen von gewissen Industrialisierungsprojekten zu prüfen. Man versprach uns, eine Umfrage unter den Mitgliedern des Industrieverbandes durchzuführen und uns über das Resultat der Enquête zu berichten. Wir sind uns bewusst, dass zur Zeit verhältnismässig wenig Möglichkeiten für eine solche Zusammenarbeit bestehen. Ebenso haben wir unsere Hilfe auf Spezialgebieten der beruflichen Ausbildung, inkl. In-Plant-Training, angeboten.

1.5 Kontakte mit einzelnen Regierungsstellen boten die Möglichkeit, die verschiedenen Branchen unserer Maschinenindustrie darzustellen und einzelne Projekte, wenn auch zum Teil nur sehr allgemein, zu erörtern.

- a) Das Treffen mit der INDUSTRIAL ECONOMIC AND PLANNING DIVISION des Industrieministeriums ergab, dass man die verschiedenartigsten Industrien an einer Vielzahl von Orten zu fördern versucht. Teils geschieht dies in Form staatlicher Projekte, teils finanziert man über die INDUSTRIAL FINANCE CORPORATION OF THAILAND den privaten Sektor. Mit Hilfe eines Weltbankkredits will man die sog. Industrial Estates ausbauen (Bereitstellung der Infrastruktur) und vor allem private, exportorientierte Firmen ansiedeln. Unter den Regierungsprojekten scheint jenes für die Naturgasgewinnung im Vordergrund zu stehen. Eine Feasibility Study ist vorhanden, die Kosten werden auf 700 Mio \$ geschätzt.

Eine weitere Studie behandelt die Möglichkeiten der Nahrungsmittelverarbeitung, die dem Privatsektor vorbehalten bleiben soll. Gleiches gilt auch beispielsweise für die Herstellung von Landmaschinen.

- b) Unser Besuch beim Deputy Under-Secretary im MINISTRY OF COMMUNICATIONS hatte zum Ziel, mehr über die Ausbaupläne auf den Gebieten Eisenbahnen, Wasserwege, Strassen- und Fernmeldewesen zu erfahren. Eine Projektliste war nicht erhältlich. Offenbar liegen verschiedene Anträge der Eisenbahnen und der Fernmeldeverwaltung beim Finanzministerium, das über die Prioritäten und die Finanzierung (mit ausländischen Krediten) zu entscheiden hat. In diesem Zusammenhang war zu erfahren, dass die Thailändischen Eisenbahnen 1977 mit Gewinn abgeschlossen haben. Ihre weitere Modernisierung und ihr Ausbau sollen mit einem für 1978 vorgesehenen Weltbankdarlehen vorangetrieben werden. Was Rundfunk und Fernsehen angeht, so unterstehen diese nicht dem MINISTRY OF COMMUNICATIONS sondern direkt dem Ministerpräsidenten, der zugleich das Innenministerium leitet. Die VSM-Delegierten haben vor allem auf die Tätigkeit der VSM-Gruppe "Nachrichtentechnik" und der Organisation SWISSCOM hingewiesen und die entsprechenden Unterlagen abgegeben. Ebenso fand die SWISSRAIL Erwähnung. Abschliessend erklärte unser Gesprächspartner, dass im Falle der Annahme der schweizerischen Kreditofferte beispielsweise ein Projekt oder Teile von Projekten in den Sektoren Eisenbahnen und Telefon realisiert werden könnten (z.B. zusammen mit Weltbankdarlehen). Als Hauptkonkurrenten nannte man Japan, USA und Frankreich.

- c) Die ELECTRICITY GENERATING AUTHORITY OF THAILAND (EGAT) produziert und verteilt als staatliches Unternehmen elektrische Energie. Unter dem Titel Energieerzeugung sind verschiedene Projekte genannt worden, worüber wir interessierten Firmen die nötigen Angaben vermitteln. Knapp 40 % der installierten Leistung entfielen 1976 auf Wasserkraftwerke, die übrigen 60 % auf thermische. Der Energieverbrauch steigt schätzungsweise um 10 % p.a.

Nebst den unter einzelnen Projekten erwähnten Ausschreibungen, an denen sich auch Schweizer Firmen beteiligen können, bestehen wohl auch Liefermöglichkeiten für Müllerei- und Nahrungsmittelmaschinen sowie für Textilmaschinen.

Dokumentation THAILAND

Industriezonen	Bestell-Nr. 1
IFCT	Bestell-Nr. 2
Liste förderungswürdiger Projekte	Bestell-Nr. 3

2. MALAYSIA

Für MALAYSIA gilt der 3. Fünfjahresplan, 1976 - 1980 als Richtlinie, der Ende 1978 neu überprüft wird. Die dem Büro des Premierministers angegliederte ECONOMIC PLANNING UNIT erarbeitet die Fünfjahrespläne und setzt unter den einzelnen Projekten die Prioritäten. Die Hauptziele des dritten Planes sind die Bekämpfung der Armut und die vermehrte Beteiligung der malaysischen Bevölkerung (Bumiputra) am Wirtschaftskuchen durch deren stärkere Eingliederung in den Wirtschaftsprozess (neue Industrien, Entwicklung der Landwirtschaft). Da riesige Landreserven bestehen, soll die Existenzbasis von 100'000 Familien bis 1980 durch Umsiedelung verbessert werden.

- 2.1 Die FEDERAL INDUSTRIAL DEVELOPMENT AUTHORITY (FIDA) wurde 1965 gegründet, eine Regierungsbehörde, welche die industrielle Entwicklung des Landes fördern soll. Sie vermittelt ausländischen Interessenten Informationen und berät sie in allen Phasen der Realisierung industrieller Vorhaben. Als Standorte für neue Industrien kommen die zahlreichen Industrial Estates in Frage, die über die nötige Infrastruktur verfügen. Ist ein Projekt sehr stark inlandorientiert, so wünschen die Behörden zumeist eine substantielle malaysische Mehrheitsbeteiligung. Ist hingegen das Unternehmen vornehmlich im Export tätig, so akzeptiert man auch ausländische Mehrheitsbeteiligungen. Im Vordergrund stehen langfristige Joint-Ventures, welche exportorientiert und arbeitsintensiv sind oder die Einführung hoher Technologie ermöglichen.

Auch die FIDA ermutigt ausländische Investitionen durch eine Vielfalt von Steuererleichterungen. Pionierbetriebe, die neue, noch nicht im Lande hergestellte Erzeugnisse herstellen oder deren Errichtung als von besonderem öffentlichen Interesse bezeichnet wird, erhalten je nach Kapitalhöhe etc. Steuerbefreiung zwischen 2 und 5 Jahren, unter gewissen Voraussetzungen bis zu 8 Jahren.

Andere Betriebe können den Investment Tax Credit beanspruchen, welcher mindestens 25 % des gesamten Kapitalaufwandes für die Investition beträgt. Diese Vergünstigung erstreckt sich auf höchstens 5 Jahre.

Eine andere Möglichkeit besteht darin, die Steuerbefreiung aufgrund der vollbeschäftigten Arbeitskräfte des Betriebes zu erhalten. Diese Schonfrist beträgt 2 Jahre bei 51 bis 100 Beschäftigten und höchstens 5 Jahre bei über 350 Beschäftigten.

Für exportorientierte Unternehmungen sind Exportzulagen, höhere Abschreibungen, Abzüge für die Marktbearbeitung im Ausland sowie Refinanzierungen von Lieferantenkrediten etc. vorgesehen.

Der freie Rücktransfer von ausländischem Kapital sowie der Transfer von Gewinnausschüttungen, Lizenzgebühren und Royalties wird garantiert. Lizenzabkommen sollten gemäss FIDA auf 5 Jahre abgeschlossen werden (mit der Möglichkeit der Verlängerung). Voraussetzung sei aber u.a., dass der Lizenzgeber das Marktgebiet des Lizenznehmers nicht einschränke.

- 2.2 Die MALAYSIAN INDUSTRIAL DEVELOPMENT FINANCE BERHAD (MIDF) wurde 1960 von der Regierung zusammen mit der Weltbank gegründet. Die Dienste der MIDF stehen für jedes Vorhaben mit in- oder ausländischer Beteiligung zur Verfügung, das zur wirtschaftlichen Entwicklung des Landes beiträgt. Nebst der Beratung in Finanzierungsfragen kommen Kredite mit einer Laufzeit von 5 - 15 Jahren in Frage.
- 2.3 Unter den zahlreichen Industriezonen und Zoll-Freizonen sei das Zoll-ausschlussgebiet von Bayan Lepas in der Nähe des Flughafens Penang erwähnt, in dem sich Leichtindustrien (Elektronik, Fernmeldeapparate, Textilien) angesiedelt haben, die ihre Erzeugnisse hauptsächlich als Luftfracht versenden. Auch an andern Orten sind vor allem feinmechanische Betriebe im Verein mit ausländischen Partnern errichtet worden, darunter zum Beispiel zwei Joint-Ventures mit Schweizer Beteiligung: Kehrli X-Ray, Malakka, welche Röntgenapparate herstellen, und die Syarikat Precima, Kuala Lumpur, die für die Uhrenindustrie unseres Landes Zifferblätter usw. produziert. Beide Firmen sind in Freihandelszonen angesiedelt. Hier wie auch in Penang offeriert man die üblichen Vorteile wie die Bereitstellung der Infrastruktur, Steuer- und Zollfreiheit, Kredite. Bei der PENANG DEVELOPMENT CORPORATION betonte man besonders, dass der Gliedstaat eine recht arbeitswillige Bevölkerung aufweise. Diese Behörde befasst sich mit der industriellen Entwicklung und Ueberwachung aller Industrie- und Freihandelszonen des Gliedstaates Penang. Für die Ausbildung von Arbeitskräften existiert ein In-Service Training Centre für Primar- und Sekundarschulabsolventen, die angelernt werden, sowie ein Industrial Training Institute, das die Lehrlingsausbildung auf den Gebieten Mechanik, Elektrizität, Bau und Druck betreibt.

- 2.4 Die Gebiete industrieller Aktivität, welche man im Land fördern möchte, umfassen u.a. Textilien, Holzbearbeitung, Werkzeugmaschinen, Büromaschinen, Registrierkassen, Wälzlager, Chemische Produkte, Handwerkzeuge, Eisen- und Stahlverarbeitung, Nahrungsmittelverarbeitung, Transportausrüstungen, Instrumente für Wissenschaft, Chirurgie und Zahnbehandlung, Messgeräte etc. (Liste beim VSM erhältlich).

Das Lohnniveau ist in MALAYSIA ausgesprochen tief, der Monatslohn dürfte kaum 160 - 170 SFr. übersteigen.

- 2.5 Konkreter wurden die Gespräche bei TELECOMS, MALAYAN RAILWAYS sowie beim NATIONAL ELECTRICITY BOARD, alle in Kuala Lumpur.

a) TELECOMS

Diese staatliche Behörde befasst sich mit Ausnahme von Radio und Fernsehen (Informationsministerium) und militärischer Uebermittlung (Verteidigungsministerium) mit allen Gebieten des Fernmeldewesens wie Telefon, Telex, Telegraf, inkl. Uebermittlung von Schiffen zum Land und über Satelliten. Eingeschlossen sind auch die Dienste an andere Regierungsstellen, die für den Betrieb der Flughäfen, die Flugsicherheit und für die Polizei zuständig sind.-Etwa 90 % des Inlandtelefonverkehrs sind automatisiert. International soll dies ab 1979 der Fall sein.

Unter den neuen Projekten sind das Unterwasserkabel nach Sarawak, die Automatisierung des internationalen Telefonverkehrs, die Installation neuer automatischer Zentralen sowie die Kabelverbindung Madras-Penang zu erwähnen.

An den Ausschreibungen (oftmals Weltbankkredite) können sich auch Schweizer Firmen beteiligen. Man legt Wert auf günstige Preise und guten Service. Bis heute wurden die meisten Käufe in Japan, Schweden und Deutschland getätigt, vereinzelt fanden auch Lieferungen aus der Schweiz statt.

Unsere Gesprächspartner sind an einer Kontaktnahme mit der Schweizer Industrie interessiert, weshalb Follow-up - Aktionen in die Wege geleitet werden sollten:

- Wenn die Schweizer Kreditofferte von 51 Mio Franken von MALAYSIA akzeptiert wird, so möchte man auch Fernmeldematerial beziehen, weshalb von unserer Seite entsprechende Wünsche für die Bezugsliste unterstützt werden sollten.
- Eine Delegation von Spezialisten der SWISSCOM bzw. der VSM-Gruppe "Nachrichtentechnik" sollte technische Gespräche mit TELECOMS führen und die Errungenschaften der Schweizer Industrie vertieft darstellen. Der Gruppe müsste auch ein Vertreter der Consultants angehören.

- Verbunden mit dem Besuch der vorerwähnten technischen Mission wäre eine kleine Produkteschau "Fernmeldewesen" in einem Ausstellungsraum (Hotel) in Kuala Lumpur angezeigt.
- Schliesslich müsste auf die vorerwähnten Anstrengungen der Follow-up durch die einzelnen interessierten Schweizer Firmen erfolgen.

b) MALAYAN RAILWAYS

Ziel der Kontaktnahme mit der Leitung der Staatseisenbahnen war, sich über deren Organisation und Ausbaupläne sowie über die damit verbundenen Geschäftsmöglichkeiten für Schweizer Firmen ein Bild zu machen. Die sehr gute Orientierung wurde durch ein schriftliches Exposé ergänzt, welches die wichtigsten Daten enthält und vom VSM an alle interessierten Firmen abgegeben wird. Man betonte immer wieder, dass die Bahnen in der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes auch künftig eine wichtige Rolle spielen werden. Im Rahmen des Fünfjahresplanes 1976 - 1980 stehen den Bahnen nur 200 Mio M\$ für 17 Projekte zur Verfügung, weshalb Kreditofferten nötig sind. Eine langfristige Studie, betitelt "General Transport/Railway Survey" ist von der Canadian Pacific Consulting Services Ltd. ausgearbeitet worden. Die Elektrifikation der Bahnen kommt vorläufig nicht in Frage, da die elektrische Energie zur Speisung fehlt und das geplante "Dieselprogramm" noch nicht abgeschlossen ist.

Aus der Schweiz sind bereits früher Geschwindigkeitsmesser, Ersatzteile für Diesellokomotiven, Turbolader und Geleiseunterhaltsmaschinen bezogen worden. Von unserer Seite wurden Zweck und Ziel von SWISSRAIL und SWISSCOM sowie die Möglichkeiten unserer Consulting-Firmen skizziert. Unsere Firmen sollen an künftigen internationalen Ausschreibungen vermehrt teilnehmen. Offertunterlagen müssen nach der Veröffentlichung über (meist nicht vorhandene) lokale Vertretungen oder dann durch die Schweizerische Botschaft beschafft werden. Unter dem Titel Pendenzen wären Offertanfragen für Werkstattausrüstungen und Eisenbahnwagen zu erwähnen, welche offenbar von Schweizer Firmen nicht beachtet oder beantwortet wurden.

MALAYAN RAILWAYS möchte wissen, ob eine Stelle in der Schweiz als "Inspection Agency" für Schienenmaterial amtieren könnte. Schliesslich besteht Interesse an technischen Unterlagen für die drahtlose Uebermittlung zwischen Lokomotive und Station (wurde bereits erledigt).

c) NATIONAL ELECTRICITY BOARD (NEB)

Hier kennt man die führenden Firmen der elektrotechnischen Industrie unseres Landes. Man bedauert das gegenwärtig schlechte Wechselkursverhältnis zum Schweizerfranken, welches Geschäfte mit unseren Unternehmungen praktisch verunmögliche. Dies sei umso unerfreulicher, als

man beispielsweise über lange Jahre mit BBC sehr gut zusammengearbeitet habe. Wir verweisen demgegenüber auf die niedrige Inflationsrate und die verhältnismässig günstigen Zinssätze. Alsdann erläutern wir die Aufgaben der SWISSCOM (Broschüre abgegeben) und skizzieren die Möglichkeiten der elektrotechnischen Industrie.

Das NEB befasst sich als Staatsunternehmen mit der Erzeugung und Verteilung von elektrischer Energie im Peninsular MALAYSIA. Die installierte Leistung von fast 900 MW soll möglichst rasch erhöht werden und jährlich sollen 2 - 3 Unterstationen zur Ausführung gelangen. Unter den langfristigen Plänen ist der Anschluss von Sarawak an das Netz des NEB zu erwähnen. Das NEB interessiert sich für ein technisches Gespräch mit einer führenden Schweizer Firma sowie mit einem Consultant.

Im Fünfjahresplan 1976-1980 besteht eine Finanzierungslücke von mehreren Milliarden M\$, weshalb jede Schweizer Offerte einen Finanzierungsvorschlag enthalten muss. Mit andern Worten erwartet man normale Lieferantenkredite. Selbstverständlich wäre man auch am offerierten Schweizer Kredit von 51 Mio Franken interessiert.

Eine Joint-Venture wurde vom NEB mit der britischen Firma Bonar Long für die Herstellung von Netztransformatoren eingegangen (60 % NEB-Beteiligung). Aehnliche Vereinbarungen plant man für MS-Schaltmaterial (Lasttrenner). Wir verwenden uns für ein Partnerschaftsprojekt das von einer Schweizer Firma mit dem NEB bearbeitet wird.

- 2.6 Während des anschliessenden Aufenthalts in SABAH (Ostmalaysia) wurde bei allen Visiten auf die Bedeutung und die Zusammenarbeitsmöglichkeiten mit unserer Maschinen-, elektrotechnischen und Instrumentenindustrie hingewiesen. Nebst der FIDA besteht die 1971 von der Staatsregierung errichtete SABAH ECONOMIC DEVELOPMENT CORPORATION (SEDCO), die für die Förderung und Koordination der industriellen Entwicklung dieses Gliedstaates verantwortlich zeichnet. Sie gewährt auch Kredite und steht möglichen Investoren beratend zur Seite.

Auch hier entsteht eine Anzahl Industrie- bzw. Freihandelszonen, wovon eine in der Nähe der Hauptstadt Kota Kinabalu die Infrastruktur für die Leichtindustrie, chemische Betriebe und die Nahrungsmittelverarbeitung bietet. Auf der der Küste vorgelagerten Insel Labuan entstehen in der Freihandelszone Ranca-Ranca Betriebe für die Müllerei, Palmölverarbeitung, die Herstellung elektronischer Produkte und Textilien.

Sabah, das in grossen Mengen Holz exportiert, will schrittweise von den blossen Holzlieferungen auf die Holzbearbeitung übergehen, was einen gewissen Bedarf an Holzbearbeitungsmaschinen ergeben muss. Geplant sind sodann der Bau eines Aluminiumschmelzwerkes und verbunden damit soll die Elektrizitätsproduktion erhöht werden. Schon heute bestehen Projekte für Wasserkraftwerke, wobei man als Hauptkonkurrenten bzw. -Interessenten Japan, USA und Korea nennt. Die Elektrizitätserzeugung und

-Verteilung erfolgt unter Kontrolle des SABAH ELECTRICITY BOARD.

Gemäss Angaben des INVESTMENT GUIDE SABAH (1977) sollen 2 x 8 MW Generating Sets gegen Ende 1978 zur Ausschreibung gelangen, die für den Ausbau der Elektrizitätsversorgung der Hauptstadt Kota Kinabalu bestimmt sind. Für die Stadt Sandakan werden ebenfalls Ausbaupläne studiert.

Die FIDA bezeichnet nebst der Holz- und Nahrungsmittelverarbeitung vor allem die Ausbeutung der Bodenschätze (Kupfer, Kohle, Oel), die Errichtung chemischer Betriebe sowie die Produktion von Papier und Papierprodukten als förderungswürdig, während die SEDCO u.a. noch Joint-Ventures in der Zuckerwirtschaft, Drahtseilherstellung und Palmölverarbeitung sowie ein kleines Walzwerk als wünschbar bezeichnet.

Dokumentation MALAYSIA

All about Investment Incentives	Bestell-Nr. 4
Malaysia, Your Profit Centre (Liste förderungswürdiger Projekte)	Bestell-Nr. 5
Malayan Railway (Exposé für Vertreter der Goodwill-Mission aus der Schweiz)	Bestell-Nr. 6
Investment Guide Sabah (Liste der Industriezonen und förderungswürdigen Projekte)	Bestell-Nr. 7

3. SCHLUSSFOLGERUNGEN

Die Goodwill-Mission, so haben wir einleitend festgestellt, hat ihr Ziel erreicht. Es gilt nun, die Kontakte zwischen Spezialisten auf den aussichtsreichsten Gebieten herzustellen und technische Gespräche oder Symposien in die Wege zu leiten. Vereinzelt wird man diese Kontakte durch gezielte Kleinausstellungen ergänzen müssen, und schliesslich werden auch alle interessierten Firmen unter Bezugnahme auf den Besuch der Goodwill-Mission aus der Schweiz ihre Bemühungen um die Märkte in THAILAND und MALAYSIA weiterführen müssen. Für die noch nicht auf diesen Märkten präsenten mittleren und kleineren Exportunternehmungen stellt sich die Frage, ob man die Prospektion mit Hilfe eines bereits eingeführten schweizerischen Handelsunternehmens oder direkt betreiben will. Eine Umfrage im Rahmen des VSM soll auch dieser Frage gelten.

SWISS-ASEAN GOODWILL-MISSION

THAILAND - MALAYSIA

20. Februar - 4. März 1978

BANGKOK, 20. - 24. Februar 1978

Wie alle ASEAN-Länder ist auch die Thai Regierung an lokalen Fabrikationsprojekten interessiert. Sie sollen Arbeitsbeschaffung und Deviseneinsparungen, resp. Einkünfte mit Export bringen. Die Board of Investment scheint stärker zu werden und stellt Interessenten folgende Dokumentation zur Verfügung:

- Investment Promotion Act, B.E. 2526
- Key Indications of Thailand, 1977
- Thailand's Growth Strategy, 1978
- Procedures for the Implementation of Promoted Projects.

Für die Chemie stehen alle bedeutenden Kategorien offen. Im ASEAN Rahmen soll Thailand aus den grossen Steinsalzlagern Soda und Pottasche für eine zentrale Glasfabrikation herstellen und interessiert sich für die entsprechende Technologie.

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

Gespräche fanden statt mit

Prof. Yongyoot Sujjavanich, Gesundheitsminister

Dr. Prakob Visalvej, Generalsekretär des Food and Drug
Committee

Dr. Pakdee Pothisiri (Pharmacist), Assistent

Prof. Yongyoot hat letztes Jahr übernommen und folgende Prioritäten festgelegt:

1. Ausbildung und Einsatz von Paramedizinern auf dem Land infolge Mangel an Aerzten (total 8000).
2. Besondere Massnahmen gegen Malaria, Lepra und Filaria. Diese tropischen Krankheiten haben sich wieder beängstigend verbreitet.
3. Adäquate Ernährung von Säuglingen und Kleinkindern.
4. Rehabilitation von Drogensüchtigen.

Versorgung mit Medikamenten

Der Gesamtmarkt soll sich auf Baht 4 Md. per annum belaufen, wovon die 'Government Pharmaceutical Organisation' für ca. Baht 500 Mio. an die Regierungsspitäler liefert. G.P.O. verfügt über eigene Fabrikation, mit der ursprünglichen Idee Haushaltmittel und einige einfache Wirksubstanzen herzustellen. Leider wurden in letzter Zeit mehr und mehr ethische Spezialitäten imitiert. Die Jahresproduktion betrage ca. Baht 200 Mio; eine Erweiterung der Kapazität sei z.Z. nicht möglich. Prof. Yongyoot unterstützt die Versorgung der Spitäler mit generics aus Preiserwägungen, ist sich aber bewusst, dass die Fazilitäten für eine zuverlässige Qualitätskontrolle beim G.P.O. limitiert sind.

Lokale pharmazeutische Fabrikation wird begrüsst, fällt jedoch in den Bereich der 'Board of Investments'. Prof. Yongyoot erklärt jedenfalls, dass in der nächsten Zukunft keine Zoll- und Steuererhöhungen auf importierte Medikamente vorgesehen seien.

Dr. Prakob versichert, der Zeitaufwand für die Registrierung neuer Produkte sollte sechs Monate nicht überschreiten, sofern

die Unterlagen vollständig eingereicht werden. Klinische Untersuchungen mit nicht registrierten Präparaten brauchen die Genehmigung des Food and Drug Committee. Der Prüfer muss auch ein Protokoll unterbreiten.

Follow-up

Ich empfehle, die Drs. Prakob und Pakdee durch die Interpharma für Besprechungen über das Registrierungsprocedere einzuladen und dafür auch die IKS beizuziehen.

'Ministry of Agriculture'

Dr. Sornuk Sriplang, Director of 'Agricultural Economics Division'.

Das Land ist geographisch in Korporationen aufgeteilt, die dem 'Ministry of Agriculture and Cooperative' unterstellt sind. In Bangkok werden landwirtschaftliche Projekte verhandelt und zugeteilt. Vorerst sollen Süden und Zentralregion entwickelt werden; Norden und Nordosten scheinen etwas zurückgestellt.

Agrochemikalien

Infolge Einsparung einer Pikieroperation in den Reisfeldern wächst auch mehr Unkraut, so dass der Bedarf an Herbiziden steigt. Einer lokalen Fabrikation solcher Chemikalien würden attraktive Privilegien eingeräumt.

Wieder versucht man Baumwolle anzupflanzen, trotz tiefen Preisen. Es gibt drei Versuchsstationen, wo auch verschiedenartige Insektizide geprüft werden.

- 4 -

Die Tierernährung ist mit ca. 20 Futtermittelmühlen gut versorgt. Die Viehzucht soll auf bessere Milchproduktion eingestellt werden.

ASSOCIATION OF CHEMICAL TRADERS

Umfasst 100 Mitgliedfirmen unter Vorsitz von:

Mr. Lersan Navarasuchitre, Präsident

Mr. Medha Leehangpai, Sekretär.

Allgemeines Interesse, mit Schweizer Produzenten in Verbindung zu treten und für Lokalfirmen direkte Kontakte zu vermitteln. Mehr und mehr soll auch die lokale Produktion durch 'joint ventures' gefördert werden.

MALAYSIA, 25. Februar - 4. März 1978

Auch hier ist die Regierung interessiert an Investitionen für lokale Fabrikation, die arbeitsintensiv und Export-orientiert ist; jedoch mit dem betonten Wunsch einer Bumiputra-Beteiligung (30 - 51 %). Trotzdem kann jeder Fall individuell verhandelt werden, wobei dann spätere Änderungen in der Kapitalstrukturierung in Kauf genommen werden müssen.

PHARMA

Leider konnten wir uns wegen Abwesenheiten einzig mit Herrn R. Kumara Singham unterhalten, Senior Superintending Chemist of Government Pharmaceutical Laboratory & Stores. Das neue Registrierungsreglement soll nächstens dem Parlament vorgelegt werden und voraussichtlich Ende Jahr in Kraft treten. Allerdings wird das pharmazeutische Labor erst in ca. 2 Jahren über notwendiges Personal und Einrichtungen verfügen, um Qualitätskontrollen effizient vorzunehmen. Die WHO soll dieses Projekt bestens unterstützen.

Z.Z. gibt es in Malaysia ca. 400 Apotheker, wovon 95 vom Gesundheitsministerium angestellt sind (G.M.S. und Spitäler). Mit jährlich ca. 50 Neugraduierten wird damit gerechnet, in etwa fünf Jahren die Selbstdispensation der Ärzte abzuschaffen.

Im letzten Jahr betrug der Gesamtverbrauch an Pharmazeutika ca. M\$ 90 Mio., wovon das G.M.S. mit M\$ 30 Mio. beteiligt ist, inkl. Rohmaterial an die Regierungsfabrik für die Herstellung von ca. 200 Produkten. An privater lokaler Konfektionierung soll das Ministry of Health nicht besonders interessiert sein. Dagegen pflegt Mr. B.C. Yeap, Chief Chemist, engen Kontakt zur WHO und unterstützt die Auswahl der 200 Standardprodukte. Er ist oft in

Genf; ich schlage vor, ihn bei einem solchen Anlass zu einer gemeinsamen Besprechung nach Basel einzuladen.

AGROCHEMIKALIEN

Besprechungen mit Datuk Ishak b. Pateh Akhir und sechs Mitarbeitern des 'Ministry of Agriculture'.

Interessant scheint eine nähere Zusammenarbeit mit dem 'Malayan Agricultural Research & Development Institute' (Director General: Dato Mohamed Tamin) zu sein. Diese Organisation verfügt über ausländische Spezialisten und Unterstützung der FAO.

Begrüsst würde ein besserer Ausbau der lokalen Düngemittelindustrie, wobei Stickstoff und Phosphat auch weiterhin importiert werden müssen, so dass es einzig um lokale Formulierung geht. In der Beilage ist Kopie eines Vortrages, der am FAO/FIAC-Seminar in Bangkok im letzten Februar gehalten wurde (The Fertilizer Situation in Malaysia).

Jährlich werden für ca. M\$ 600.000 - 800.000 Wurmmittel für die Hühnerzucht importiert. Lokale Fabrikation von Veterinärprodukten würde vom Agrikulturministerium ebenfalls unterstützt.

OSTMALAYSIA

Sabah und Sarawak sind wirtschaftlich weitgehend autonome Provinzen. Zeitlich bedingt konnte nur Sabah besucht werden, das 800.000 Einwohner hat und in fünf Regionen unterteilt ist. Wichtigste Exportprodukte 1976 waren:

- 7 -

Holz	M\$ 1.193 Mio.
Oel	" 584 "
Palmöl	" 113 "
Kopra	" 75 "
Koko	" 25 "

Koko-Anbau soll gefördert werden. Die Pflanzungen von z.Z. 50.000 acres sind in fünf Jahren auf 1 Mio. acres zu erweitern.

Der Chief Minister interessiert sich für folgende Zusammenarbeit:

1. Direkter Kontakt mit CH-Firmen
2. Technologie
3. Investitionen ('joint ventures').

TUARAN AGRICULTURE STATION

Direktor: Dr. Tay Eng Boek, Entomologist.

Von 17 wissenschaftlichen Experten arbeiten neun hier. Untersucht werden systematisch Erdproben für besten Nutzen und Düngung sowie entomologische Probleme. Die deutsche und japanische Industrie gibt Unterstützung mit Spezialisten (je 2-3 Jahre), Agrochemikalien und Dokumentation. Das Institut verfügt nur über ein Jahresbudget von M\$ 900.000. Da die Projekte unabhängig von Kuala Lumpur geplant und durchgeführt werden, ist eine direkte Zusammenarbeit mit, resp. Unterstützung von Schweizer Industrie und Institutionen erwünscht.

Die Regierung will der Landwirtschaft nahestehende Industrie auf der Insel Labuan entwickeln, und dafür ausländische Investitionen ermutigen. Vorläufig gibt es dort 16 kleine Unternehmen (wir besichtigten Sägerei, Palmöl-Extraktion, Shell).

Reynold soll sich an einer Aluminium-Anlage beteiligen (Ausnützung von Erdgas). Ein ähnlicher Projekt wurde in Sarawak von einer französischen Gruppe unterstützt. Bauxit soll aus Australien bezogen werden.

Die Infrastruktur (Strassen, Wasserzufuhr) ist erst in Aufbau. Die 20.000 Einwohnern liefern Arbeitskräfte, die Ausbildung ist jedoch zeitaufwendig (Tageslohn ca. M\$ 6).

Abschliessend für Sabah sei festzuhalten, dass Zustellung von einschlägiger Dokumentation und Unterstützung mit technischem Personal zu interessanten Geschäftsmöglichkeiten führen könnten.

LITERATUR

1. Economic Report, Ministry of Finance, Malaysia, 1977/1978
2. Malaysia - Your Profit Centre in Asia, 1977
3. Investment Guide for Malaysia, Citibank
4. Focus on Malaysia - Foreign Investor's Guide, Bank of America NT & SA, 1976
5. The 1978 Budget

SWISS ASEAN GOODWILL MISSION II - 20.2. - 4.3.1978

1. Observations préliminaires

L'aspect "goodwill" de cette mission démontre clairement l'intérêt que porte le Gouvernement Suisse (représenté par M. l'Ambassadeur Klaus Jacobi qui présidait la mission), ainsi que l'industrie, la Banque et le Commerce, aux pays visités et, dans ce cas, l'Asean en général comme vaste marché en phase de développement. De plus elle permet des contacts avec des membres importants des Gouvernements visités, avec nos représentations diplomatiques, ainsi qu'avec le commerce, l'industrie, la finance de la région.

Pour l'industrie horlogère, très bien connue en Thaïlande et en Malaisie, une telle mission n'a pas une utilité directe dans le sens d'une aide pour augmenter ses ventes ou sa part du marché contre son plus fort concurrent, le Japon. Le geste de "goodwill" démontré par la concession de crédits à long terme avec des taux d'intérêt favorables ne peut avoir de parallèle pour les biens de consommation tels que la montre. Rien ne peut malheureusement être fait pour compenser le cours du franc suisse; heureusement aussi le yen est une monnaie très forte!

Les accords de protection des investissements sont un des succès concrets des "Asean Goodwill Missions" et peuvent avoir une importance pour l'industrie horlogère suisse si elle devrait décider le transfert de production dans ces régions de bas coût de la main d'oeuvre.

Les informations que j'ai reçues sur ces marchés avant mon départ par la FH et les Services Marketing SSIH m'ont démontré que si l'industrie horlogère est la mieux connue des industries suisses en Asie sud orientale, ces marchés horlogers sont aussi connus en Suisse dans tous les détails. Mes observations à ce sujet seront donc très limitées. De plus la Thaïlande et la Malaisie sont, pour nos produits, très fortement sous le rayonnement de Singapour et un peu moins de Hong Kong. Toutefois il serait une erreur de ne pas soigner aussi les représentations directes dans ces deux pays.

2. Thaïlande

A deux ou trois occasions lors de discussions générales de la délégation avec des Autorités thaïlandaises, j'ai souligné le fait que dans les échanges commerciaux entre la Thaïlande et la Suisse il existe une situation unique: la Suisse, le plus grand exportateur de montres et mouvements, a importé de la Thaïlande

(selon les statistiques 1976) plus de produits horlogers (fr. 4.1. mio.) qu'elle en exporte en Thaïlande (fr. 1.5 mio.)! Cette constatation ne semble pas être utile pour demander la réduction du droit de douane de 40% qui cause plus de dommage aux montres suisses qu'aux montres japonaises. M. l'Ambassadeur Andres n'a pas jugé le moment opportun pour soulever cette question. Je crois qu'il faudra insister, vu l'importance que la Thaïlande donne au tourisme. Les montres ne sont pas considérées comme produits de luxe dont on veut empêcher l'entrée. J'aurais désiré discuter cette question avec M. K.A. Müller, Delegate for Thaïlande de la FH, rencontré à l'Ambassade; malheureusement cette discussion n'a pu avoir lieu vu l'emploi du temps.

Les fabriques suivantes ont été visitées:

Cosmo Dial Mfg Co. Ltd (Mr. Chairod Mahadumrongkul), important fabricant de cadrans, boîtes et écrins;

Progress Watch Co. Ltd (M. Claude P.M. Meyer) - petite et récente fabrique de boîtes.

3. Malaisie

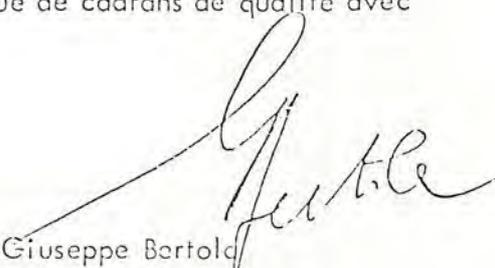
J'ai été invité à déjeuner à Kuala Lumpur par M. Dato Wong Siong Chee avec d'autres membres d'une "Watchdealers Association". Ils préparent pour le 23-26 juillet un "Asian Watch Seminar (comme il y a 2 ans à Hong Kong et il y a 4 ans à Taiwan). Les informations reçues en Suisse sur les tarifs douaniers pour les montres étaient divergentes: je peux préciser qu'ils sont actuellement de 10% import duty; 5% sales tax; 5% surtax (au total 20.75%).

Les visites avec la Mission aux zones industrielles ("Free-Trade Zones") de Penang et de Kuala Lumpur (Sungei Way) ainsi que les discussions avec FIDA (Federal Industrial Development Authority) nous ont confirmé l'appui donné par le Gouvernement à des implantations industrielles. A Penang quelques-unes des plus importantes entreprises en électronique et en mécanique de précision des USA, du Japon et de l'Europe sont représentées.

A Kuala Lumpur nous avons visité:

Motorola;

Precima SND BHD (M. Jeanneret), fabrique de cadrans de qualité avec majorité suisse.


Giuseppe Bertola
Président SSIH

NAHRUNGSMITTELINDUSTRIE

SWISS ASEAN GOODWILL MISSION - II. TEILThailand und Malaysia - 30.2. bis 4.3.78ALLGEMEINES

Für die Nahrungsmittelindustrie sind die ASEAN Länder immer noch von Interesse. Allerdings sind diese Länder heute nicht so sehr am Import von Nahrungsmitteln, sondern an der lokalen Fabrikation und am Ausfuhr derselben interessiert. Das ist auch ein Grund dafür, dass der schon lang geplante ASEAN "Common Market" immer nur noch ein gutes Gesprächsthema ist, dessen Verwirklichung aber aus verschiedenen Gründen noch ein bis zwei Jahrzehnte auf sich warten lassen wird.

Der Grund dazu ist in einem noch nicht ganz überwundenen Misstrauen gegeneinander zu finden wie auch in wirtschaftlicher Realität. Mit Ausnahme von Singapore leiden alle Staaten unter den gleichen Problemen: rascher Bevölkerungszuwachs, Arbeitslosigkeit usw. und dazu kommt noch, dass die 4 Grossen von ASEAN mehr oder weniger die gleichen Rohmaterialien produzieren und somit auf dem internationalen Markt Konkurrenten sind. Somit werden Zollbarrieren gebaut, um die einheimischen Industrien vor zu grosser Konkurrenz von Aussen zu schützen oder Importeure dazu zu bringen, die bisher importierte Ware lokal zu fabrizieren um Arbeitsplätze zu schaffen und Devisen zu sparen.

Ein weiteres Hindernis zur Gründung eines "Common Marktes" ist das Transportwesen. Die Seefrachten zwischen den Häfen der ASEAN Ländern sind fast eben so hoch wie diejenigen zwischen den ASEAN Ländern und Europa oder Australien.

Trotzdem sind die ASEAN Länder, mit einem fruchtbaren tropischen Klima, ihrem 2 mio. km² Land und 206 mio. Menschen eine Region der Zukunft, die die Nahrungsmittelindustrie nicht ignorieren darf.

Thailand

Vom Ernährungsstandpunkt aus gesehen gibt es in Thailand ein Unterernährungsproblem in den Landgegenden, das hauptsächlich von einseitiger Diät stammt, die arm an Proteinen ist. Man versucht mit "Schoolfeeding Programmes" nachzuhelfen, aber die Mittel, die der Regierung zur Verfügung stehen, reichen bei weitem nicht für ein richtig effektives Programm. Thailand, wie ja alle Entwicklungsländer, wäre an einem billigen proteinreichen Nahrungsmittel sehr interessiert.

Die Nahrungsmittelindustrie in Thailand zählt heute über 170 Unternehmen, die alle Branchen der Industrie umfassen. Trotzdem war Interesse vorhanden seitens der Behörden für die Konstruktion neuer Fabriken zur Verarbeitung von Agrikulturprodukten, so wie zum Beispiel Ananas, Palmöl, Gemüse und tropische Früchte.

Fabrikanten können Land für den Eigenanbau mieten für eine bestimmte Zeit, aber die Regierung zieht es vor, wenn mit den landw. Kooperativen zusammengearbeitet wird. Interesse wurde auch erwähnt für den Export von Tapioca für Tierfutterherstellung oder zur Herstellung von Sago.

Die Regierung ist auch interessiert, die Produktion von frischer Milch zu fördern, ist aber eher skeptisch über die Erfolgsmöglichkeiten. Soya wird angepflanzt aber die Ernte reicht noch nicht zur Deckung des Eigenbedarfs. Schliesslich will Thailand im Kaffee mehr aktiv werden und den Anbau von Kakao fördern.

Trauben wachsen in Thailand schon seit Jahren und wenn jemand ein thailändischer "Winzer" werden will, ist er sicher auch willkommen.

Wenn sich jemand für ein Joint-Venture in Thailand interessiert und einen Thai-Partner oder Geld braucht, möchte ich empfehlen, sich mit Mr. Warea Bhongsvey, Director, The Industrial Finance Corporation of Thailand, 1770 New Petchburi Rd., Bangkok 10, in Verbindung zu setzen.

Malaysia

Mit 12 mio. Einwohnern, aber einem per caput GNP, das mehr als 2 Mal so gross ist wie dasjenige von Thailand, ist Malaysia eines der reichen ASEAN Ländern. Es ist der grösste Exporteur von Latex (Gummi), Palmöl und Zinn der Welt. Es produziert heute 200.000 Barrels Oel pro Tag, fast doppelt so viel wie es für den Eigenbedarf braucht. Seine Reserven an Natural Gas sind enorm.

Trotz diesem Reichtum gibt die durchschnittliche Familie noch ca. 50 % ihres Einkommens für Nahrungsmittel aus. Der Reis ist auch hier, wie in Thailand, das Hauptnahrungsmittel. Das Land kann seinen Bedarf nur zu 90 % von eigenem Anbau decken. Die restlichen 10 % werden von Thailand, eventuell auch Burma geliefert. Eine frühzeitige Diversifikation der Agrikultur ins Palmöl hat grossen Erfolg gehabt und heute ist Malaysia daran interessiert auch im Kakao bald ein ernsthaftes Wort mitzureden. In 4 bis 5 Jahren wird Malaysia schon 30.000 t pro Jahr ernten können und diese Zahl könnte sich in weiteren 5 Jahren wieder verdoppeln. Kaffee genügt kaum zum Eigenbedarf, jedoch in Tee ist das Land ein Exporteur. Pfeffer ist das grosse Produkt in Sarawak (Ost-Malaysia), wo 25.000 Tonnen schwarzer und 10.000 Tonnen weisser Pfeffer produziert werden.

Die Nahrungsmittelindustrie hat sich auch in Malaysia schon recht gut entwickelt, wie die folgenden Zahlen zeigen:

Bakeries + Biscuits	-	11	Unternehmen
Chocolate + Confectionary	-	11	"
Canned + Preserved Meats	-	10	"
Canned + Pres. Fruits + Veg.	-	17	"
Fruit Jams + Preserves	-	8	"
Canned + Preserved Seafoods	-	6	"
Frozen Marine Products	-	7	"
Dairy Products	-	7	"
Edible Oils	-	15	"
Soft Drinks + Beverages	-	17	"

Malaysia sieht auch gerne die Realisierung von Joint Ventures in der Nahrungsmittelindustrie und zwar nicht nur in der Verarbeitung von Rohmaterialien, sondern auch im Anbau und der Viehzucht.

Interessenten mögen sich an die Federal Industrial Development Authority wenden, die für alle Investitionsfragen zuständig ist.

In beiden Ländern ist die Schweizerische Botschaft gerne bereit, bei der Kontaktnahme behilflich zu sein.

Auch Malaysia ist mehr am Export als am Import interessiert. Eine Firma, die Palmöl produziert, hat mit mir Kontakt aufgenommen. In der Beilage finden Sie den Brief von I.M.C. (Malaysia) Sdn. Bld., 5th floor, Wisma DISC, Jalan Canlay, Kuala Lumpur 04-09, sowie die technischen Daten der Produkte, die die Firma in die Schweiz exportieren möchte. Ich möchte Interessenten bitten, direkt mit der Firma in Verbindung zu treten.

Zum Schluss möchte ich dem Missionsleiter, Botschafter Dr. Jacobi sowie den Herren Botschaftern und ihren Mitarbeitern in Thailand und Malaysia danken für die Organisation dieser Mission.

S. Senn
Sr. Vice Pres.
Nestlé S.A.

S. Senn
16.3.78
SS/rw

Swiss-Asean Goodwill Mission IIThailand/Malaysia 20. Februar - 4. März 19781) Thailand

Alle thailändischen Stellen, sowohl die Vertreter der Regierung als auch der Privatindustrie, haben die "Mischkreditofferte" von Sfr. 51 Mio. zwar als freundliche Geste der Swiss Asean Goodwill Mission verdankt, hatten aber offensichtlich grösste Mühe, den tieferen Sinn der Offerte und namentlich deren technische Abwicklung zu verstehen. So wurde u.a. am gebundenen Charakter des Kredites Anstoss genommen, was wohl darauf zurückzuführen ist, dass andere europäische Staaten sehr grosszügige und ungebundene Kreditzusagen machten. Mr. Kraisri, technischer Berater vom Finanzministerium, liess sich in der Detailberatung nur schwer von den von uns wiederholt vorgebrachten Argumenten überzeugen, sagte er doch gegen Ende der Besprechung: "In fact, this credit is to help Swiss industry to export their products", womit er eigentlich ins schwarze traf. Herr Botschafter Jacobi übergab ihm zwecks Studium Entwürfe über die verschiedenen Vereinbarungen, die vorgängig der Kreditaufnahme durch die interessierten Stellen zu unterzeichnen wären. Kraisri versprach, unseren Vorschlag zu prüfen und zu berichten. Natürlich war der in jener Woche eingetretene Sturz des US\$ von 1.91 auf 1.77 pro Franken ein weiteres Hindernis zur freudigen und dankbaren Entgegennahme eines auf Franken lautenden Kredites. Im übrigen befasst sich das Finanzministerium zurzeit mit Ideen wie Tiefsee-hafen, Vergrösserung oder gänzliche Verlegung des Flugplatzes Bangkok u.ä., alles Projekte von einer Grössenordnung, die den von uns offerierten Kredit beinahe zu einem "Kleinkredit" werden lassen.

Diese Erfahrungen und das technisch doch eher komplizierte Prozedere, ferner die oben erwähnten Entwürfe, sollten zur Ueberlegung führen, ob es nicht einen einfacheren Weg gäbe, der es Bern und den kreditgebenden Banken als "joint lenders" und dem kreditnehmenden Staat "on behalf of himself and private enterprises" erlauben könnte, ein einziges Dokument zu unterzeichnen, das gleichzeitig Kreditofferte und Garantieabkommen beinhaltet.

So wie die Sache heute aufgezogen ist, scheint es mir fragwürdig, ob Mischkredite wie der obige zum Spielen kommen können und die Gegenpartei gewillt ist, entsprechende Verträge zu unterzeichnen.

2) Malaysia

Im Gegensatz zu Thailand zeigt sich hier sofort Bereitschaft, über den von den drei Grossbanken (ohne Anteil Eidgenossenschaft) offerierten Kredit positiv zu verhandeln. In den wesentlichen Gesprächen mit der Zentralbank wie auch dem Finanzministerium wurde unserer Offerte grösstes Interesse entgegengebracht. Man darf somit annehmen, dass nach Studium der Details der definitiven Errichtung des Kredites nichts mehr im Wege stehen sollte. Natürlich hat die Unterzeichnung des Investitionsabkommens, die während unseres Aufenthaltes in Kuala Lumpur erfolgte, ihren Teil dazu beigetragen.

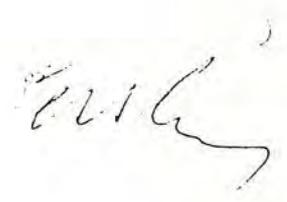
Auch hier wäre in Zukunft zu prüfen, ob solche Kredite noch in einer etwas vereinfachten Form aufgezogen werden könnten. Wir sprechen zum Beispiel im Gegensatz zu den früheren Rahmenkrediten nun von Transferkrediten, wobei das Wort "Transfer" im Grunde genommen störend wirkt. Besser wäre kurzerhand von einem "Kredit" zu sprechen.

Die Eigenständigkeit der Provinzen, wie zum Beispiel Sabah, zeigt im übrigen, dass die Benützung des Kredites, die über das Federal Government in Kuala Lumpur zu erfolgen hat, möglicherweise den Ostprovinzen Schwierigkeiten machen könnte. Das wird aber erst die Praxis zeigen.

Wir erwarten eine Antwort auf die Kreditofferte noch vor Ende dieses Monats. Ich habe Herrn GD Dr. Lütolf vom SBV (Federführung) über die günstigen Aussichten für diesen Kredit persönlich orientiert.

8. März 1978

F/el



SWISS-ASEAN GOODWILL MISSION II

Die ASEAN-Länder waren das Ziel zweier Goodwill-Missions, welche das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement unter Leitung von Herrn Botschafter K. Jacobi und unter Beizug von Teilnehmern aus der Privatwirtschaft im vergangenen Winter durchgeführt hat. Der Unterzeichnende hat als Vertreter der Engineering-Firmen im Auftrage der Union de Sociétés Suisses d'Ingénieurs-Conseils (USSI) vom 20.2. bis zum 4.3.1978 an der ASEAN Goodwill Mission II teilgenommen; deren Ziel waren die Länder Thailand und Malaysia.

Grundsätzliches

Der Unterzeichnende ist der Auffassung, dass die Handelsbeziehungen der Schweiz zu den fernöstlichen Ländern und insbesondere zu den ASEAN-Ländern ausbaufähig sind und in Zukunft zunehmende Bedeutung erhalten werden. Die Gesamtbevölkerung der über ein gutes Klima und reichliche Bodenschätze verfügenden ASEAN-Länder beträgt über 200 Millionen Menschen, sodass sich mit steigendem Wohlstand mittelfristig bedeutende Märkte entwickeln werden. Besonders im Hinblick auf die vorliegenden ehrgeizigen Entwicklungspläne werden sich auch für Engineering-Firmen Einsatzmöglichkeiten bieten.

Thailand

Thailand befindet sich in einer exponierten, aber z.Zt. wohl nicht unmittelbar gefährdeten Lage. Immerhin bestehen gewisse Spannungen an der laotischen Grenze, und an der Grenze gegen Kambodscha kommen fortgesetzt Grenzzwischenfälle und Uebergriffe der Khmer vor.

Die Regierung bemüht sich um die Regelung der Beziehungen zu den östlichen Nachbarn und steuert einen vorsichtigen neutralen Kurs.

Ethnische Spannungen, wie in Malaysia, bestehen nicht. Andererseits stellt das Flüchtlingsproblem der Regierung schwierige innen- und aussenpolitische Aufgaben.

Wesentlich zur politischen Stabilität trägt das Königshaus bei; es erfreut sich grossen Respekts.

Die berühmte Dominotheorie, die für den Fall eines kommunistischen Sieges in Vietnam in rascher Folge auch einen Uebergang der übrigen Länder auf dem indonesischen Subkontinent ins kommunistische Lager vorhersah, hat sich weder für Thailand noch für Malaysia bewahrheitet.

Der Reichtum des Landes, sein Status als "the rice-bowl of Asia" wird demjenigen eindrücklich klar, der von Bangkok nach dem Norden des Landes fliegt: Er fliegt in zwei Stunden über eine Ebene, in welcher sich von Horizont zu Horizont, ohne den kleinsten Unterbruch, Reisfelder und andere bebaute und raffiniert bewässerte Flächen erstrecken. Enttäuschungen hat die ungewöhnliche Trockenheit des letzten Jahres gebracht. Probleme bringen die viel diskutierten und nie verwirklichten Landreformen.

Nach Oel und Gas wird im Golf von Bangkok intensiv gebohrt, nicht ohne Erfolg. Ein wesentlicher Teil der Förderung soll zunächst in einem thermischen Kraftwerk verwendet werden und sukzessive auch der Versorgung von Haushalt und Gewerbe in der Grossstadtregion Bangkok und später dem Aufbau einer petrochemischen Industrie dienen.

Aussichten bestehen für beratende Ingenieure in Thailand vor allem im Gebiet der Infrastruktur, d.h. im Gebiet der Energieerzeugung und -verteilung, im Verkehrsgebiet, aber auch im Gebiet Wasserversorgung und Abwassersysteme sowie beim Aufbau der Systeme zur Nutzung der Oel- und Gasvorkommen.

Das seit Jahren in Diskussion befindliche Projekt eines Kernkraftwerkes ist wieder einmal neu "auf's Eis gelegt" worden, weil es in die Programme der derzeit regierenden Uebergangsregierung nicht hineinpasst.

Die gesamte internationale Konkurrenz der Engineering-Firmen ist in Thailand präsent.

Malaysia

Malaysia steht unter einer stabilen Regierung, deren Ziel darin besteht,

- aussenpolitisch eine blockfreie Politik zu verfolgen, die insbesondere auch mit Rot-China und Vietnam ein entsprechendes Verhältnis anstrebt;
- innenpolitisch eine Verstärkung des politischen und besonders des wirtschaftlichen Einflusses der Malayen gegenüber den Chinesen zu fördern;
- wirtschaftspolitisch einen weiteren Anstieg des Einkommens anzustreben, um weiterhin in bezug auf das "Pro-Kopf-Einkommen" an der Spitze der Länder zu stehen.

Die ausgesprochene Bevorzugung der malayischen Bevölkerungsteile ist nicht unumstritten, denn sie könnte zu gefährlichen Spannungen zwischen den ethnischen Gruppen führen. Die Bevorzugung der Malayen bezweckt, diesen grossen, aber relativ armen und wirtschaftlich wenig einflussreichen Bevölkerungsteil systematisch vermehrt am Wohlstand und am wirtschaftlichen Entscheidungsprozess teilnehmen zu lassen, um ihn dadurch gegenüber politischen Einflüssen von links abzuschirmen. Ob die dadurch zusätzlich entstehenden Spannungen zwischen Chinesen und Malayen nicht auch wieder destabilisierend und damit kontraproduktiv wirken, bleibt abzuwarten.

Das wirtschaftliche Potential des Landes ist erheblich; wichtige Erzeugnisse sind Reis, Kautschuk, Palmöl, Holz und Mineralien (Zinn, Eisen, Bauxit). In Zeiten günstiger Rohstoffpreise entstehen erhebliche Zahlungsbilanzüberschüsse. Die Oel- und Erdgasfunde vor der Ostküste West-Malaysias und in Ostmalaysia sind jedenfalls so erheblich, dass Malaysia sich selbst versorgen kann; à la longue wird auch der Oelexport die Zahlungsbilanz stärken.

Unsicherheit entsteht durch die starke Unabhängigkeitstendenz der allerdings noch ziemlich unentwickelten ostmalayischen Provinzen Sarawak und Sabah. Die dortigen Oelvorkommen könnten deren Unabhängigkeitstendenz fördern.

Die Ansiedlung von ausländischer Industrie wird, auch durch die Schaffung von Freihandelszonen, gefördert, soweit lokale Arbeitskräfte verwendet oder lokale Rohstoffe ausgenützt werden.

Der verhältnismässig hohe Wohlstand des Landes gestattet den Aufbau einer Infrastruktur. Aussichten bestehen für beratende Ingenieure auf dem Gebiet der Energieerzeugung, insbesondere beim Bau thermischer oder hydraulischer Kraftwerke. Auch ist an die Uebernahme von Aufträgen auf dem Gebiet von Verkehrsanlagen zu denken (Strassenbau, Modernisierung der Malaysian Railways). Spezialfirmen können im Bergbau tätig werden.

Grundsätzlich ist festzustellen, dass die Spuren der langjährigen britischen Verwaltung deutlich sichtbar sind - auch spürbar in einer sehr starken Stellung britischer Consultants. Daneben sind Consultants aus den Commonwealth-Ländern Australien und Neuseeland und aus vielen anderen Ländern tätig.

Eine wesentliche Rolle spielt die Economic-Planning Unit (EPU), eine dem Ministerpräsidenten zugeordnete Stabsstelle, welche über alle wesentlichen Investitionsvorhaben mitentscheidet und eine wichtige Rolle bei der Erstellung der Fünfjahrespläne spielt.

Aussichten für Schweizerische Beratende Ingenieure

Die Aussichten für Schweizerische Beratende Ingenieure sind prinzipiell positiv; erschwerend wirken aber u.a.:

- die scharfe internationale Konkurrenz,
- die beschränkten Mittel an Devisen, die den verschiedenen Ländern zur Verfügung stehen,
- die Bevorzugung der Vergabe von Aufträgen an währungsschwache Länder,
- die häufig ungewohnten Vergabesysteme,
- die zögernde Entscheidungsfindung,
- die hohen Akquisitionskosten,
- die fehlende Vertrautheit mit den lokalen Gegebenheiten.

Ich bin der Auffassung, dass nur solche Engineering-Firmen Erfolg haben werden, welche die Mühe und die Kosten jahrelanger, geduldiger Akquisitionsarbeit nicht scheuen. Vor unrealistischen Hoffnungen möchte ich warnen.

Das Vorstehende gilt nicht nur für Thailand und Malaysia, sondern für alle ASEAN-Länder.

Dr. H. Albers



Stampfenbachstrasse 85 Telex 53 111 osec ch
 CH-8035 Zürich Telegramme Exportofis
 r 01/602250 PC 80-4299

Schweizerische Zentrale für Handelsförderung
 Office suisse d'expansion commerciale
 Zürich und Lausanne

Swiss-ASEAN Goodwill Mission 1977/78 (II. Etappe)

Thailand und Malaysia

II. Etappe, 19. Februar - 4. März 1978

Branchenbericht der
 Schweizerischen Transit- und Welthandelsfirmen

In allen Gesprächen, welche die schweizerische Delegation, sowohl in Thailand, wie in Malaysia hatte, wurde auf die bedeutende und, wie festgestellt werden konnte, noch zu wenig bekannte Rolle der schweizerischen Transit- und Welthandelsfirmen hingewiesen. Insbesondere wurde erwähnt, dass die aus der Aussenhandelsstatistik hervorgehende passive Handelsbilanz von Thailand und Malaysia gegenüber der Schweiz weitgehend ausgeglichen werde, durch die wertmässig bedeutenden Einkäufe schweizerischer Transit- und Welthandelsfirmen, zwecks Lieferung nach Drittländern. Schweizerische Transit- und Welthandelsfirmen könnten mit ihrem weltweiten Netz von Marketing-Spezialisten einen wesentlichen Beitrag zur Förderung und Diversifizierung der Exporte aus Thailand und Malaysia leisten. Dies treffe nicht nur auf die traditionellen Erzeugnisse der beiden Länder zu, sondern auch auf die neueren Produkte, ebenfalls auf Produkte, für welche westliche Märkte schwer zugänglich seien.

Dank ihrer jahrzehntelangen Tätigkeit in praktisch allen Erdteilen, insbesondere jedoch in den Entwicklungsländern, sei es den schweizerischen Transit- und Welthandelsfirmen gelungen, einen einmaligen Erfahrungsschatz auf dem Gebiet des Exportes und des internationalen Marketings zu erwerben. Dieser Erfahrungsschatz könne den Exporteuren aus Thailand und Malaysia zugute kommen und ihnen ermöglichen, auf den Weltmärkten Fuss zu fassen.

16. März 1978
 D/ML-es

PressemitteilungSchweizerische Wirtschaftsmission nach Malaysia
und Thailand

Eine schweizerische Wirtschaftsdelegation wird sich vom 20. Februar bis 4. März 1978 zu Goodwill-Besuchen nach den ASEAN-Staaten Malaysia und Thailand begeben. Es handelt sich um die Fortsetzung der im November 1977 mit dem Besuch der drei anderen ASEAN-Staaten Indonesien, Philippinen und Singapur eingeleiteten Bemühungen um eine Vertiefung der Beziehungen der Schweiz zur ASEAN als regionaler Wirtschaftsvereinigung und zu ihren einzelnen Mitgliedländern. Die Delegation wird vor allem mit Regierungsmitgliedern und Vertretern der Wirtschaftsverbände Möglichkeiten zur langfristigen Ausweitung und Verstärkung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen erörtern. Das Potential zum Ausbau des Warenverkehrs kommt auch in der jüngsten Entwicklung des Güterausstausches mit den beiden zu besuchenden Ländern zum Ausdruck. 1977 nahm der Warenverkehr zwischen der Schweiz und Malaysia gegenüber dem Vorjahr um 55 % zu, während der Zuwachs im Handel mit Thailand im gleichen Zeitraum 29 % betrug.

Die schweizerische Delegation steht unter der Leitung von Botschafter Klaus Jacobi, Delegiertem des Bundesrates für Handelsverträge und schweizerischem Gouverneur bei der Asiatischen Entwicklungsbank. Es gehören ihr Vertreter des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung und verschiedener Wirtschaftsverbände an.

EIDG. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Information

Entwicklung und Struktur des schweizerischen Handels mit
Malaysia und Thailand

- <u>Malaysia</u> (in Mio Fr.)	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	
- Export	47,9	35,6	28,5	43,3	(+ 52 %)
- Import	18,6	16,3	21,0	33,4	(+ 59 %)
- Saldo	+ 29,3	+ 19,3	+ 7,5	+ 9,9	
	=====	=====	=====	=====	

Wichtigste Exportgüter: Maschinen + Apparate 35 %,
Chemie + Pharma 17 %, optische +
feinmechanische Geräte 9 %, Uhren 7 %.

Wichtigste Importgüter: Kautschuk 23 %, Rohzinn 14 %,
tropisches Holz 10 %, Speiseöl 10 %.

- <u>Thailand</u> (in Mio Fr.)	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	
- Export	76,9	83,9	59,5	77,5	(+ 30 %)
- Import	50,5	39,6	47,3	60,2	(+ 27 %)
- Saldo	+ 26,4	+ 44,3	+ 12,2	+ 17,3	
	=====	=====	=====	=====	

Wichtigste Exportgüter: Chemie + Pharma 41 %, Maschinen +
Apparate 33 %, optische + feinmechanische
Geräte 4 %, Uhren 3 %.

Wichtigste Importgüter: Edelsteine + -metalle 61 %, Rohzinn 6 %,
Schnittholz 4 %, Zifferblätter 3 %.

PressemitteilungSchweizerische Wirtschaftsmission nach Malaysia und Thailand

Vom 20. Februar bis 4. März 1978 hielt sich eine schweizerische Wirtschaftsdelegation unter der Leitung von Botschafter Klaus Jacobi, Delegiertem des Bundesrates für Handelsverträge und schweizerischem Gouverneur bei der Asiatischen Entwicklungsbank, in den ASEAN-Staaten Thailand und Malaysia auf. Der Delegation gehörten Vertreter des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung sowie verschiedener Industriezweige an. Die Mission stellte eine Fortsetzung der Besuche dar, die im November 1977 den drei andern ASEAN-Staaten Indonesien, Philippinen und Singapur abgestattet worden waren. Der Delegation wurde namentlich Gelegenheit geboten, in den besuchten Ländern im Gespräch mit den für die Gestaltung und Verwirklichung der Wirtschafts- und Investitionspolitik verantwortlichen Ministern Möglichkeiten zur langfristigen Verstärkung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen zu erörtern.

Die schweizerische Delegation stellte in den beiden besuchten Ländern ein betontes Interesse an der Diversifizierung der bilateralen Wirtschaftsbeziehungen fest. In diesem Zusammenhang kam insbesondere der Wunsch zum Ausdruck, die Kontakte zur schweizerischen Wirtschaft zu verstärken. Als besonders wünschenswert wurden vermehrte schweizerische Direktinvestitionen bezeichnet, da sie den Technologietransfer in die Zielländer der Investitionen anregen. Eine wichtige Voraussetzung für die Steigerung der schweizerischen Exporte besteht darin, dass diese Länder ihrerseits den freien Zugang zum schweizerischen Markt besitzen. Zudem können die schweizerischen Transit- und Welt-handelsfirmen über ihr ausgedehntes Vertriebsnetz den lokalen Industrien den Zugang zum Weltmarkt erleichtern.

- 2 -

In Thailand wurden namentlich Gespräche geführt mit dem stellvertretenden Premierminister Sunthorn Hongladarom, Finanzminister Suphat Sutatum, Zentralbankgouverneur Snoh Unakul sowie Vertretern verschiedener Fachministerien.

In Malaysia traf die Delegation mit dem stellvertretenden Premierminister Dr. Mahathir Mohamad zusammen. Daneben liess sie sich von verschiedenen Ministerien sowie den Elektrizitäts-, Fernmelde- und Eisenbahnverwaltungen über die Entwicklungsprogramme und Investitionspläne orientieren.

Den Regierungen von Malaysia und Thailand wurden Kreditofferten von je 51 Millionen Franken unterbreitet. Während die Mittel zur Finanzierung des Darlehens an Malaysia vollumfänglich von einem Bankenkonsortium bereitgestellt werden, besteht der Thailand offerierte Kredit aus einer Bundestranche von 12,75 Millionen Franken und einem Bankenanteil von 38,25 Millionen Franken. Beide Kredite werden zum Ankauf schweizerischer Investitionsgüter und Dienstleistungen bereitgestellt.

Die Gespräche haben den Eindruck bestätigt, wonach die schweizerische Privatwirtschaft mit einer verstärkten Beratungs- und Verkaufstätigkeit in den ASEAN-Staaten ihre Präsenz auf diesen aufstrebenden Märkten noch vertiefen kann. Die Bedeutung der ASEAN-Gruppe als Wirtschaftspartner der Schweiz geht denn auch daraus hervor, dass die Zuwachsrate unseres Aussenhandels mit diesem Raum im Jahre 1977 doppelt so gross war wie diejenige unseres Gesamtaussenhandels.

EIDG. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Information

7.3.78

"Bangkok Post"

February 21, 1978

Switzerland will offer Thailand a B500m loan

SWITZERLAND will offer a long-term, low interest credit of 500 million baht to Thailand during the meeting between representatives of the ASEAN Goodwill Mission and Thai government officials, Ambassador Klaus Jacobi, delegate of the Swiss Federal Council for Trade Agreements said yesterday.

Ambassador Jacobi is leading a goodwill mission team from Switzerland to visit Thailand as part of their tour of the ASEAN countries to promote mutual economic relations.

The delegation is composed of representatives of the Swiss Federation of Commerce and Industry, Swiss Office for the Development of Trade, and private representatives of industries such as machinery, chemicals, watches, food, banking and consulting engineering.

They are expected to hold a meeting with top officials of the Bank of Thailand, Board of Trade, Board of Investment, Tourist Organisation of Thailand, and the Industrial Finance Corporation of Thailand.

Commenting further about the credit, Amba-

sador Jacobi stated that it would be extended to Thailand for the import of investment goods. The credit will probably carry an interest rate of four to five per cent per annum with a repayment period of 12 to 15 years, he added. He further stated that the credits would be given both to the government and the private sectors. "It will be entirely up to the Thai Government to channel the credit," he said.

TRADE

Ambassador Jacobi stated that the main concern for the visit of Swiss delegates was to promote mutual trade between the two countries. He urged Thai businessmen to study the Swiss market because

there was easy access to it provided that the quality of Thai products was right. "Thai exporters should look more into the export of tropical fruits and flowers to Switzerland since the Swiss have high purchasing power," he said.

Switzerland is also a good export market for Thailand because the country gives tax exemption and no quota restrictions on imports of many products except for textile products and leather shoes which carry a 50 per cent reduction in import tax, Ambassador Jacobi stated. He also noted that Switzerland had sophisticated value-added industries and would import processed raw materials rather than raw materials in general.

In reporting the trade volume between Thailand and Switzerland in 1977, Ambassador Jacobi stated that Switzerland's exports to Thailand were about 775 million baht while imports from Thailand were around 602 million baht. However, he mentioned that the slight trade deficit Thailand had with Switzerland last year could be discounted by the number of tourists visiting Thailand.

He further stated that the growth rate of mutual trade was considerable during the past year. Exports to Thailand last year increased by 30 per cent from 1976 while imports also rose by about 27 per cent. Also, Switzerland's exports to ASEAN countries as a whole have increased by 27 per cent while imports also jumped by 29 per cent.

Ambassador Jacobi stated that Switzerland's rate of growth of trade with the ASEAN has been greater than her average rate of growth. Switzerland's exports last year increased by only 14 per cent on average while imports increased by 17 per cent, he said.

THE NATION REVIEW. February 24, 1978. p. 7

Establishment of Swiss-Thai trade agreement urged

Switzerland has urged Thailand to establish a trade agreement as soon as possible during an official visit of Swiss-ASEAN Goodwill Mission to Deputy Commerce Minister Prok Amranand yesterday.

The Swiss-ASEAN mission led by Ambassador Klaus Jacobi told Prok that the establishment of the trade agreement would fruitfully improve trade relations between the two countries.

Despite the exchange of views on trade and economy, Prok also asked Switzerland to import more of tapioca products due to Switzerland's huge industry of dairies.

Leaders of the two countries also discussed about investment opportunities in Thailand and steps to trash out existing obstacles.

It was expected that Thailand would be able to solve its trade deficit with Switzerland following an establishment of a trade agreement. Thailand last year had deficit of about 170 million baht.

Thailand's main exports are jewelleries, resin, plastic products, parts of watches and clocks while its main imports included machines and factories' equipments, chemicals, watches and clocks,

dairies products and medicine.

So far, Thailand has set up a trade agreement with 14 countries including four socialist countries namely the Soviet Union, Bulgaria, Romania and Vietnam.

The Foreign Ministry is wrapping up trade agreement to be made with various countries which have a strong business with Thailand and also those which are potential markets for domestic products. Seven countries which are pending trade agreement include, Switzerland, Australia, New Zealand, Hungary and Poland.

Switzerland seeks Thai investment agreement

SWITZERLAND wants to make a reciprocal investment promotion and protection agreement with Thailand in order to provide better security and confidence for investors, Ambassador Klaus Jacobi, head of the Swiss ASEAN Goodwill Mission said yesterday.

The mission was visiting Thailand as part of their ASEAN tour to promote mutual economic relations. They have met a number of top officials government and discussed a wide range of economic issues and trade matters.

During a Press conference, Mr Jacobi further pointed out that Switzerland has already made investment agreements with 32 developing countries around the world including Malaysia, Singapore, Indonesia and South Korea.

"We are interested in investing abroad and know that Thailand has always been in favour of private investment. But Swiss investors want to be sure that certain conditions will not worsen in the future after the investment is made. Security is the most important element and investors do not want to see a change in legislation which will give a retroactive result after they commit in their investment," Mr Jacobi

stressed.

Moving further to discuss trade issues, Ambassador Jacobi stated that local exporters must look more closely into Swiss markets for possible expansion of exports. He further commented that the mission has held extensive talks with Thai government officials on drafting of a bilateral trade agreement. "It has not been concluded yet, the only obstacle being the 1972 decree number 215 of the Ministry of Foreign Affairs," Mr Jacobi stated.

Switzerland, at the same time, offered Thailand a credit of 510 million baht at an interest rate of between three to four per cent and a maturity period of 15 years. "The fund will be provided partly by the Swiss Government and financial institutions of Switzerland," Mr Jacobi stated. An agreement on the credit is expected to

Continued P. 21

Swiss seek accord

be concluded in the near future.

"It will be up to the Thai Government to use the credit. However, Switzerland wants to see the use of credit spread out over many industries instead of just one specific industry," Mr Jacobi said. The credit will be given in the form of investment

goods and services rather than in currency.

Mr Mario Ludwig, executive director of the Swiss Office for the Development of Trade, suggested that Thailand should try to shift the exports to Switzerland from traditional items to non-traditional items.

Dr Samuel Senn, senior vice president of Nestle Ltd at the same time suggested that there were a lot more food processing industries that Switzerland could undertake in Thailand, including coffee, canned pineapple, canning and processing of vegetables and tropical fruit, fish canning and frozen shrimp.

Switzerland offers Investment credit

Growth of trade between Thailand and Switzerland last year expanded at a rate almost double that of Switzerland's total imports and exports. Now, to further increase ties between the two countries, Switzerland is offering Thailand a long term, low interest investment credit valued at 500 million baht.

This was disclosed late in February during the visit here of the Swiss ASEAN Goodwill Mission composed of high level representatives of Switzerland's industrial, commercial and banking community.

The loan, in Swiss francs, would enable Thailand to purchase investment goods and expand wholly Thai or joint venture development. The credits would be available both to the Thai government and to the private sector.

"It will be entirely up to the Thai government to channel the credit," said Ambassador Klaus Jacobi, head of the delegation which included representatives of the Swiss Federation of Commerce and Industry, the Swiss Office for the Development of Trade, and top level representatives from the machine, chemical, watch and food industries, banks and consulting engineers.

It was pointed out that the credit would be available for purchase of investment equipment as opposed to consumer goods.

In discussing trade between the two countries, it was pointed out that in 1977 Switzerland exported goods valued at 775 million Swiss (8,560 million baht) francs to Thailand while importing Thai goods valued at 602 million Swiss francs (6,652 million baht). During the same period total Swiss exports to Thailand rose by 27 per cent over 1976 while imports from Thailand increased by 29 per cent over the previous year.

Switzerland's total exports for the same period expanded 14 per cent and her imports by 17 per cent. Indicating the value that country places on trade with the ASEAN nations, it was explained that exports to ASEAN rose by 30 per cent in 1977 and imports from ASEAN countries were up 27 per cent.

Ambassador Jacobi stated that Thailand enjoys favoured nation status with Switzerland through import tax exemptions and no quotas or ceilings on Thai products, except for textiles and leather shoes which, however, do enjoy a 50 per cent reduction in the import tax.

"Switzerland needs processed raw materials -- plywood, for example, rather than raw timber. Thai exporters should look more into the export of tropical fruits and flowers," said Ambassador Jacobi.

At the same time, Switzerland's highly sophisticated machinery manufacturers have available the equipment needed in a wide range of industrial development among them agro industries, electricity and electronics, telecommunications, water power, machine tools, scientific instruments and transportation. These are among the fields the investment credit in Swiss francs would be available for Thai development.

'Malaysia ready to sign investment guarantee pacts'

By A. KADIR JASIN

MALAYSIA is prepared to enter into an investment guarantee agreement with any country if this will encourage greater inflow of foreign capital.

"Although Malaysia has never acted outside the rule of law when dealing with foreign investments, it is nevertheless willing to sign an agreement as an added safeguard, especially for new investors who are not very familiar with the local environment," Datuk Seri Dr Mahathir Mohamad said.

The Deputy Prime Minister was speaking to reporters after signing an investment guarantee agreement with Switzerland in Kuala Lumpur yesterday. The agreement is the sixth signed by Malaysia since 1959.

Malaysia has similar agreements with the United States, Canada, the Netherlands, West Germany and France. Negotiations are in progress with Britain, Rumania, Sweden, Nor-

way, Singapore, Australia and Austria for similar agreements.

Dr Mahathir, who is also Trade and Industry Minister, said several other countries have indicated an interest in negotiating such agreement. They included the remainder of the EEC countries, the USSR and Saudi Arabia.

Earlier at the signing ceremony, Dr Mahathir said the agreement with Switzerland when implemented would provide double assurance to Swiss investors to invest in Malaysia.

"It is my fervent hope that the signing of the agreement will pave the way for greater inflow of Swiss investments into Malaysia," he added.

The agreement, he said, would not only ensure that investments from both countries were accorded fair and equitable treatment, more important, the agreement would protect investments of each country against expropriation,

nationalisation and dispossession, either direct or indirect, except taken in the public interest and under due process of law with effective and adequate compensation.

To date, there are a total of 18 projects in Malaysia in which Swiss investors have put in about \$14.8 million.

"Although this figure is rather moderate in comparison to investments made by the major investing countries like Japan, Britain, the U.S. and Singapore, nevertheless, in my opinion this is significant enough to lay the foundation for greater future inflow of Swiss investments," Dr Mahathir added.

Professor Klaus Jacobi, of the Federal Council for Trade Agreements of Switzerland, who signed the agreement on behalf of his government, said he had a great satisfaction in being able to take back the agreement to Switzerland.

The agreement, which is reciprocal and protec-

tive in nature, would expand opportunities for bigger exchange of capital and technology, he said.

Switzerland by tradition, said Professor Jacobi, was a capital exporting nation. The country is today the fourth largest investor abroad.

He said Swiss investors venturing abroad were not particularly concerned about making quick profit but on the contrary had long term expansion of their business in mind.

The idea of an investment guarantee agreement between the two countries is not exactly new. The first initiative was taken as far back as 1966. But it was not until 1976 that serious negotiations began.

The draft of the agreement was finally agreed upon in October last year. Pending approval of the two governments, the agreement was initialled in Zurich in the same month.

Duty-free treatment offer by Switzerland

By CHARLES CHAN

SWITZERLAND is to offer Asean countries duty-free treatment for manufactured goods in which the raw material contents are derived from the member countries.

This scheme, called the cumulative Asean origin certificate will be implemented on July 1, said Prof. Dr Klaus Jacobi, leader of the visiting Swiss-Asean goodwill mission, yesterday.

This offer is part of the Swiss government's move to strengthen its economic and trade relations with the Asean countries which he described as "pillars of the free world in this part of Asia" and strong supporters of the free market economic system.

Dr Jacobi explained that all industrial goods from Malaysia with the exception of textiles and leather shoes (which enjoy a 50 per cent reduction of normal tariffs) already receive duty free treatment.

There are also no quotas or ceilings imposed on such goods like other tariff preference giving countries.

However, not all Malaysian goods exported to Switzerland are manu-

factured wholly from local raw materials.

With the introduction of the certificate of cumulative Asean origin, Malaysian goods manufactured from Asean raw materials will also be able to enjoy this privilege. All that is needed is documentary evidence from the exporting countries.

Dr Jacobi said access to the Swiss market is very easy and hoped through proper market studies Malaysia would be able to export more manufactured goods, especially its commodities in a processed form, to Switzerland.

When Business Times made the observation that any substantial expansion of trade between Switzerland, with a population of three million, and Asean with a combined population of nearly 250 million would benefit the Swiss more, Dr Jacobi replied:

"That may be true but don't forget we have a lot of Swiss trading firms established in Asean countries buying a lot of their products and exporting them to all parts of the world. These

are the invisibles in benefits which are not reflected in trade figures."

Dr Jacobi said the Reciprocal Protection and Promotion of Investment which he signed with Deputy Prime Minister Datuk Seri Dr Mahathir Mohamad would create the right climate for investment by Swiss businessmen.

He said whatever investments undertaken by Swiss businessmen as a result of this pact would result in a transfer of technology to Malaysia.

One of the problems raised by the Swiss was their lack of knowledge about the economic situation and potential in Malaysia.

This could be rectified by sending more Malaysian missions and holding investment seminars about Malaysia in Switzerland, functions which are to some extent being carried out by the Fida offices in Paris and Frankfurt.

However, if it was within its means, Malaysia should establish a full diplomatic mission in Berne, the Swiss capital. Currently the Malaysian

ambassador accredited to Switzerland is based in Bonn, he said.

Dr Jacobi suggested that Malaysia could perhaps take part in the Swiss Autumn Fair in which positions of guests of honour are reserved for one country each from Africa, Latin America and Asia.

Dr Jacobi said he had suggested that Malaysia should be the guest of honour for Asia at the 1980 Autumn Trade Fair held annually in Lausanne.

A member of the delegation from the Swiss Association of Machinery Manufacturers, Dr Albert Somner, disclosed that he would be recommending a follow-up mission to familiarise Malaysia with the range of Swiss machinery.

"We are looking seriously into the possibility of holding an equipment show here at one of the hotels and are confident that we can persuade members of our association to take part," he said.

The mission leaves today in two groups — one for Sabah and the other for Sarawak.

"Daily Express", Kota Kinabalu, 2. 3. 78

Malaysia gets \$51 million credit

KOTA KINABALU, Thurs.

— Malaysia has been offered a \$51 million Swiss Francs (about \$67 million) credit to enable her to purchase investment goods in Switzerland. The offer by the Swiss government has a maturity period of twelve years with a grace period of two years.

The leader of a seven-man delegation from the Asean-Swiss Goodwill Mission of Switzerland, Prof. Dr. Klaus Jacobi said this on arrival from the nation's capital today (March 2). He said that the offer was made during the Mission's current tour to Malaysia.

He added that an Investment Guarantee Agreement was signed in Kuala Lumpur yesterday between the Deputy Prime Minister, Datuk Seri Dr. Mahathir Mohamad, and himself, on behalf of the Swiss and Malaysian governments respectively. He stated

that with the signing of the Agreement, it is hoped that Swiss investment could be boosted up while trade between the two countries would increase.

When asked by newsmen to describe the existing trade relationship between Malaysia and Switzerland, Prof. Jacobi said that it was excellent. "Infact, there has been an increase of about 55 percent between 1976-1977 in trade," he added.

He remarked that the Swiss government does not import raw materials from our country but rather materials in the semi-manufactured form.

Prof. Jacobi (Ambassador-at-large), who is the Governor for Switzerland of the Asian Development Bank and a delegate of the Federal Council for Trade Relations with foreign countries, said that he and his mission members are happy to be able to visit Sabah. He added that another six of his mission members, who comprise mostly top-level businessmen, are currently visiting Sarawak.

On their tour to the various Asean countries, he said that it was to strengthen, widen, and deepen the ties between the Asean countries and Switzerland.

"Asean countries and Switzerland have things in common in that both groups are staunch supporters of the Free Market Economic Countries, community," he added.

Earlier, they were received on arrival at the Kota Kinabalu International Airport by the Assistant Minister to the Deputy Chief Minister, Encik Sunoh Marso, the Assistant Minister of Communications and Works, Encik Clarence Mansul, and senior officers from the Ministry of Industrial and Rural Development.

While in Sabah, the Swiss visitors will visit the Tuaran Agriculture Station, the industrial area in Labuan, the Likas Industrial Estate, the Sabah Foundation project and the Sepangar Bay. They will also attend a development briefing at the State Operation Room and pay a courtesy call on the Chief Minister as well as meet other senior government officials.

\$67 million Swiss credit offer to invest in Malaysia

By S. UMADEVI

THE high-powered Swiss trade delegation that arrived in Kuala Lumpur on Thursday has offered a 51 million Swiss franc (\$67million) line of credit at low interest to Swiss nationals who wish to invest in Malaysia.

The loans provided by a consortium of Swiss banks is on condition that the borrowers buy Swiss machinery. It is repayable over 12 years at five per cent interest.

The Deputy Minister of Trade and Industry, Mr Lew Sip Hon, who met the delegation yesterday, said the visitors will meet officials from the Treasury and Bank Negara to work out the details of an investment guarantee agreement.

The agreement will be signed today by the Minister of Trade and Industry, Datuk Sri Dr Mahathir Mohamad, and the head of the Swiss delegation, Professor Dr Klaus

Jacobi, for the Swiss government.

Dr Jacobi is the Federal Counsel for Trade Agreements and the Governor for Switzerland of the Asian Development Bank.

"After this agreement, we can expect more Swiss investors to come," Mr Lew said. He added they were particularly interested in the machinery, pharmaceutical, watches and food industries.

Investment in Malaysia originating from Switzerland amounts to a mere \$15 million. Diethelm, Optilast, Staedtler, Kehrlil and Zulich are some of the Swiss companies established here.

Mr Lew described the visit as part of a Swiss-Asean goodwill trade mission. Switzerland has already signed an investment guarantee agreement with Indonesia and will be signing one with

Singapore. It is still negotiating with Thailand and plans to hold discussions with the Philippine government soon.

He said the delegation has extended an invitation for a Malaysian trade mission to visit Switzerland to explore the opportunities of increasing Malaysian exports to that country.

The delegation will be meeting officials of the Federation of Malaysian Manufacturers today. Switzerland being a landlocked country, prefers to import semi-manufactured goods rather than raw materials.

It has no quantitative restrictions on any manufactured goods from developing countries.

Malaysian trade balance with Switzerland has always been in the latter's favour. Imports from that country in 1976 amounted to \$42million. Exports totalled only

\$6.2 million according to Malaysian statistics, but Swiss figures show that they imported goods worth 30million francs (\$39.3million) from Malaysia.

Mr Lew said his ministry's figures are inaccurate because they are recorded by port of destination rather than importing country. As a result goods bound for Switzerland and unloaded in Germany are recorded as exports to Germany.

Switzerland mainly exports synthetic dye stuffs (\$5million), pharmaceutical products (\$7million), machinery and machine parts (\$8million), and scientific and medical apparatus, watches and clocks (\$6million).

Swiss imports from Malaysia include crude rubber, cocoa, cotton garments, vegetable oils and footwear.

Ländernotiz Malaysia

• Oberfläche	:	332'648 qkm
• Bevölkerung	:	12,5 Mio
• Bevölkerungsdichte:		36 pro qkm
• Hauptstadt	:	Kuala Lumpur
• Währung	:	1 Ringgit (Malaysian Dollar M \$) = Fr. -.90

1. Handelsabkommen

- a) mit der Schweiz : keines
 b) GATT-Beziehungen: Malaysia ist Vertragspartei des GATT

2. Aussenhandel

a) Handelsbilanz (in Mio M \$)

	1973	1974	1975	1976	1977 ¹⁾
Ausfuhren	7'372	10'195	9'231	13'443	15'195
Einfuhren	5'934	9'891	8'531	9'722	12'310
Saldo	+ 1'338	+ 304	+ 700	+ 3'721	+ 2'885
	=====	=====	=====	=====	=====

b) wichtigste Ausfuhrsgüter 1976

- Kautschuk	24 %
- Erdöl	12 %
- Holz + Zinn	je 11 %
- Palmöl	9 %

c) wichtigste Einfuhrsgüter 1976

- Maschinen, Transport-	
ausrüstung	33 %
- ind. Fertigprodukte	17 %
- Nahrungsmittel	16 %
- Erdöl	13 %

d) wichtigste Abnehmerländer 1976

- Westeuropa	23 %
- ASEAN (Singapur)	21 %
- Japan	21 %
- USA	16 %

e) wichtigste Lieferländer 1976

- Japan	21 %
- Westeuropa	19 %
- ASEAN (Singapur)	14 %
- USA	13 %

1) Schätzung

3. Warenverkehr Schweiz - Malaysia

a) Handelsbilanz (in Mio Fr.)

	1974	1975	1976	1977
schweiz. Ausfuhren	47,9	35,6	28,5	43,3
schweiz. Einfuhren	18,6	16,3	21,0	33,4
Saldo	+ 29,3	+ 19,3	+ 7,5	+ 9,9
	=====	=====	=====	=====

b) wichtigste schweiz. Ausfuhren *)

- El. + nichtel.	
Masch. + Apparate	Fr. 10,1 Mio
- Chem. und Pharma	Fr. 4,9 Mio
- Optische + fein-	
mech. Geräte	Fr. 2,6 Mio
- Uhren	Fr. 1,9 Mio

c) wichtigste schweiz. Einfuhren *)

- Kautschuk + -waren	Fr. 4,8 Mio
- Rohzinn	Fr. 2,9 Mio
- Trop. Holz, gesägt	Fr. 2,1 Mio
- Speiseöle	Fr. 2,0 Mio

* 1976

Ländernotiz Thailand

Oberfläche	:	514'000 qkm
Bevölkerung	:	41,9 Mio
Bevölkerungsdichte	:	79 pro qkm
Hauptstadt	:	Bangkok
Währung	:	1 Baht (B) = Fr. -.11

1. Handelsabkommen

- a) mit der Schweiz : in Verhandlung
 b) GATT-Beziehungen: Thailand ist nicht Mitglied des GATT, beteiligt sich jedoch an Tokio-Runde

2. Aussenhandel

a) Handelsbilanz (in Mio B)

	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>
Ausfuhren	21'750.2	31'252.5	49'002.4	44'382.4	60'797.0
Einfuhren	<u>30'634.8</u>	<u>42'054.9</u>	<u>63'304.6</u>	<u>64'527.0</u>	<u>73'131.0</u>
Saldo	./.. 8'884.6 =====	./..10'802.4 =====	./..14'302.2 =====	./..20'144.6 =====	./..12'334.0 =====

b) wichtigste Ausfuhrgüter 1975

- Zucker	13 %
- Mais	13 %
- Reis	13 %
- Tapioka	10 %

c) wichtigste Einfuhrgüter 1975

- Investitionsgüter	33 %
- Rohstoffe + Halbfabrikate	24 %
- Erdöl	21 %
- Nahrungsmittel	3 %

d) wichtigste Abnehmerländer 1975

- Japan	28 %
- U.S.A.	11 %
- Niederlande	10 %
- Singapur	9 %

e) wichtigste Lieferländer 1975

- Japan	32 %
- U.S.A.	14 %
- B.R. Deutschland	5 %
- Grossbritannien	5 %

3. Warenverkehr Schweiz - Thailand

a) Handelsbilanz (in Mio Fr.)

	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>
schweiz. Ausfuhren	76,9	83,9	59,5	77,5
schweiz. Einfuhren	<u>50,5</u>	<u>39,6</u>	<u>47,3</u>	<u>60,2</u>
Saldo	+ 26,4 =====	+ 44,3 =====	+ 12,2 =====	+ 17,3 =====

b) wichtigste schweiz. Ausfuhren

- Chemie + Pharma	Fr 24,5 Mio
- El. + nichtel.	
Maschinen + App.	Fr 19,8 "
- Optische + fein-	
mech. Geräte	Fr 2,4 "
- Uhren, Metall-	
waren	je Fr 1,5 "

c) wichtigste schweiz. Einfuhren

- industr. Edelmetalle	Fr 29,0 Mio
- Rohzinn	Fr 3,0 "
- Schnittholz	Fr 1,8 "
- Zifferblätter	Fr 1,3 "

ASEAN (Association of South-East Asian Nations)

Literaturverzeichnis über

T h a i l a n d

M a l a y s i a

S a b a h, Malaysia

S a r a w a k, Malaysia

Die nachstehenden Dokumente wurden anlässlich der Swiss-ASEAN Goodwill Mission (II. Etappe) vom 19. Februar - 4. März 1978 an Ort und Stelle beschafft. Sie sind nunmehr der Dokumentationsabteilung der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung, 18, Rue de Bellefontaine, 1001 Lausanne (Tel. 021 20 32 31), Telex 25425) einverleibt, wo Einsicht in sie genommen werden kann.

T h a i l a n d

Thailand Industrial Directory	Export Service Center, Bangkok (648 Seiten)
By-Laws of The Board of Trade of Thailand	The Board of Trade, Bangkok (23 Seiten)
Thailand Investment Handbook	Board of Investment, Bangkok (248 Seiten)
Investment Promotion Act B.E. 2520	Government Gazette, Bangkok (19 Seiten)
Thailand's Growth Strategy	Board of Investment, Bangkok (60 Seiten)
Key Indicators of Thailand 1977	Board of Investment, Bangkok (31 Seiten)
Procedures for the Implementation of Promoted Projects	Board of Investment, Bangkok (39 Seiten)
Investment Promotion Zones	Board of Investment, Bangkok (8 Seiten)
Thailand Investment Bulletin No. 4 and No. 5	Board of Investment, Bangkok (10 Seiten)
policy Statement of the Government delivered by his Excellency General Kriangsak Chomanan, Prime Minister of Thailand - 1st December 1977	
General Information on Power, Water Supply and Telecommunication, 1977	Board of Investment, Bangkok (7 Seiten)
Thailand Exporting, Volume 1, No. 3, 1978	Export Service Center, Bangkok (66 Seiten)
A-O-A Bangkok Guidebook	The Oriental, Bangkok (110 Seiten)
ASEAN-Journal, Vol. 2 No. 4 10th Anniversary, Commemorative Issue	Association of Southeast Asian Nations, Singapore.

M a l a y s i a

- | | |
|---|--|
| Economic Report 1977/78 | Ministry of Finance Malaysia,
Kuala Lumpur
(188 Seiten) |
| Persekutuan, Pekilang, Pekilang,
Malaysia
Buku Panduan Directory 1978 | Federation of Malaysian
Manufacturers, Kuala Lumpur
(310 Seiten) |
| Malaysian International Chamber
of Commerce and Industry -
List of Members and Members'
Directory (AS at 31.12.75) | (109 Seiten) |
| The 1978 Budget | (40 Seiten) |
| Terms and Conditions of Employment
Agreement 1977-1979 between
Commercial Employers' Association
of Peninsular Malaysia and
The National Union of Commercial
Workers | (37 Seiten) |
| Malaysia -
Your Profit Centre in Asia | Federal Industrial Develop-
ment Authority, Kuala Lumpur
(43 Seiten) |

S a b a h, Malaysia

- | | |
|--|--|
| Investment Guide Sabah,
Malaysia | Federal Department of Infor-
mation, Sabah, Malaysia
(68 Seiten) |
| Bangunan, Ibu, Pejabat,
Yayasan, Sabah | Broschüre
(22 Seiten) |
| Yayasan Sabah | Sabah Foundation in the
Development of Sabah
(42 Seiten) |
| <u>S a r a w a k, Malaysia</u>
Guide for Investment in Sarawak,
Malaysia | State Planning Unit
(105 Seiten) |
